

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2023/42154]

25 MAI 2023. — Loi modifiant le Code des sociétés et des associations, la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé et le Code judiciaire, notamment à la suite de la transposition de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la constitution.

Art. 2. La présente loi transpose partiellement la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières.

CHAPITRE 2. — *Actions sans droit de vote*

Art. 3. Dans l'article 5:47, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations, modifié par la loi du 28 avril 2020, le 3^o est complété par les mots "et de scission transfrontalière".

Art. 4. Dans l'article 7:57, § 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 28 avril 2020, le 3^o est complété par les mots "et de scission transfrontalière".

CHAPITRE 3. — *Fusion et scission*

Art. 5. L'article 12:7 du même Code est remplacé par ce qui suit:

"Art. 12:7. Sauf disposition légale contraire, est assimilée à la fusion par absorption :

1° l'opération par laquelle une ou plusieurs sociétés transfèrent, par suite d'une dissolution sans liquidation, l'intégralité de leur patrimoine, activement et passivement, à une autre société, lorsque toutes leurs actions ou parts et autres titres conférant le droit de vote appartiennent soit à cette autre société, soit à des intermédiaires de cette société, soit à ces intermédiaires et à cette société;

2° l'opération par laquelle une ou plusieurs sociétés transfèrent, par suite d'une dissolution sans liquidation, l'intégralité de leur patrimoine, activement et passivement, à une autre société, sans émission d'actions dans la société bénéficiaire lorsque toutes leurs actions ou parts et autres titres conférant le droit de vote sont directement ou indirectement entre les mains d'une personne ou lorsque les associés ou des actionnaires dans les sociétés qui fusionnent conservent dans la même proportion leurs titres et actions ou parts dans toutes les sociétés qui fusionnent."

Art. 6. À l'article 12:8 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, le mot "transférante" est remplacé par le mot "scindée" et les mots ", de la société scindée ou tant de la ou des sociétés bénéficiaires que de la société scindée," sont insérés entre les mots "d'actions de la ou des sociétés bénéficiaires" et les mots "et, le cas échéant";

2° l'article est complété par le 3^o rédigé comme suit :

"3° l'opération transfrontalière par laquelle une société transfère sans dissolution une partie de son patrimoine, activement et passivement, à une ou plusieurs sociétés, bénéficiaires ou qu'elle constitue, moyennant l'attribution à la société scindée d'actions des sociétés bénéficiaires ou des nouvelles sociétés."

FEDERALE OVERHEIDS DIENST JUSTITIE

[C – 2023/42154]

25 MEI 2023. — Wet tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht en van het Gerechtelijk Wetboek, onder meer ingevolge de omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2121 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 tot wijziging van Richtlijn (EU) 2017/1132 met betrekking tot grensoverschrijdende omzettingen, fusies en splitsingen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74 van de grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2121 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 tot wijziging van Richtlijn (EU) 2017/1132 met betrekking tot grensoverschrijdende omzettingen, fusies en splitsingen.

HOOFDSTUK 2. — *Aandelen zonder stemrecht*

Art. 3. In artikel 5:47, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, gewijzigd bij de wet van 28 april 2020, wordt de bepaling onder 3^o aangevuld met de woorden "en bij grensoverschrijdende splitsing".

Art. 4. In artikel 7:57, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 april 2020, wordt de bepaling onder 3^o aangevuld met de woorden "en bij grensoverschrijdende splitsing".

HOOFDSTUK 3. — *Fusie en splitsing*

Art. 5. Artikel 12:7 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 12:7. Tenzij anders bij wet bepaald, wordt met fusie door overname gelijkgesteld:

1° de rechtshandeling waarbij het gehele vermogen van één of meer vennootschappen, zowel de rechten als de verplichtingen, als gevolg van ontbinding zonder vereffening overgaat op een andere vennootschap, wanneer al hun aandelen en andere stemrechtverlenende effecten in handen zijn ofwel van die andere vennootschap, ofwel van tussenpersonen van die vennootschap, ofwel van die tussenpersonen en van die vennootschap;

2° de rechtshandeling waarbij het gehele vermogen van één of meer vennootschappen, zowel de rechten als de verplichtingen, als gevolg van ontbinding zonder vereffening overgaat op een andere vennootschap zonder uitgifte van aandelen in de verkrijgende vennootschap wanneer al hun aandelen en andere stemrechtverlenende effecten rechtstreeks of onrechtstreeks in handen zijn van één persoon of wanneer de vennoten of aandeelhouders in de fuserende vennootschappen hun effecten en aandelen in alle fuserende vennootschappen in dezelfde verhouding aanhouden."

Art. 6. In artikel 12:8 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 1° wordt het woord "overdragende" vervangen door het woord "gesplitste" en worden de woorden "in de gesplitste vennootschap of in zowel de verkrijgende vennootschap of vennootschappen als de gesplitste vennootschap," ingevoegd tussen de woorden "van aandelen in de verkrijgende vennootschap of vennootschappen," en de woorden "eventueel met een opleg in geld";

2° het artikel wordt aangevuld met de bepaling onder 3^o, luidende:

"3° de grensoverschrijdende rechtshandeling waarbij een deel van het vermogen van een vennootschap, zowel de rechten als de verplichtingen, zonder ontbinding overgaat op één of meer verkrijgende of nieuwe door haar opgerichte vennootschappen tegen uitlegging aan de gesplitste vennootschap van aandelen in de verkrijgende of nieuwe vennootschappen."

Art. 7. À l'article 12:13 du même Code, modifié par la loi du 28 avril 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par les mots "et 3°";

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

"En cas d'opération assimilée à la scission conformément à l'article 12:8, 3°, la société scindée devient associée ou actionnaire des sociétés bénéficiaires ou des nouvelles sociétés.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, en cas d'opérations assimilées à la scission conformément à l'article 12:8, 1^o, qui sont transfrontalières, au moins quelques associés ou actionnaires de la société scindée deviennent des associés ou des actionnaires dans la ou les sociétés bénéficiaires et au moins quelques associés ou actionnaires restent dans la société scindée ou deviennent des associés ou des actionnaires dans les deux sociétés, conformément à la proposition d'attribution des actions indiquée dans le projet de scission transfrontalière, à moins que ces associés ou actionnaires n'aient cédé leurs actions comme visé à l'article 12:137."

Art. 8. L'article 12:14 du même Code, modifié par la loi du 4 février 2020, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Les formalités qui résultent du présent article sont accomplies par la société issue de la fusion transfrontalière, par la société scindée ou par les sociétés bénéficiaires, selon le cas."

Art. 9. À l'article 12:24 du même Code, modifié par la loi du 13 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les mots "ou mention conformément respectivement aux articles 2:8 et 2:14, 1^o ou 4^o. Dans ce dernier cas, la mention comporte un lien hypertexte vers le site internet de la société" sont remplacés par les mots "conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1^o";

2° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 3, la société peut mettre à disposition sans frais le document visé à l'alinéa 1^{er} sur le site internet de la société durant une période ininterrompue d'au moins six semaines avant la date de la réunion de l'organe compétent des sociétés qui fusionnent appelé à se prononcer sur le projet de fusion et ne s'achevant pas avant la fin de cette réunion.

Dans le cas visé à l'alinéa 4, sont déposées et publiées par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1^o, au moins les mentions suivantes, au plus tard six semaines avant la décision de fusion mentionnée à l'article 12:30 :

1° pour chacune des sociétés à fusionner, la forme légale, le numéro d'entreprise, la dénomination, l'objet, le siège de la société et le tribunal du siège de la société;

2° un lien hypertexte vers le site internet de la société où le projet de fusion et le rapport visé à l'article 12:26 peuvent être obtenus en ligne et sans frais."

Art. 10. À l'article 12:37 du même Code, modifié par la loi du 13 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les mots "ou mention conformément respectivement aux articles 2:8 et 2:14, 1^o ou 4^o. Dans ce dernier cas, la mention comporte un lien hypertexte vers le site internet de la société" sont remplacés par les mots "conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1^o";

2° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 3, la société peut mettre à disposition sans frais le document visé à l'alinéa 1^{er} sur le site internet de la société durant une période ininterrompue d'au moins six semaines avant la date de la réunion de l'organe compétent des sociétés qui fusionnent appelé à se prononcer sur le projet de fusion et ne s'achevant pas avant la fin de cette réunion.

Art. 7. In artikel 12:13 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 april 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden "en 3°";

2° tussen het tweede en het derde lid worden twee ledens ingevoegd, luidende:

"In geval van een met splitsing gelijkgestelde verrichting overeenkomstig artikel 12:8, 3°, wordt de gesplitste vennootschap vennoot of aandeelhouder van de verkrijgende vennootschappen of van de nieuwe vennootschappen.

In afwijking van het eerste lid, 2^o, worden bij met splitsing gelijkgestelde verrichtingen overeenkomstig artikel 12:8, 1^o, die grensoverschrijdend zijn, op zijn minst enkele vennoten of aandeelhouders in de gesplitste vennootschap vennoten of aandeelhouders in de verkrijgende vennootschap of vennootschappen en op zijn minst enkele vennoten of aandeelhouders blijven in de gesplitste vennootschap of worden vennoten of aandeelhouders in beide vennootschappen volgens de in het voorstel voor de grensoverschrijdende splitsing aangegeven toewijzing van aandelen, tenzij die vennoten of aandeelhouders hun aandelen hebben vervreemd als bedoeld in artikel 12:137."

Art. 8. Artikel 12:14 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 4 februari 2020, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De formaliteiten die voortvloeien uit dit artikel worden verricht door de uit de fusie ontstane vennootschap, door de gesplitste vennootschap of door de verkrijgende vennootschappen, naargelang het geval."

Art. 9. In artikel 12:24 van hetzelfde Wetboek, waarvan de Franse tekst werd gewijzigd bij de wet van 13 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de woorden "of mededeling overeenkomstig respectievelijk de artikelen 2:8 en 2:14, 1^o of 4^o. In dit laatste geval bevat de mededeling een hyperlink naar de vennootschapswebsite" vervangen door de woorden "overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1^o";

2° het artikel wordt aangevuld met twee ledens, luidende:

"In afwijking van het derde lid, kan de vennootschap het in het eerste lid bedoelde stuk, gedurende een ononderbroken periode van minstens zes weken vóór de datum van de vergadering van het bevoegde orgaan van de fuserende vennootschappen die over het fusievoorstel moet besluiten en die niet eerder eindigt dan bij de sluiting van die vergadering, kosteloos op de vennootschapswebsite beschikbaar stellen.

In het geval bedoeld in het vierde lid, worden uiterlijk zes weken vóór het besluit tot fusie vermeld in artikel 12:30 ten minste onderstaande gegevens neergelegd en bekendgemaakt bij uittreksel overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1^o:

1° voor elk van de te fuseren vennootschappen de rechtsvorm, het ondernemingsnummer, de naam, het voorwerp, de zetel van de vennootschap en de rechtbank van de zetel van de vennootschap;

2° een hyperlink naar de vennootschapswebsite waar het voorstel voor de fusie en het verslag bedoeld in artikel 12:26, online en kosteloos verkrijgbaar zijn."

Art. 10. In artikel 12:37 van hetzelfde Wetboek, waarvan de Franse tekst werd gewijzigd bij de wet van 13 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de woorden "of mededeling overeenkomstig respectievelijk de artikelen 2:8 en 2:14, 1^o of 4^o. In dit laatste geval bevat de mededeling een hyperlink naar de vennootschapswebsite" vervangen door de woorden "overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1^o";

2° het artikel wordt aangevuld met twee ledens, luidende:

"In afwijking van het derde lid, kan de vennootschap het in het eerste lid bedoelde stuk, gedurende een ononderbroken periode van minstens zes weken vóór de datum van de vergadering van het bevoegde orgaan van de fuserende vennootschappen die over het fusievoorstel moet besluiten en die niet eerder eindigt dan bij de sluiting van die vergadering, kosteloos op de vennootschapswebsite beschikbaar stellen.

Dans le cas visé à l'alinéa 4, sont déposées et publiées par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1°, au moins les mentions suivantes, au plus tard six semaines avant la décision de fusion mentionnée à l'article 12:43 :

1° pour chacune des sociétés à fusionner, la forme légale, le numéro d'entreprise, la dénomination, l'objet, le siège de la société et le tribunal du siège de la société, ainsi que la forme légale, la dénomination et le siège envisagés pour chaque société nouvellement constituée;

2° un lien hypertexte vers le site internet de la société où le projet de fusion et le rapport visé à l'article 12:39 peuvent être obtenus en ligne et sans frais."

Art. 11. À l'article 12:50 du même Code, modifié par la loi du 13 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les mots "ou mention conformément respectivement aux articles 2:8 et 2:14, 1° ou 4°. Dans ce dernier cas, la mention comporte un lien hypertexte vers le site internet de la société" sont remplacés par les mots "conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1°";

2° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 3, la société peut mettre à disposition sans frais le document visé à l'alinéa 1^{er} sur le site internet de la société durant une période ininterrompue d'au moins six semaines avant la date de la réunion de l'organe compétent des sociétés qui fusionnent appelé à se prononcer sur le projet de fusion et ne s'achevant pas avant la fin de cette réunion.

Dans le cas visé à l'alinéa 4, sont déposées et publiées par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1°, au moins les mentions suivantes, au plus tard six semaines avant la décision de fusion mentionnées à l'article 12:53 :

1° pour chacune des sociétés à fusionner, la forme légale, le numéro d'entreprise, la dénomination, l'objet, le siège de la société et le tribunal du siège de la société;

2° un lien hypertexte vers le site internet de la société où le projet de fusion peut être obtenu en ligne et sans frais."

Art. 12. À l'article 12:59 du même Code, modifié par la loi du 13 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, le 11° est abrogé;

2° à l'alinéa 3, les mots "ou mention conformément respectivement aux articles 2:8 et 2:14, 1° ou 4°. Dans ce dernier cas, la mention comporte un lien hypertexte vers le site internet de la société" sont remplacés par les mots "conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1°";

3° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 3, la société peut mettre à disposition sans frais le document visé à l'alinéa 1^{er} sur le site internet de la société durant une période ininterrompue d'au moins six semaines avant la date de la réunion de l'organe compétent appelé à se prononcer sur le projet de scission et ne s'achevant pas avant la fin de cette réunion.

Dans le cas visé à l'alinéa 4, sont déposées et publiées par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1°, au moins les mentions suivantes, au plus tard six semaines avant la décision de scission visée à l'article 12:67, § 1^{er}, et, dans le cas visé à l'article 12:67, § 7, avant que la scission prenne effet :

1° pour chacune des sociétés participant à la scission, la forme légale, le numéro d'entreprise, la dénomination, l'objet, le siège de la société et le tribunal du siège de la société;

2° un lien hypertexte vers le site internet de la société où le projet de fusion et le rapport visé à l'article 12:62 peuvent être obtenus en ligne et sans frais."

Art. 13. Dans l'article 12:67, § 1^{er}, phrase introductory, du même Code, les mots "et dans l'article 12:73" sont abrogés.

Art. 14. L'article 12:73 du même Code est abrogé.

Art. 15. À l'article 12:75 du même Code, modifié par la loi du 13 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, le 11° est abrogé;

In het geval bedoeld in het vierde lid, worden uiterlijk zes weken vóór het besluit tot fusie vermeld in artikel 12:43 ten minste onderstaande gegevens neergelegd en bekendgemaakt bij uittreksel overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°:

1° voor elk van de te fuseren vennootschappen de rechtsvorm, het ondernemingsnummer, de naam, het voorwerp, de zetel van de vennootschap en de rechtbank van de zetel van de vennootschap, alsook de rechtsvorm, de naam en de zetel die worden voorgesteld voor elke nieuw opgerichte vennootschap;

2° een hyperlink naar de vennootschapswebsite waar het voorstel voor de fusie en het verslag bedoeld in artikel 12:39, online en kosteloos verkrijgbaar zijn."

Art. 11. In artikel 12:50 van hetzelfde Wetboek, waarvan de Franse tekst werd gewijzigd bij de wet van 13 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de woorden "of mededeling overeenkomstig respectievelijk de artikelen 2:8 en 2:14, 1° of 4°. In dit laatste geval bevat de mededeling een hyperlink naar de vennootschapswebsite" vervangen door de woorden "overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°";

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende:

"In afwijking van het derde lid, kan de vennootschap het in het eerste lid bedoelde stuk, gedurende een ononderbroken periode van minstens zes weken vóór de datum van de vergadering van het bevoegde orgaan van de fuserende vennootschappen die over het fusievoorstel moet besluiten en die niet eerder eindigt dan bij de sluiting van die vergadering, kosteloos op de vennootschapswebsite beschikbaar stellen.

In het geval bedoeld in het vierde lid, worden uiterlijk zes weken vóór het besluit tot fusie vermeld in artikel 12:53 ten minste onderstaande gegevens neergelegd en bekendgemaakt bij uittreksel overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°:

1° voor elk van de te fuseren vennootschappen de rechtsvorm, het ondernemingsnummer, de naam, het voorwerp, de zetel van de vennootschap en de rechtbank van de zetel van de vennootschap;

2° een hyperlink naar de vennootschapswebsite waar het voorstel voor de fusie online en kosteloos verkrijgbaar is."

Art. 12. In artikel 12:59 van hetzelfde Wetboek, waarvan de Franse tekst werd gewijzigd bij de wet van 13 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt de bepaling onder 11° opgeheven;

2° in het derde lid worden de woorden "of mededeling overeenkomstig respectievelijk de artikelen 2:8 en 2:14, 1° of 4°. In dit laatste geval bevat de mededeling een hyperlink naar de vennootschapswebsite" vervangen door de woorden "overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°";

3° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende:

"In afwijking van het derde lid, kan de vennootschap het in het eerste lid bedoelde stuk, gedurende een ononderbroken periode van minstens zes weken vóór de datum van de vergadering van het bevoegde orgaan die over het splitsingsvoorstel moet besluiten en die niet eerder eindigt dan bij de sluiting van die vergadering, kosteloos op de vennootschapswebsite beschikbaar stellen.

In het geval bedoeld in het vierde lid, worden uiterlijk zes weken vóór het besluit tot splitsing vermeld in artikel 12:67, § 1, en, in het geval bedoeld in artikel 12:67, § 7, voordat de splitsing van kracht wordt, ten minste onderstaande gegevens neergelegd en bekendgemaakt bij uittreksel overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°:

1° voor elk van de vennootschappen die aan de splitsing deelnemen de rechtsvorm, het ondernemingsnummer, de naam, het voorwerp, de zetel van de vennootschap en de rechtbank van de zetel van de vennootschap;

2° een hyperlink naar de vennootschapswebsite waar het voorstel voor de fusie en het verslag bedoeld in artikel 12:62, online en kosteloos verkrijgbaar zijn."

Art. 13. In artikel 12:67, § 1, inleidende zin, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "en artikel 12:73" opgeheven.

Art. 14. Artikel 12:73 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 12:75 van hetzelfde Wetboek, waarvan de Franse tekst werd gewijzigd bij de wet van 13 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt de bepaling onder 11° opgeheven;

2° à l'alinéa 3, les mots "ou mention conformément respectivement aux articles 2:8 et 2:14, 1° ou 4°" sont remplacés par les mots "conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1°";

3° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Par dérogation à l'alinéa 3, la société peut mettre à disposition sans frais le document visé à l'alinéa 1^{er} sur le site internet de la société durant une période ininterrompue d'au moins six semaines avant la date de la réunion de l'organe compétent appelé à se prononcer sur le projet de scission et ne s'achevant pas avant la fin de cette réunion.

Dans le cas visé à l'alinéa 4, sont déposées et publiées par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1^o, au moins les mentions suivantes, au plus tard six semaines avant la décision de scission visée à l'article 12:83 :

1° pour chacune des sociétés participant à la scission, la forme légale, le numéro d'entreprise, la dénomination, l'objet, le siège de la société et le tribunal du siège de la société, ainsi que la forme légale, la dénomination et le siège envisagés pour chaque société nouvellement constituée;

2° un lien hypertexte vers le site internet de la société où le projet de fusion et le rapport visé à l'article 12:78 peuvent être obtenus en ligne et sans frais."

Art. 16. L'article 12:90 du même Code est abrogé.

CHAPITRE 4. — *Fusion transfrontalière*

Art. 17. À l'article 12:106 du Code des sociétés et des associations, modifié par la loi du 28 avril 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "à la fusion transfrontalière" sont insérés entre les mots "sont applicables" et les mots ", sous réserve";

2° l'alinéa 2 est complété par les 3° et 4° rédigés comme suit :

"3° les établissements de crédit soumis au livre II, titre VIII, de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

4° les sociétés soumises à une procédure d'insolvabilité."

Art. 18. À l'article 12:108 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "visée à l'article 12:119" sont remplacés par les mots "de la prise d'effet de la fusion transfrontalière";

2° l'article est complété par les mots ", et de l'alinéa 1^{er}, 2°, de l'article précité lorsque des associés ou des actionnaires ont démissionné conformément aux dispositions légales applicables".

Art. 19. Dans la partie 4, livre 12, titre 6, chapitre 1^{er}, du même Code, la section 4 intitulée "Opposabilité de la fusion transfrontalière" est abrogée.

Art. 20. L'article 12:109 du même Code est abrogé.

Art. 21. Dans l'article 12:110 du même Code, les mots "à l'article 12:119" sont remplacés par les mots "aux dispositions légales applicables".

Art. 22. À l'article 12:111 du même Code, modifié par la loi du 13 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

"1° pour chacune des sociétés qui fusionnent, la forme légale, la dénomination, l'objet et le siège, et la forme légale, la dénomination, l'objet et le siège envisagés pour la société issue de la fusion transfrontalière;";

2° à l'alinéa 2, sont insérés les 1°/1 et 1°/2 rédigés comme suit :

"1°/1 pour chacune des sociétés qui fusionnent, une adresse électronique de la société à laquelle toute communication faite par les associés ou actionnaires, titulaires de parts bénéficiaires, créanciers et travailleurs est réputée être intervenue valablement;

2° in het derde lid worden de woorden "of mededeling overeenkomstig respectievelijk de artikelen 2:8 en 2:14, 1° of 4°. In dit laatste geval bevat de mededeling een hyperlink naar de vennootschapswebsite" vervangen door de woorden "overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°";

3° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende:

"In afwijking van het derde lid, kan de vennootschap het in het eerste lid bedoelde stuk, gedurende een ononderbroken periode van minstens zes weken vóór de datum van de vergadering van het bevoegde orgaan die over het splitsingsvoorstel moet besluiten en die niet eerder eindigt dan bij de sluiting van die vergadering, kosteloos op de vennootschapswebsite beschikbaar stellen.

In het geval bedoeld in het vierde lid, worden uiterlijk zes weken vóór het besluit tot splitsing vermeld in artikel 12:83 ten minste onderstaande gegevens neergelegd en bekendgemaakt bij uitreksel overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°:

1° voor elk van de vennootschappen die aan de splitsing deelnemen de rechtsvorm, het ondernemingsnummer, de naam, het voorwerp, de zetel van de vennootschap en de rechtbank van de zetel van de vennootschap, alsook de rechtsvorm, de naam en de zetel die worden voorgesteld voor elke nieuw opgerichte vennootschap;

2° een hyperlink naar de vennootschapswebsite waar het voorstel voor de splitsing en het verslag bedoeld in artikel 12:78 online en kosteloos verkrijgbaar zijn."

Art. 16. Artikel 12:90 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — *Grenoverschrijdende fusie*

Art. 17. In artikel 12:106 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, gewijzigd bij de wet van 28 april 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "op de grenoverschrijdende fusie" ingevoegd tussen de woorden "van toepassing" en de woorden ", behoudens de volgende afwijkende bepalingen";

2° het tweede lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 3° en 4°, luidende:

"3° kredietinstellingen die zijn onderworpen aan boek II, titel VIII van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen;

4° vennootschappen die zijn onderworpen aan een insolventieprocedure."

Art. 18. In artikel 12:108 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "bedoeld in artikel 12:119" worden vervangen door de woorden "van het van kracht worden van de grenoverschrijdende fusie";

2° het artikel wordt aangevuld met de woorden ", en van het eerste lid, 2°, van voornoemd artikel wanneer er vennoten of aandeelhouders zijn die zijn uitgetreden overeenkomstig de toepasselijke wettelijke bepalingen".

Art. 19. In deel 4, boek 12, titel 6, hoofdstuk 1, van hetzelfde Wetboek wordt de afdeling 4, luidende "Tegenwerpelijkheid van de grenoverschrijdende fusie", opgeheven.

Art. 20. Artikel 12:109 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 21. In artikel 12:110 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "artikel 12:119" vervangen door de woorden "de toepasselijke wettelijke bepalingen".

Art. 22. In artikel 12:111 van hetzelfde Wetboek, waarvan de Franse tekst werd gewijzigd bij de wet van 13 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt:

"1° voor elk van de fuserende vennootschappen de rechtsvorm, de naam, het voorwerp en de zetel, en de rechtsvorm, de naam, het voorwerp en de zetel die worden voorgesteld voor de uit de grenoverschrijdende fusie ontstane vennootschap;"

2° in het tweede lid worden de bepalingen onder 1°/1 en 1°/2 ingevoegd, luidende:

"1°/1 voor elk van de fuserende vennootschappen een e-mailadres van de vennootschap waarop elke communicatie door de vennoten of aandeelhouders, houders van winstbewijzen, schuldeisers en werkneemers wordt geacht geldig te zijn gebeurd;

1°/2 pour chacune des sociétés qui fusionnent, le nom, la résidence et une adresse électronique du notaire qui délivrera le certificat visé à l'article 12:117 et qui, le cas échéant, constatera la réalisation de la fusion;";

3° à l'alinéa 2, 4°, le mot "transfrontalière" est inséré entre les mots "de la fusion" et les mots "sur l'emploi";

4° à l'alinéa 2, 5°, les mots "ces actions ou parts" sont remplacés par les mots "des actions ou parts de la société issue de la fusion transfrontalière";

5° dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, 7°, le mot "toekent" est abrogé et le mot "toekent" est inséré entre les mots "de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap" et les mots "aan de vennoten";

6° à l'alinéa 2, 8°, les mots "tout avantage particulier attribué" sont remplacés par les mots "les avantages particuliers attribués" et dans le texte néerlandais les mots "organen die zijn belast met het bestuur of de leiding van, of het toezicht of de controle op" sont remplacés par les mots "de bestuurs-, leidinggevende, toezichthoudende of controlirende organen van";

7° à l'alinéa 2, il est inséré le 8°/1 rédigé comme suit :

"8°/1 si la société issue de la fusion transfrontalière n'est pas régie par le droit belge, ou que la société a reçu des mesures d'incitation ou des subventions éventuelles dans les cinq années précédant la fusion transfrontalière;";

8° à l'alinéa 2, 9°, les mots "les statuts" sont remplacés par les mots "le cas échéant, l'acte constitutif" et la disposition est complétée par les mots "ainsi que ses statuts si ceux-ci figurent dans un acte séparé";

9° à l'alinéa 2, 10°, les mots "aux dispositions prises par le Roi en exécution de l'article 133 de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017" sont remplacés par les mots "à la convention collective de travail n° 94 du 29 avril 2008, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 94/1 du 20 décembre 2022";

10° l'alinéa 2 est complété par les 13° et 14° rédigés comme suit :

"13° une description précise de la soultre en espèces attribuée aux titulaires de parts bénéficiaires, conformément à l'article 12:116/1, § 1er;

14° les garanties, telles que des cautionnements ou des gages, qui seront offertes aux créanciers après la fusion transfrontalière.";

11° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

"L'alinéa 2, 2°, 3°, 5° et 13°, ne s'appliquent pas pour le projet de fusion transfrontalière en cas d'une fusion transfrontalière telle que visée à l'article 12:7, 1°, et en cas d'une fusion transfrontalière telle que visée à l'article 12:7, 2°, lorsque toutes les actions et autres titres conférant le droit de vote sont directement ou indirectement entre les mains d'une seule personne."

Art. 23. L'article 12:112 du même Code est remplacé par ce qui suit :

"Art. 12:112. § 1er. Les documents suivants doivent être déposés et publiés dans leur intégralité par chaque société concernée par la fusion au greffe du tribunal de l'entreprise de leur siège conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1° :

1° le projet commun de fusion visé à l'article 12:111;

2° un avis aux titulaires d'actions et de parts bénéficiaires, aux créanciers et aux représentants des travailleurs de la société qui fusionne ou, en l'absence de tels représentants, aux travailleurs eux-mêmes, selon lequel ils peuvent formuler auprès de leur société respective des observations sur le projet commun de fusion transfrontalière au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de la réunion de l'organe compétent appelé à se prononcer sur le projet de fusion.

Le dépôt a lieu au plus tard trois mois avant la décision de fusion transfrontalière visée à l'article 12:116.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, une société peut mettre à disposition sans frais les documents visés au paragraphe 1^{er} sur le site internet de la société durant une période ininterrompue d'au moins trois mois avant la date de la réunion de l'organe compétent appelé à se prononcer sur le projet de fusion, et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée.

1°/2 voor elk van de fuserende vennootschappen, de naam, standplaats en een e-mailadres van de notaris die het in artikel 12:117 bedoelde attest zal afleveren en, in voorkomend geval, de voltooiing van de fusie zal vaststellen;";

3° in het tweede lid, 4°, wordt het woord "grensoverschrijdende" ingevoegd tussen de woorden "gevolgen van de" en het woord "fusie";

4° in het tweede lid, 5°, worden de woorden "deze aandelen" vervangen door de woorden "de aandelen van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap";

5° in het tweede lid, 7°, wordt het woord "toekent" opgeheven en wordt het woord "toekent" ingevoegd tussen de woorden "de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap" en de woorden "aan de vennoten";

6° in het tweede lid, 8°, worden de woorden "ieder bijzonder voordeel dat wordt" vervangen door de woorden "de bijzondere voordelen die worden" en worden de woorden "organen die zijn belast met het bestuur of de leiding van, of het toezicht of de controle op" vervangen door de woorden "de bestuurs-, leidinggevende, toezichthouderende of controlirende organen van";

7° in het tweede lid, wordt de bepaling onder 8°/1 ingevoegd, luidende:

"8°/1 indien de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap niet wordt beheerst door het Belgische recht, of de vennootschap in de laatste vijf jaar voorafgaand aan de grensoverschrijdende fusie eventuele stimulansen of subsidies heeft ontvangen;"

8° in het tweede lid, 9°, worden de woorden "de statuten" vervangen door de woorden "in voorkomend geval, de oprichtingsakte" en wordt de bepaling aangevuld met de woorden "en haar statuten indien die in een afzonderlijke akte zijn opgenomen";

9° in het tweede lid, 10°, worden de woorden "maatregelen die de Koning neemt in uitvoering van artikel 133 van richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017" vervangen door de woorden "collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94/1 van 20 december 2022";

10° het tweede lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 13° en 14°, luidende:

"13° een nadere omschrijving van de aangeboden geldelijke vergoeding voor houders van aandelen en winstbewijzen, in overeenstemming met artikel 12:116/1, § 1;

14° de waarborgen, zoals garanties of pandrechten, die na grensoverschrijdende fusie aan de schuldeisers zullen worden geboden.";

11° het derde lid wordt vervangen als volgt:

"Het tweede lid, 2°, 3°, 5° en 13°, is niet van toepassing voor het grensoverschrijdend fusievoorstel in geval van een grensoverschrijdende fusie als bedoeld in artikel 12:7, 1°, en in geval van een grensoverschrijdende fusie als bedoeld in artikel 12:7, 2°, wanneer alle aandelen en andere stemrechtverlenende effecten rechtstreeks of onrechtstreeks in handen zijn van één persoon."

Art. 23. Artikel 12:112 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 12:112. § 1. Door elke bij de fusie betrokken vennootschap moet ter griffie van de ondernemingsrechtbank van haar zetel de volgende stukken worden neergelegd en bekendgemaakt in hun geheel overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°:

1° het gemeenschappelijk fusievoorstel als bedoeld in artikel 12:111;

2° een kennisgeving aan de houders van aandelen en winstbewijzen, de schuldeisers en de vertegenwoordigers van de werknemers van de fuserende vennootschap of, indien er geen zulke vertegenwoordigers zijn, aan de werknemers zelf, dat zij uiterlijk vijf werkdagen vóór de datum van de vergadering van het bevoegde orgaan die over het fusievoorstel moet besluiten bij hun respectieve vennootschap opmerkingen kunnen indienen betreffende het gemeenschappelijk voorstel voor de grensoverschrijdende fusie.

De neerlegging gebeurt uiterlijk drie maanden vóór het besluit tot grensoverschrijdende fusie vermeld in artikel 12:116.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan een vennootschap de in paragraaf 1 bedoelde stukken, gedurende een ononderbroken periode van minstens drie maanden vóór de datum van de vergadering van het bevoegde orgaan die over het fusievoorstel moet besluiten, en die niet eerder eindigt dan bij de sluiting van die vergadering, kosteloos op de vennootschapswebsite beschikbaar stellen.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, sont déposées et publiées par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1^o, au moins les mentions suivantes, au plus tard trois mois avant la décision de fusion transfrontalière visée à l'article 12:116 :

1^o pour chacune des sociétés qui fusionnent, la forme légale, la dénomination, l'objet et le siège, et la forme légale, la dénomination, l'objet et le siège envisagés pour chaque société nouvellement constituée;

2^o pour chacune des sociétés qui fusionnent, le registre des personnes morales, suivi de la mention du tribunal du siège de la société, et le numéro d'entreprise, ou pour les sociétés étrangères si leur droit le prévoit, le registre dans lequel la société est inscrite et le numéro d'immatriculation de celle-ci dans ce registre;

3^o une indication, pour chaque société qui fusionne, des dispositions qui ont été prises en ce qui concerne l'exercice des droits des créanciers, des travailleurs, des associés ou des actionnaires et des porteurs de titres autres que des actions des sociétés qui fusionnent;

4^o un lien hypertexte vers le site internet de la société où le projet commun de fusion transfrontalière, l'avis visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, le rapport visé à l'article 12:114 et des informations complètes concernant les dispositions visées dans le 3^o sont disponibles en ligne et sans frais.

§ 3. Lorsqu'une société à responsabilité limitée, une société coopérative ou une société anonyme belge fusionne avec une société ayant l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises transmet, en vue d'une mise à disposition du public et après qu'ils sont rendus disponibles à partir du dossier visé à l'article 2:7, les données et documents tels que mentionnés dans les tableaux 6.2.1. a) et 6.2.1. b) du règlement d'exécution 2021/1042/UE de la Commission du 18 juin 2021 fixant les modalités d'application de la directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil établissant les spécifications techniques et les procédures nécessaires au système d'interconnexion des registres et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2020/2244 de la Commission, au système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée."

Art. 24. Dans la partie 4, livre 12, titre 6, chapitre 2, du même Code, il est inséré un article 12:112/1 rédigé comme suit :

"Art. 12:112/1. § 1^{er}. Au plus tard dans les trois mois de la publication aux Annexes du *Moniteur belge* du projet de fusion, les créanciers envers la société qui ne tirent aucune satisfaction des garanties offertes à l'article 12:111, alinéa 2, 14^o, ont, nonobstant toute disposition contraire, le droit d'exiger de la société une sûreté ou toute autre garantie pour leurs créances certaines mais non encore exigibles au moment de la publication et, pour leurs créances faisant l'objet d'une action introduite en justice ou par voie d'arbitrage contre la société, avant la publication du projet de fusion.

À cet effet et sous peine d'irrecevabilité de sa requête, le créancier adresse en même temps une demande écrite à la société et au notaire mentionné dans le projet commun de fusion.

La société peut écarter cette demande en payant la créance à sa valeur, après déduction de l'escompte.

À défaut d'accord ou si le créancier n'a pas reçu satisfaction, la partie la plus diligente soumet la contestation au président du tribunal de l'entreprise du siège de la société débitrice, siégeant en référé.

Tous droits saufs au fond, le président détermine la sûreté à fournir par la société et fixe le délai dans lequel elle doit être constituée, à moins qu'il ne décide qu'aucune sûreté n'est requise, eu égard soit aux garanties et priviléges dont jouit ou jouira le créancier, soit à la solvabilité de la société bénéficiaire.

Si la sûreté imposée par le président n'est pas fournie dans le délai qu'il a fixé, la créance devient immédiatement exigible.

La sûreté ou toute autre garantie visée à l'alinéa 1^{er} est conditionnée par la prise d'effet de la fusion transfrontalière conformément à la juridiction dont relève la société issue de la fusion transfrontalière.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} n'est pas applicable aux fusions transfrontalières lorsqu'une société absorbée est régie par le droit belge et soumise au contrôle de la Banque nationale de Belgique ou de la Banque centrale européenne."

In het geval bedoeld in het eerste lid, worden uiterlijk drie maanden vóór het besluit tot grensoverschrijdende fusie bedoeld in artikel 12:116 ten minste onderstaande gegevens neergelegd en bekendgemaakt bij uittreksel overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1^o:

1^o voor elk van de fuserende vennootschappen de rechtsvorm, de naam, het voorwerp en de zetel, en de rechtsvorm, de naam, het voorwerp en de zetel die worden voorgesteld voor elke nieuw opgerichte vennootschap;

2^o voor elk van de fuserende vennootschappen het rechtspersonenregister, gevolgd door de vermelding van de rechtkantoor van de zetel van de vennootschap, en het ondernemingsnummer, of voor buitenlandse vennootschappen indien het recht waardoor zij worden beheerd hierin voorziet, het register waarin de vennootschap is ingeschreven en het nummer waaronder de vennootschap daarin is ingeschreven;

3^o een vermelding, voor elke fuserende vennootschap, van de regels die voor de uitoefening van de rechten van de schuldeisers, de werknemers, de vennooten of aandeelhouders en de houders van andere effecten dan aandelen van de fuserende vennootschappen zijn getroffen;

4^o een hyperlink naar de vennootschapswebsite waar het gemeenschappelijk voorstel voor de grensoverschrijdende fusie, de in paragraaf 1, eerste lid, 2^o, bedoelde kennisgeving, het verslag bedoeld in artikel 12:114, en volledige informatie over de in de bepaling onder 3^o bedoelde regelingen online en kosteloos verkrijgbaar zijn.

§ 3. Wanneer een Belgische besloten vennootschap, coöperatieve vennootschap of naamloze vennootschap fuseert met een vennootschap met een van de vormen zoals genoemd in bijlage II bij richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017, maakt de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen de gegevens en stukken zoals vermeld in de tabellen 6.2.1. a) en 6.2.1. b) van Uitvoeringsverordening 2021/1042/EU van de Commissie van 18 juni 2021 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Richtlijn (EU) 2017/1132 van het Europees Parlement en de Raad met betrekking tot technische specificaties en procedures voor het systeem van gekoppelde registers en tot intrekking van Uitvoeringsverordening (EU) 2020/2244 van de Commissie, met het oog op de terbeschikkingstelling ervan aan het publiek en nadat deze beschikbaar zijn gesteld vanuit het in artikel 2:7 bedoelde dossier, over aan het Europees systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemde richtlijn."

Art. 24. In deel 4, boek 12, titel 6, hoofdstuk 2, wordt een artikel 12:112/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:112/1. § 1. Uiterlijk binnen drie maanden na de bekendmaking van het fusievoorstel in de Bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad*, kunnen de schuldeisers die geen genoegen nemen met de in artikel 12:111, tweede lid, 14^o, geboden waarborgen jegens de vennootschap, niettegenstaande andersluidende bepaling, een bijkomende zekerheid of enige andere waarborg eisen voor hun schuldborderingen die op het tijdstip van de bekendmaking vaststaand maar nog niet opeisbaar zijn evenals voor hun schuldborderingen waarvoor in rechte of via arbitrage een vordering tegen de vennootschap werd ingesteld vóór de bekendmaking van het fusievoorstel.

Daartoe richt de schuldeiser tegelijkertijd een schriftelijk verzoek aan de vennootschap en de notaris vermeld in het gemeenschappelijk fusievoorstel, op straffe van niet-ontvankelijkheid van zijn verzoek.

De vennootschap kan deze vordering afwenden door de schuldbordering te betalen tegen haar waarde, na aftrek van het disconto.

Indien geen overeenstemming wordt bereikt of indien de schuldeiser geen voldoening heeft gekregen, legt de meest gerede partij het geschil voor aan de voorzitter van de ondernemingsrechtbank van de zetel van de schuldplichtige vennootschap, zitting houdend in kort geding.

Zonder afbreuk te doen aan de grond van de zaak, bepaalt de voorzitter de zekerheid die de vennootschap moet stellen en de termijn waarbinnen dit moet gebeuren, tenzij hij beslist dat geen zekerheid is vereist gelet op de waarborgen en voorrechten waarover de schuldeiser beschikt of zal beschikken of op de solvabiliteit van de verkrijgende vennootschap.

Indien de door de voorzitter opgelegde zekerheid niet binnen de door hem bepaalde termijn is gesteld, wordt de schuldbordering onverwijd opeisbaar.

De in het eerste lid bedoelde zekerheid of enige andere waarborg is afhankelijk van het van kracht worden van de grensoverschrijdende fusie overeenkomstig de jurisdictie waaronder de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap valt.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing bij grensoverschrijdende fusies wanneer een overgenomen vennootschap die wordt beheerd door het Belgische recht onderworpen is aan het toezicht van de Nationale Bank van België of de Europese Centrale Bank."

Art. 25. L'article 12:113 du même Code est remplacé par ce qui suit :

"Art. 12:113. § 1^{er}. Dans chaque société, l'organe d'administration établit un rapport écrit et circonstancié à l'intention des titulaires d'actions et de parts bénéficiaires et des travailleurs qui explique et justifie les aspects juridiques et économiques de la fusion transfrontalière et qui explique les implications de la fusion transfrontalière pour les travailleurs. Le rapport expose notamment les implications de la fusion transfrontalière en ce qui concerne les activités futures de la société.

La société peut intégrer les éléments visés aux alinéas 3 et 5 dans un seul rapport ou dans un rapport distinct à destination respectivement des titulaires d'actions et de parts bénéficiaires et des travailleurs contenant la section pertinente.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} mentionne pour les titulaires d'actions et de parts bénéficiaires :

1° la situation patrimoniale des sociétés appelées à fusionner;

2° la soultre en espèces visée à l'article 12:116/1 et la ou les méthodes suivies pour déterminer celle-ci, ainsi que l'importance relative qui est donnée à ces méthodes, l'évaluation à laquelle chaque méthode parvient et les difficultés éventuellement rencontrées;

3° le rapport d'échange des actions proposé et, si d'application, la ou les méthodes suivies pour la détermination de l'échange des actions, ainsi que l'importance relative qui est donnée à ces méthodes, l'évaluation à laquelle chaque méthode parvient et les difficultés éventuellement rencontrées;

4° l'opportunité, les conditions et les modalités de la fusion transfrontalière et les conséquences de la fusion transfrontalière pour les titulaires d'actions et de parts bénéficiaires;

5° les droits et voies de recours dont disposent les titulaires de parts bénéficiaires conformément à l'article 12:116/1.

L'alinéa 3 n'est pas d'application si tous les titulaires d'actions et de parts bénéficiaires en ont décidé ainsi. Les sociétés dont toutes les actions sont réunies entre les mains d'une personne ne doivent pas appliquer l'alinéa 3.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} mentionne pour les travailleurs :

1° les implications de la fusion transfrontalière en ce qui concerne les relations de travail et, le cas échéant, toutes les mesures à prendre pour préserver ces relations;

2° les changements significatifs dans les conditions d'emploi applicables ou dans les lieux d'implantation de la société;

3° la manière dont les facteurs énoncés aux 1° et 2° ont un effet sur des filiales de la société.

L'alinéa 5 n'est pas d'application si tous les travailleurs de la société et, le cas échéant, de ses filiales font partie de l'organe d'administration.

Au plus tard six semaines avant la date de la réunion de l'organe compétent appelé à se prononcer sur le projet de fusion, le rapport visé à l'alinéa 1^{er} ou, le cas échéant, à l'alinéa 5, est mis à la disposition des représentants des travailleurs ou, lorsqu'il n'y a pas de représentants, des travailleurs eux-mêmes, au moins sous forme électronique.

Si les organisations de travailleurs représentées au sein du conseil d'entreprise, à défaut de conseil d'entreprise, de la délégation syndicale, à défaut de conseil d'entreprise et de délégation syndicale, au sein du comité pour la prévention et la protection au travail, ou, lorsqu'il n'y a pas de représentants, les travailleurs eux-mêmes formulent un avis dans le cadre de l'information prévue à l'article 11 de la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972 et qu'il parvient à l'organe d'administration à temps, cet avis est joint au rapport mentionné à l'alinéa 1^{er} ou, le cas échéant, à l'alinéa 5. L'organe d'administration fournit aux organisations précitées ou aux travailleurs eux-mêmes une réponse motivée concernant cet avis avant l'assemblée appelée à se prononcer sur le projet de fusion.

§ 2. Le présent article ne s'applique pas à la société absorbée en cas d'une fusion transfrontalière telle que visée à l'article 12:7, 1^o, et en cas d'une fusion transfrontalière telle que visée à l'article 12:7, 2^o, lorsque toutes les actions et autres titres conférant le droit de vote sont directement ou indirectement entre les mains d'une seule personne.

Art. 25. Artikel 12:113 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 12:113. § 1. In elke vennootschap stelt het bestuursorgaan een omstandig schriftelijk verslag op bestemd voor de houders van aandelen en winstbewijzen en de werknemers waarin de juridische en economische aspecten van de grensoverschrijdende fusie worden toegelicht en verantwoord en waarin de gevolgen van de grensoverschrijdende fusie voor de werknemers worden toegelicht. In het verslag wordt met name toelichting gegeven over de gevolgen van de grensoverschrijdende fusie voor de toekomstige activiteiten van de vennootschap.

De vennootschap kan de in het derde en het vijfde lid bedoelde gegevens opnemen in één verslag, dan wel in een afzonderlijk verslag voor respectievelijk de houders van aandelen en winstbewijzen, en de werknemers met het relevante deel.

Het in het eerste lid bedoelde verslag vermeldt voor de houders van aandelen en winstbewijzen:

1° de stand van het vermogen van de te fuseren vennootschappen;

2° de geldelijke vergoeding zoals bedoeld in artikel 12:116/1 en de voor de vaststelling van die geldelijke vergoeding gebruikte methode of methoden, alsook het betrekkelijk gewicht dat aan deze methoden wordt gehecht, de waardering waartoe elke methode komt en de moeilijkheden die zich eventueel hebben voorgedaan;

3° de voorgestelde ruiilverhouding van de aandelen en, waar van toepassing, de voor de vaststelling van de ruiilverhouding van de aandelen gebruikte methode of methoden, alsook het betrekkelijk gewicht dat aan deze methoden wordt gehecht, de waardering waartoe elke methode komt en de moeilijkheden die zich eventueel hebben voorgedaan;

4° de wenselijkheid van de grensoverschrijdende fusie, haar voorwaarden, de wijze waarop ze zal gebeuren en de gevolgen van de grensoverschrijdende fusie voor de houders van aandelen en winstbewijzen;

5° de rechten en de rechtsmiddelen die beschikbaar zijn voor de houders van aandelen en winstbewijzen in overeenstemming met artikel 12:116/1.

Het derde lid is niet van toepassing indien alle houders van aandelen en winstbewijzen hiermee hebben ingestemd. Vennootschappen waarvan alle aandelen in één hand zijn verenigd moeten het derde lid niet toepassen.

Het in het eerste lid bedoelde verslag vermeldt voor de werknemers:

1° de gevolgen van de grensoverschrijdende fusie voor de arbeidsrelaties en, in voorkomend geval, alle maatregelen om die relaties te vrijwaren;

2° materiële wijzigingen van de toepasselijke arbeidsvoorwaarden of van de vestigingsplaatsen van de vennootschap;

3° de wijze waarop de in de bepalingen onder 1° en 2° bedoelde factoren van invloed zijn op dochtervennotschappen van de vennootschap.

Het vijfde lid is niet van toepassing indien alle werknemers van de vennootschap en, in voorkomend geval, haar dochtervennotschappen tot het bestuursorgaan behoren.

Uiterlijk zes weken vóór de datum van de vergadering van het bevoegde orgaan die over het grensoverschrijdende fusievoorstel moet besluiten wordt het in het eerste lid of, in voorkomend geval, het vijfde lid bedoelde verslag minstens in elektronische vorm ter beschikking gesteld van de vertegenwoordigers van de werknemers of, indien er geen vertegenwoordigers zijn, van de werknemers zelf.

Indien de organisaties ter vertegenwoordiging van de werknemers in de schoot van de ondernemingsraad, indien er geen ondernemingsraad is, van de vakbondsafvaardiging, en als er geen ondernemingsraad of vakbondsafvaardiging is, van het comité voor preventie en bescherming op het werk, of, indien er geen zulke vertegenwoordigers zijn, de werknemers zelf, tijdig aan het bestuursorgaan een advies formuleren in het kader van de informatie voorgeschreven door artikel 11 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 9 maart 1972, wordt dit advies aan het in het eerste lid of, in voorkomend geval, het vijfde lid bedoelde verslag gehecht. Het bestuursorgaan verstrekt de voorname organisaties of de werknemers zelf vóór de vergadering die over het fusievoorstel moet besluiten een gemotiveerd antwoord over dit advies.

§ 2. Dit artikel is niet van toepassing op de overgenomen vennootschap in geval van een grensoverschrijdende fusie als bedoeld in artikel 12:7, 1^o, en in geval van een grensoverschrijdende fusie als bedoeld in artikel 12:7, 2^o, wanneer alle aandelen en andere stemrechtverlenende effecten rechtstreeks of onrechtstreeks in handen zijn van één persoon.

§ 3. S'il a été établi tant un rapport conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, qu'un rapport conformément à l'article 12:114, § 1^{er}, les articles 5:121, 5:133, 6:110, 7:179 et 7:197 ne s'appliquent pas, selon le cas, à une société absorbante ayant la forme légale d'une société à responsabilité limitée, d'une société coopérative, d'une société anonyme, d'une société européenne ou d'une société coopérative européenne."

Art. 26. À l'article 12:114 du même Code, modifié par la loi du 28 avril 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots "ou, dans les sociétés en nom collectif ou les sociétés en commandite, par l'assemblée générale.";

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots "le rapport d'échange est ou non pertinent et raisonnable." sont remplacés par les mots "la soulté en espèces visée à l'article 12:111, alinéa 2, 13°, et le rapport d'échange sont ou non pertinents et raisonnables. Pour l'évaluation de la soulté en espèces, il est tenu compte de l'éventuel prix de marché des actions dans les sociétés qui fusionnent avant l'annonce du projet de fusion ou de la valeur des sociétés, à l'exception des effets de la fusion proposée, comme défini suivant les modes d'évaluation généralement reconnus.";

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots "Cette déclaration doit au moins :" sont remplacés par les mots "Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} doit au moins :";

4° dans le paragraphe, 1^{er}, alinéa 3, il est inséré le 0°/1 rédigé comme suit :

"0°/1 indiquer les méthodes suivies pour la détermination de la soulté en espèces proposée;"

5° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 2°, les mots "si ces méthodes sont appropriées en l'espèce" sont remplacés par les mots "si les méthodes visées aux 0°/1 et 1° sont appropriées", et la disposition est complétée par les mots "et, si des méthodes différentes sont utilisées dans les sociétés qui fusionnent, également si l'utilisation de méthodes différentes était appropriée;"

6° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est complété par le 3° rédigé comme suit :

"3° indiquer, le cas échéant, les difficultés particulières d'évaluation.";

7° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 4 est abrogé;

8° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 5 est complété par les mots "pour la rédaction du rapport visé dans le présent article";

9° au paragraphe 2, les mots "le rapport tel que visé au paragraphe 1^{er} peut être rédigé par" sont insérés entre les mots "des sociétés qui fusionnent," et les mots "un ou plusieurs commissaires", les mots "peuvent examiner le projet de fusion transfrontalière" sont remplacés par les mots "si une telle désignation ou approbation est demandée en Belgique", et les mots "associés ou actionnaires" sont remplacés par les mots "titulaires d'actions et de parts bénéficiaires";

10° au paragraphe 3, les mots "Ni un examen du projet commun de fusion transfrontalière par le commissaire ou le réviseur d'entreprises ou expert-comptable externe désigné ni le" sont remplacés par le mot "Le", les mots "ne sont" sont remplacés par les mots "n'est pas", et les mots "associés ou actionnaires" sont remplacés par les mots "titulaires d'actions et de parts bénéficiaires";

11° le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Les sociétés dont toutes les actions sont réunies entre les mains d'une personne ne doivent pas appliquer le présent article.";

12° le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

"§ 4. Le rapport dont il est question dans le paragraphe 1^{er} n'est pas exigé en cas d'une fusion transfrontalière telle que visée à l'article 12:7, 1°, et en cas d'une fusion transfrontalière telle que visée à l'article 12:7, 2°, lorsque toutes les actions et autres titres conférant le droit de vote sont directement ou indirectement entre les mains d'une seule personne.";

13° au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, le mot "tant" est inséré entre les mots "a été établi" et les mots "conformément au", et les mots "que conformément à l'article 12:113, § 1^{er}, alinéa 3," sont insérés entre les mots "au paragraphe 1^{er}" et les mots "les articles".

§ 3. Indien zowel een verslag werd opgesteld overeenkomstig paragraaf 1, derde lid, en overeenkomstig artikel 12:114, § 1, zijn de artikelen 5:121, 5:133, 6:110, 7:179 en 7:197, naargelang het geval, niet van toepassing op een overnemende vennootschap die de rechtsvorm heeft van een besloten vennootschap, van een coöperatieve vennootschap, van een naamloze vennootschap, van een Europese vennootschap of van een Europese coöperatieve vennootschap."

Art. 26. In artikel 12:114 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 april 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "of, bij een vennootschap onder firma of een commanditaire vennootschap, door de algemene vergadering" ingevoegd tussen de woorden "door het bestuursorgaan" en de woorden "aangewezen bedrijfsrevisor";

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "de ruilverhouding naar zijn mening al dan niet relevant en redelijk is" vervangen door de woorden "de geldelijke vergoeding zoals bedoeld in artikel 12:111, tweede lid, 13°, en de ruilverhouding naar zijn mening al dan niet relevant en redelijk zijn, waarbij voor de beoordeling van de geldelijke vergoeding rekening wordt gehouden met de eventuele marktprijs van de aandelen in de fuserende vennootschappen voord de aankondiging van het fusievoorstel of met de waarde van de vennootschappen, exclusief de gevolgen van de voorgestelde fusie, zoals bepaald volgens algemeen aanvaarde waarderingsmethoden";

3° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "Deze verklaring moet minste aangeven:" vervangen door de woorden "Het in het eerste lid bedoelde verslag geeft ten minste aan.:";

4° in paragraaf 1, derde lid, wordt de bepaling onder 0°/1 ingevoegd, luidende:

"0°/1 volgens welke methoden de voorgestelde geldelijke vergoeding is vastgesteld;"

5° in paragraaf 1, derde lid, 2°, worden de woorden "of deze methoden in het gegeven geval passen" vervangen door de woorden "of de in de bepalingen onder 0°/1 en 1° bedoelde methoden passend zijn" en wordt de bepaling aangevuld met de woorden "; en, indien in de fuserende vennootschappen verschillende methoden zijn gebruikt, tevens of het gebruik van verschillende methoden passend was;"

6° paragraaf 1, derde lid, wordt aangevuld met de bepaling onder 3°, luidende:

"3° in voorkomend geval, de bijzondere moeilijkheden bij de waardering.";

7° in paragraaf 1 wordt het vierde lid opgeheven;

8° in paragraaf 1 wordt het vijfde lid aangevuld met de woorden "voor de opmaak van het in dit artikel bedoelde verslag";

9° in paragraaf 2 worden de woorden "het onderzoek van het voorstel voor een grensoverschrijdende fusie worden verricht" vervangen door de woorden "het verslag als bedoeld in paragraaf 1 worden opgesteld", wordt de eerste zin aangevuld met de woorden ", indien dergelijke aanwijzing of goedkeuring in België wordt verzocht", en worden de woorden "vennoten of aandeelhouders" vervangen door de woorden "houders van aandelen en winstbewijzen";

10° in paragraaf 3 worden de woorden "vennoten of aandeelhouders" vervangen door de woorden "houders van aandelen en winstbewijzen", en worden de woorden "noch het onderzoek van het gemeenschappelijke voorstel voor een grensoverschrijdende fusie door de commissaris of de aangewezen bedrijfsrevisor of externe accountant, noch het verslag waarvan sprake in de eerste paragraaf vereist" vervangen door de woorden "het verslag waarvan sprake in paragraaf 1 niet vereist";

11° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Vennootschappen waarvan alle aandelen in één hand zijn verenigd moeten dit artikel niet toepassen.";

12° paragraaf 4, eerste lid, wordt vervangen als volgt:

"§ 4. Het verslag waarvan sprake in de eerste paragraaf is niet vereist in geval van een grensoverschrijdende fusie als bedoeld in artikel 12:7, 1°, en in geval van een grensoverschrijdende fusie als bedoeld in artikel 12:7, 2°, wanneer alle aandelen en andere stemrechtverlenende effecten rechtstreeks of onrechtstreeks in handen zijn van één persoon.";

13° in paragraaf 5, eerste lid, wordt het woord "zowel" ingevoegd tussen het woord "Indien" en de woorden "een verslag", en worden de woorden "en overeenkomstig artikel 12:113, § 1, derde lid" ingevoegd tussen de woorden "paragraaf 1" en de woorden "zijn de artikelen".

Art. 27. À l'article 12:115 du même Code, modifié par la loi du 28 avril 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "associés ou actionnaires" sont remplacés par les mots "titulaires d'actions et de parts bénéficiaires", et dans le texte néerlandais les mots "zich over het fusievoorstel moet uitspreken" sont remplacés par les mots "over het fusievoorstel moet besluiten";

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot "en" est remplacé par les mots "du projet de fusion et des rapports visés aux articles 12:113 et 12:114", les mots "ou parts" sont remplacés par les mots "et de parts bénéficiaires", et les mots "un mois" sont remplacés par les mots "six semaines";

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le mot "Une" est remplacé par les mots "Sauf dans les sociétés cotées, une";

4° au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, le mot "actionnaires" est remplacé par les mots "titulaires d'actions et de parts bénéficiaires";

5° au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, le mot "actionnaire" est remplacé par les mots "titulaire d'actions et de parts bénéficiaires", et les mots "un mois au moins" sont remplacés par les mots "au plus tard six semaines", et les mots "générale ou, dans le cas visé à l'article 12:116, § 2, alinéa 3, avant la date à laquelle la fusion prend effet" sont remplacés par les mots "qui se prononcera sur le projet de fusion,";

6° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "associé ou actionnaire a en outre le droit" sont remplacés par les mots "titulaire d'actions ou de parts bénéficiaires a en outre le droit, à partir de la publication du projet de fusion conformément à l'article 12:111", et la phrase introductory est complétée par les mots ", dès qu'ils sont disponibles";

7° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2^o, le mot "les" est remplacé par les mots "le cas échéant, les";

8° au paragraphe 2, alinéa 5, le mot "actionnaires" est remplacé par les mots "titulaires d'actions et de parts bénéficiaires";

9° au paragraphe 3, les mots "associé ou actionnaire" sont remplacés par les mots "titulaire d'actions ou de parts bénéficiaires";

10° le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le droit visé à l'alinéa 1^{er} d'obtenir sans frais une copie des documents visés au paragraphe 2, 1^o, 3^o, 4^o et 5^o, et à l'article 12:113, § 1^{er}, alinéa 3, appartient également aux créanciers qui disposent d'un droit d'opposition sur la base de l'article 12:112/1.";

11° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots "d'un mois" sont remplacés par les mots "de six semaines", le mot "générale" est abrogé, les mots "ou, dans le cas visé à l'article 12:116, § 2, avant la date à laquelle la fusion prend effet," sont deux fois abrogés, et dans le texte néerlandais les mots "op het ogenblik van" sont remplacés par le mot "bij";

12° paragraphe 4, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

"Le paragraphe 3 n'est pas d'application si le site internet de la société offre la possibilité aux associés, aux actionnaires, aux titulaires de parts bénéficiaires et aux créanciers disposant d'un droit d'opposition sur la base de l'article 12:112/1, pendant toute la période visée à l'alinéa 1^{er}, de télécharger et d'imprimer les documents visés au paragraphe 2, les rapports visés aux articles 12:113 en 12:114 étant cependant inaccessibles aux créanciers, mais le document visé à l'article 12:113, § 1^{er}, alinéa 3, 1^o, étant inclus. Dans ce cas, les informations restent sur le site internet de la société et peuvent être téléchargées et imprimées jusqu'à au moins un mois après la date de la réunion de l'assemblée de chacune des sociétés appelée à se prononcer sur le projet de fusion."

Art. 28. À l'article 12:116 du même Code, modifié par la loi du 28 avril 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, phrase introductory, le mot "Sans" est remplacé par les mots "À l'expiration du délai visé à l'article 12:112/1, sans";

Art. 27. In artikel 12:115 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 april 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "zich over het fusievoorstel moet uitspreken" vervangen door de woorden "over het fusievoorstel moet besluiten", en worden de woorden "vennoten of aandeelhouders" vervangen door de woorden "houders van aandelen en winstbewijzen";

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "en winstbewijzen" ingevoegd tussen de woorden "houders van aandelen" en de woorden "op naam", worden de woorden "een maand" vervangen door de woorden "zes weken", en worden de woorden "van het fusievoorstel en de verslagen bedoeld in de artikelen 12:113 en 12:114" ingevoegd tussen de woorden "een kopie" en de woorden "meegegeeld overeenkomstig artikel 2:32";

3° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "Er wordt" vervangen door de woorden "Behalve bij de genoteerde vennootschapen wordt";

4° in paragraaf 1, vierde lid, wordt het woord "aandeelhouders" vervangen door de woorden "houders van aandelen en winstbewijzen";

5° in paragraaf 1, vijfde lid, wordt het woord "aandeelhouder" vervangen door de woorden "houder van aandelen en winstbewijzen", worden de woorden "een maand" vervangen door de woorden "zes weken", en worden de woorden "algemene vergadering of, in het geval bedoeld in artikel 12:116, § 2, derde lid, de datum waarop de fusie van kracht wordt" vervangen door de woorden "vergadering die over het fusievoorstel moet besluiten";

6° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "vennoot of aandeelhouder heeft tevens het recht uiterlijk een maand vóór de datum van de algemene vergadering die over het fusievoorstel moet besluiten," vervangen door de woorden "houder van aandelen en winstbewijzen heeft tevens het recht vanaf de bekendmaking van het fusievoorstel overeenkomstig artikel 12:111", en wordt de inleidende zin aangevuld met de woorden ", van zodra zij beschikbaar zijn";

7° in paragraaf 2, eerste lid, 2^o, worden de woorden "de in" vervangen door de woorden "in voorkomend geval, de in";

8° in paragraaf 2, vijfde lid, wordt het woord "aandeelhouders" vervangen door de woorden "houders van aandelen en winstbewijzen";

9° in paragraaf 3 worden de woorden "vennoot of aandeelhouder" vervangen door de woorden "houder van aandelen of winstbewijzen";

10° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Het in het eerste lid bedoelde recht om kosteloos een kopie van de in paragraaf 2, 1^o, 3^o, 4^o en 5^o, en artikel 12:113, § 1, derde lid, 1^o, bedoelde stukken te verkrijgen komt eveneens toe aan schuldeisers die op grond van artikel 12:112/1 over een verzetrecht beschikken.;"

11° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "een maand" vervangen door de woorden "zes weken", worden de woorden "algemene vergadering van de fuserende vennootschappen die over het fusievoorstel moet besluiten of, in het geval bedoeld in artikel 12:116, § 2, de datum waarop de fusie van kracht wordt" vervangen door de woorden "vergadering van de fuserende vennootschappen die over het fusievoorstel moet besluiten", worden de woorden "op het ogenblik van" vervangen door het woord "bij" en worden de woorden "of, in het geval bedoeld in artikel 12:116, § 2, de datum waarop de fusie van kracht wordt," opgeheven;

12° paragraaf 4, tweede lid, wordt vervangen als volgt:

"Wanneer de vennootschapswebsite aan de vennoten of aandeelhouders, houders van winstbewijzen en schuldeisers die op grond van artikel 12:112/1 over een verzetrecht beschikken gedurende de gehele in het eerste lid bedoelde periode de mogelijkheid biedt de in paragraaf 2 bedoelde stukken, doch wat betreft de schuldeisers met uitsluiting van de in de artikelen 12:113 en 12:114 bedoelde verslagen maar met inbegrip van het in artikel 12:113, § 1, derde lid, 1^o, bedoelde stuk, te downloaden en af te drukken, is paragraaf 3 niet van toepassing. In dit geval blijft de informatie ten minste tot één maand na de datum van de vergadering van elk van de vennootschappen die over het fusievoorstel moet besluiten, op de vennootschapswebsite staan en kan ze worden gedownload en afgedrukt.;"

Art. 28. In artikel 12:116 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 april 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, inleidende zin, wordt het woord "Onder" vervangen door de woorden "Na het verstrijken van de in artikel 12:112/1 bedoelde termijn, onder";

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, les mots "non seulement" sont insérés entre les mots "doivent représenter" et les mots "la moitié", la première phrase est complétée par les mots "mais également la moitié du nombre de parts bénéficiaires s'il en existe", et dans la deuxième phrase les mots "ou parts" sont remplacés par les mots "ou de parts bénéficiaires";

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o le b) est abrogé;

4° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot "précédent" est remplacé par le mot "1^{era}", et les mots "pour l'opération assimilée à la fusion par absorption" sont remplacés par les mots "en cas d'une fusion transfrontalière telle que visée à l'article 12:7, 1^o, et en cas d'une fusion transfrontalière telle que visée à l'article 12:7, 2^o, lorsque toutes les actions et autres titres conférant le droit de vote sont directement ou indirectement entre les mains d'une seule personne";

5° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Nonobstant toute disposition statutaire contraire, les parts bénéficiaires d'une société absorbée donneront droit à une voix par titre dans ce vote. Elles ne pourront se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de celui attribué à l'ensemble des actions, ni être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises par les actions. Si les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, la réduction s'opérera proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.";

6° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2^o, les mots "un mois" sont remplacés par les mots "six semaines";

7° au paragraphe 2, alinéa 2, le mot "actionnaires" est remplacé par les mots "titulaires d'actions et/ou de parts bénéficiaires", les mots "et parts bénéficiaires" sont insérés entre les mots "des actions" et les mots "émises ou qui", et la dernière phrase est abrogée;

8° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots ", à l'expiration du délai visé à l'article 12:112/1," sont insérés entre les mots "se prononce" et les mots "sur l'approbation";

9° le paragraphe 4 est complété par la phrase suivante :

"L'assemblée générale ne peut toutefois délibérer et statuer valablement que si elle réunit dans chaque classe les conditions de présence et de majorité prévues par le paragraphe 1^{er}.";

10° au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots "L'accord" sont remplacés par les mots "Par dérogation aux paragraphes 1^{er} à 4, l'accord";

11° au paragraphe 5, alinéa 3, le mot "transfrontalière" est inséré entre les mots "la fusion" et les mots "est toujours requis";

12° au paragraphe 7, les mots ", ou l'organe d'administration dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, et paragraphe 2," sont insérés entre les mots "L'assemblée générale" et les mots "de chacune des sociétés";

13° au paragraphe 8, première phrase, le mot "Immédiatement" est remplacé par les mots "Dans le cas d'une fusion transfrontalière par absorption, l'assemblée générale de la société absorbante arrête, immédiatement", les mots "des statuts de la société absorbante" sont remplacés par les mots "de ses statuts", et les mots "sont arrêtées" sont abrogés;

14° le paragraphe 8 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Dans le cas d'une fusion transfrontalière par constitution d'une nouvelle société, l'assemblée générale de chaque société concernée par la fusion doit approuver, immédiatement après la décision de fusion transfrontalière, le projet d'acte constitutif et les statuts de la nouvelle société, suivant les mêmes règles de présence et de majorité que celles qui sont requises pour la décision de fusion. À défaut, la décision de fusion reste sans effet. Les articles 5:4, 6:5 et 7:3 ne sont pas d'application."

Art. 29. Dans la partie 4, livre 12, titre 6, chapitre 2, du même Code, il est inséré un article 12:116/1 rédigé comme suit :

"Art. 12:116/1. § 1^{er}. Si la société issue de la fusion transfrontalière est une société étrangère, chaque titulaire d'actions ou de parts bénéficiaires d'une société absorbée ayant voté contre le projet commun de fusion transfrontalière à l'assemblée générale et l'ayant communiqué comme tel à la société préalablement au vote, le cas échéant à l'adresse électronique mentionnée dans le projet de fusion ou à l'adresse

2° in paragraaf 1, eerste lid, 1^o, worden de woorden "niet alleen" ingevoegd tussen de woorden "vertegenwoordigen moeten" en de woorden "ten minste", wordt de eerste zin aangevuld met de woorden ", maar ook de helft van het aantal winstbewijzen, indien er zulke effecten zijn", en wordt de tweede zin aangevuld met de woorden "of winstbewijzen";

3° in paragraaf 1, eerste lid, 2^o, wordt de bepaling onder b) opgeheven;

4° in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord "vorige" vervangen door het woord "eerste", en worden de woorden "voor de met fusie door overneming gelijkgestelde verrichting" vervangen door de woorden "in geval van een grensoverschrijdende fusie als bedoeld in artikel 12:7, 1^o, en in geval van een grensoverschrijdende fusie als bedoeld in artikel 12:7, 2^o, wanneer alle aandelen en andere stemrechten-verlenende effecten rechtstreeks of onrechtstreeks in handen zijn van één persoon";

5° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De winstbewijzen van een overgenomen vennootschap geven bij deze stemming recht op één stem per effect, niettegenstaande andersluidende statutaire bepaling. In het geheel kunnen aan die effecten niet meer stemmen worden toegekend dan de helft van het aantal dat is toegekend aan de gezamenlijke aandelen; bij de stemming kunnen zij niet worden aangerekend voor meer dan twee derde van het aantal stemmen uitgebracht door de aandelen. Worden de aan de beperking onderworpen stemmen in verschillende zin uitgebracht, dan wordt de vermindering evenredig toegepast; gedeelten van stemmen worden verwaarloosd.";

6° in paragraaf 2, eerste lid, 2^o, worden de woorden "een maand" vervangen door de woorden "zes weken";

7° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord "aandeelhouders" vervangen door de woorden "houders van aandelen en/of winstbewijzen", worden de woorden "en winstbewijzen" ingevoegd tussen de woorden "uitgegeven aandelen" en de woorden "bezitten of", en wordt de laatste volzin opgeheven;

8° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden ", na het verstrijken van de in artikel 12:112/1 bedoelde termijn," ingevoegd tussen de woorden "de overgenomen vennootschap" en de woorden "over de goedkeuring";

9° paragraaf 4 wordt aangevuld met de volgende zin:

"De algemene vergadering kan echter alleen op geldige wijze beraadslagen en besluiten indien voor iedere soort is voldaan aan de aanwezigheids- en meerderheidsvereisten bepaald in paragraaf 1.";

10° in paragraaf 5, eerste lid, wordt het woord "De" vervangen door de woorden "In afwijking van de paragrafen 1 tot 4 is de" en wordt het woord "is" opgeheven;

11° in paragraaf 5, derde lid, wordt het woord "grensoverschrijdende" ingevoegd tussen de woorden "die deelneemt aan de" en het woord "fusie";

12° in paragraaf 7 worden de woorden ", of het bestuursorgaan in het geval bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, en paragraaf 2," ingevoegd tussen de woorden "De algemene vergadering" en de woorden "van elke fuserende vennootschap";

13° in paragraaf 8, eerste zin, wordt het woord "Onmiddellijk" vervangen door de woorden "In geval van een grensoverschrijdende fusie door overneming stelt de algemene vergadering van de overnemende vennootschap onmiddellijk", wordt het woord "worden" opgeheven, worden de woorden "de statuten van de overnemende vennootschap" vervangen door de woorden "haar statuten", en wordt het woord "vastgesteld" vervangen door het woord "vast";

14° paragraaf 8 wordt aangevuld met een lid, luidende:

"In geval van een grensoverschrijdende fusie door oprichting van een nieuwe vennootschap moet onmiddellijk na het besluit tot grensoverschrijdende fusie de algemene vergadering van elke bij de fusie betrokken vennootschap het ontwerp van oprichtingsakte en de statuten van de nieuwe vennootschap goedkeuren volgens dezelfde regels van aanwezigheid en meerderheid als diegene die voor het besluit tot fusie zijn vereist. Bij gebrek daaraan blijft het besluit tot fusie zonder gevolg. De artikelen 5:4, 6:5 en 7:3 zijn niet van toepassing."

Art. 29. In deel 4, boek 12, titel 6, hoofdstuk 2, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 12:116/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:116/1. § 1. Indien de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap een buitenlandse vennootschap is, heeft elke houder van aandelen of winstbewijzen van een overgenomen vennootschap die op de algemene vergadering tegen het gemeenschappelijk voorstel voor de grensoverschrijdende fusie heeft gestemd en dit voorafgaand aan de stemming als zodanig aan de vennootschap

électronique visée à l'article 2:31, a le droit de démissionner de la société si et dans la mesure où il exerce ce droit à l'assemblée générale qui décide de procéder à une fusion transfrontalière.

La démission donne droit au remboursement du titre à une valeur équivalente à la valeur du titre mentionnée dans le projet de fusion visé à l'article 12:111, alinéa 2, 13°.

Le paiement de cette part de retrait ne peut être effectué qu'après que la société a donné satisfaction aux créanciers ayant fait valoir leurs droits dans le délai de trois mois visé à l'article 12:112/1, à moins qu'une décision judiciaire exécutoire n'ait rejeté leurs prétentions à obtenir une garantie, mais ne peut intervenir au-delà de deux mois après la date à laquelle la fusion prend effet conformément à la juridiction dont relève la société issue de la fusion transfrontalière.

Les articles 5:142, 5:143, 6:115, 6:116 et 7:212 ne sont pas applicables.

Les articles 5:145, 5:154, 6:120 et 7:215 ne sont pas non plus applicables.

Un titulaire d'actions ou de parts bénéficiaires ayant voté contre le projet commun de fusion transfrontalière à l'assemblée générale de la manière prévue à l'alinéa 1^{er} et qui n'est pas satisfait de la soultre en espèces offerte à l'article 12:111, alinéa 2, 13°, peut porter la contestation devant le président du tribunal de l'entreprise du siège de la société qui fusionne, siégeant en référé, dans le mois suivant la date de l'assemblée générale qui se prononce sur la fusion transfrontalière. Cette contestation ne dispense pas la société de payer la soultre en espèces offerte, visée à l'article 12:111, alinéa 2, 13°, dans les limites fixées à l'alinéa 3.

Le remboursement peut également être effectué par la société absorbante.

Les parts ou actions de l'associé ou actionnaire démissionnaire sont détruites au moment où la fusion transfrontalière prend effet conformément au droit de la juridiction dont relève la société issue de la fusion transfrontalière.

§ 2. Chaque associé ou actionnaire qui n'a pas fait usage du droit de démission visé au paragraphe 1^{er}, qui, au plus tard lors de l'assemblée générale a indiqué qu'il n'est pas satisfait de l'échange des parts ou actions proposé à l'article 12:111, alinéa 2, 2^o, et qui a voté contre le projet commun de fusion transfrontalière à l'assemblée générale et l'a fait retranscrire tel quel dans le procès-verbal de l'assemblée générale, peut saisir le président du tribunal de l'entreprise du siège de la société qui fusionne, statuant en référé, d'une demande de paiement en espèces, dans les trente jours qui suivent la date de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur la fusion transfrontalière.

Avec l'accord de l'associé ou de l'actionnaire, le paiement en espèces visé à l'alinéa 1^{er} peut être remplacé par une attribution de parts dans la société absorbante ou par une autre rémunération en nature."

Art. 30. À l'article 12:117 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "et au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de réception des documents et informations visés à l'alinéa 2," sont insérés entre les mots "sans délai" et les mots "un certificat", et dans le texte néerlandais le mot "grensoverschrijdende" est inséré entre les mots "dat de aan de" et le mot "fusie";

2° l'article est complété par dix alinéas rédigés comme suit :

"Lors de l'introduction de sa demande de certificat préalable à la fusion transfrontalière auprès du notaire visé à l'alinéa 1^{er}, la société qui fusionne et relevant du droit belge joint les documents suivants, pour autant que ces documents n'aient pas été transmis antérieurement au notaire :

1° le projet commun de fusion transfrontalière;

2° le cas échéant, le rapport et l'avis joint visé à l'article 12:113, ainsi que le rapport visé à l'article 12:114;

3° toutes les remarques introduites conformément à l'article 12:112, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o;

4° des informations relatives à l'approbation visée à l'article 12:116 par l'assemblée générale ou, dans le cas visé à l'article 12:116, § 2, alinéa 3, par l'organe d'administration;

kenbaar heeft gemaakt, in voorkomend geval op het in het fusievoorstel vermelde e-mailadres of op het in artikel 2:31 bedoelde e-mailadres, het recht om uit de vennootschap te treden indien en in de mate waarin hij van dat recht gebruikmaakt op de algemene vergadering die tot de grensoverschrijdende fusie besluit.

De uittreding geeft recht op terugbetaling van het effect aan een waarde die gelijk is aan de waarde van het effect zoals vermeld in het fusievoorstel als bedoeld in artikel 12:111, tweede lid, 13°.

De uitbetaling van dit scheidingsaandeel kan pas geschieden nadat de vennootschap is tegemoet gekomen aan de schuldeisers die binnen de in artikel 12:112/1 bedoelde termijn van drie maanden hun rechten hebben doen gelden, tenzij hun aanspraak om een zekerheid te verkrijgen bij een uitvoerbare rechterlijke beslissing is afgewezen, maar mag niet later plaatsvinden dan twee maanden nadat de grensoverschrijdende fusie van kracht wordt overeenkomstig de jurisdictie waaronder de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap valt.

De artikelen 5:142, 5:143, 6:115, 6:116 en 7:212 zijn niet van toepassing.

Evenmin zijn de artikelen 5:145, 5:154, 6:120 en 7:215 van toepassing.

Een houder van aandelen of winstbewijzen die op de algemene vergadering tegen het gemeenschappelijk voorstel voor de grensoverschrijdende fusie heeft gestemd op de wijze zoals voorzien in het eerste lid en die geen genoegen neemt met de in artikel 12:111, tweede lid, 13°, geboden geldelijke vergoeding, kan het geschil binnen één maand vanaf de datum van de algemene vergadering die tot de grensoverschrijdende fusie besluit voorleggen aan de voorzitter van de ondernemingsrechtbank van de zetel van de fuserende vennootschap, zitting houdend in kort geding. Dit geschil ontslaat de vennootschap niet de door haar geboden geldelijke vergoeding als bedoeld in artikel 12:111, tweede lid, 13°, uit te betalen binnen de door het derde lid gestelde grenzen.

De terugbetaling kan ook gebeuren door de overnemende vennootschap.

De aandelen van de uittredende vennoot of aandeelhouder worden vernietigd op het moment dat de grensoverschrijdende fusie van kracht wordt overeenkomstig het recht van de jurisdictie waaronder de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap valt.

§ 2. Elke vennoot of aandeelhouder die geen gebruik heeft gemaakt van het in paragraaf 1 bedoelde uittrederecht, ten laatste op de algemene vergadering melding heeft gemaakt dat hij geen genoegen neemt met de in artikel 12:111, tweede lid, 2^o, voorgestelde ruilverhouding van de aandelen, op de algemene vergadering tegen het gemeenschappelijk voorstel voor de grensoverschrijdende fusie heeft gestemd en dit als zodanig op de algemene vergadering laat notuleren, kan binnen de dertig dagen vanaf de datum van de algemene vergadering die tot de grensoverschrijdende fusie besluit de voorzitter van de ondernemingsrechtbank van de zetel van de fuserende vennootschap, zitting houdend in kort geding om een betaling in geld verzoeken.

Met toestemming van de vennoot of aandeelhouder kan de in het eerste lid bedoelde betaling in geld worden vervangen door een toekenning van aandelen in de overnemende vennootschap of in een andere vergoeding in natura."

Art. 30. In artikel 12:117 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "en uiterlijk binnen twee maanden na de datum van ontvangst van de documenten en informatie bedoeld in het tweede lid" worden ingevoegd tussen het woord "onverwijd" en de woorden "een attest", wordt het woord "grensoverschrijdende" ingevoegd tussen de woorden "dat de aan de" en het woord "fusie", en wordt het woord "verricht" vervangen door het woord "vervuld";

2° het artikel wordt aangevuld met tien leden, luidende:

"Bij de aanvraag van het aan de grensoverschrijdende fusie voorafgaande attest door de fuserende vennootschap die onder het Belgische recht valt bij de in het eerste lid bedoelde notaris worden volgende documenten gevoegd, voor zover deze documenten niet eerder aan de notaris werden overgemaakt:

1° het gemeenschappelijke voorstel voor een grensoverschrijdende fusie;

2° in voorkomend geval, het verslag en het aangehechte advies bedoeld in artikel 12:113, alsmede het verslag bedoeld in artikel 12:114;

3° alle overeenkomstig artikel 12:112, § 1, eerste lid, 2^o, ingediende opmerkingen;

4° informatie over de in artikel 12:116 bedoelde goedkeuring door de algemene vergadering of, in het geval bedoeld in artikel 12:116, § 2, derde lid, door het bestuursorgaan;

5° des informations relatives au nombre de travailleurs au moment de l'établissement du projet commun de fusion transfrontalière;

6° des informations sur l'existence de filiales et leur situation géographique;

7° un certificat établi par l'administration du Service Public Fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales dont il ressort si des sommes sont dues par la société au titre des créances fiscales et non fiscales dont la perception et le recouvrement sont assurés par cette administration, un certificat établi par les organismes percepteurs de cotisations précisant si des cotisations de sécurité sociale, majorations de cotisations et intérêts de retard sont dus par la société, et un certificat établi par les organismes percepteurs de cotisations précisant si des créances visées à l'article 16bis de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants sont dues par la société; ces certificats sont délivrés dans un délai de trente jours à dater de l'introduction de la demande et ne peuvent pas dater de plus de trente jours lors de leur transfert au notaire. Le Roi peut déterminer les modalités auxquelles ce certificat doit répondre.

Cette demande peut être introduite par courrier ordinaire ou par e-mail.

Le notaire visé à l'alinéa 1^{er} vérifie :

1° si le projet commun de fusion transfrontalière contient des informations sur les procédures selon lesquelles, conformément à la convention collective de travail n° 94 du 29 avril 2008, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 94/1 du 20 décembre 2022, les modalités relatives à la participation des travailleurs sont établies et sur les options possibles pour ces modalités;

2° les documents visés à l'alinéa 2;

3° le cas échéant, la mention par les sociétés qui fusionnent du fait que la procédure visée dans la convention collective de travail n° 94 du 29 avril 2008, telle que modifiée par la Convention collective de travail n° 94/1 du 20 décembre 2022, a été engagée.

Si le notaire constate que les actes et formalités préalables à la fusion transfrontalière n'ont pas été accomplis ou que les créanciers exigeant en justice une sûreté supplémentaire ou toute autre garantie conformément à l'article 12:112/1 n'ont pas obtenu satisfaction, à moins qu'une décision judiciaire exécutoire n'ait rejeté leurs prétentions, il ne délivre pas le certificat préalable à la fusion et informe la société des raisons de sa décision. Dans ce cas, le notaire peut accorder un délai de régularisation qui ne peut pas dépasser deux mois.

Si le notaire constate qu'une fusion transfrontalière a été réalisée à des fins abusives ou frauduleuses menant ou visant à se soustraire au droit de l'Union ou au droit national ou à le contourner, ou à des fins criminelles, il ne délivre pas le certificat préalable à la fusion. Lors de l'appreciation, le notaire doit prendre en compte l'ensemble des faits et circonstances pertinents dont il a pris connaissance – comme des facteurs indicatifs, s'ils présentent un intérêt et ne sont pas pris isolément – dans le cadre du contrôle visé à l'alinéa 1^{er}, notamment par la consultation des autorités publiques visées à l'alinéa 2, 7°.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} peut être prolongé de deux mois maximum afin que le notaire puisse prendre en considération les informations complémentaires ou effectuer des recherches complémentaires.

Si le notaire estime qu'en raison de la complexité de la procédure transfrontalière, le certificat ne peut être délivré dans les délais mentionnés aux alinéas 1^{er} et 7, il informe la société des raisons du retard avant l'expiration de ces délais.

En vue du contrôle visé à l'alinéa 1^{er}, le notaire peut demander à la société et à toute autorité publique pertinente les informations nécessaires et également faire appel à un expert indépendant.

Le certificat visé à l'alinéa 1^{er} est déposé et publié conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1°.

Lorsqu'une société à responsabilité limitée, une société coopérative ou une société anonyme belge fusionne avec une société ayant l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises transmet le certificat visé à l'alinéa 1^{er} de même que les données y liées, mentionnées dans le règlement d'exécution 2021/1042/UE de la Commission

5° informatie over het aantal werknemers ten tijde van het opstellen van het gemeenschappelijk voorstel voor de grensoverschrijdende fusie;

6° informatie over het bestaan van dochtervennootschappen en hun respectieve geografische ligging;

7° een certificaat opgemaakt door de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldborderingen waaruit blijkt of er door de vennootschap sommen verschuldigd zijn uit hoofde van fiscale en niet-fiscale schuldborderingen waarvan de inning en de invordering door deze administratie worden verzekerd, een certificaat opgemaakt door de inningsinstellingen van sociale zekerheidsbijdragen waaruit blijkt of er door de vennootschap nog sociale zekerheidsbijdragen, bijdrageopslagen en verwijlintresten verschuldigd zijn, en een certificaat opgemaakt door de inningsinstelling van de bijdragen waaruit blijkt of er door de vennootschap schuldborderingen zoals bedoeld in artikel 16bis van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut van de zelfstandige verschuldigd zijn; deze certificaten worden uitgereikt binnen een termijn van dertig dagen na de indiening van aanvraag en mogen bij het overmaken aan de notaris niet ouder zijn dan dertig dagen. De Koning kan de modaliteiten bepalen waaraan dit certificaat moet voldoen.

Deze aanvraag kan per gewone post of per e-mail geschieden.

De in het eerste lid bedoelde notaris gaat over tot de controle:

1° of het gemeenschappelijk voorstel voor de grensoverschrijdende fusie informatie bevat over de procedures volgens dewelke, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94/1 van 20 december 2022, regelingen inzake werknemersmedezeggenschap worden vastgesteld en over de mogelijke opties voor deze regelingen;

2° van de in het tweede lid bedoelde documenten;

3° in voorkomend geval, van een vermelding door de fuserende vennootschappen dat de in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94/1 van 20 december 2022 bedoelde procedure van start is gegaan.

Indien de notaris vaststelt dat de aan de grensoverschrijdende fusie voorafgaande handelingen en formaliteiten niet zijn vervuld, of dat de schuldeisers die overeenkomstig artikel 12:112/1 een bijkomende zekerheid of enige andere waarborg in rechte vorderen geen voldoening hebben gekregen, tenzij hun aanspraken bij een uitvoerbare rechterlijke beslissing zijn afgewezen, dan geeft hij het aan de fusie voorafgaande attest niet af en stelt hij de vennootschap in kennis van de redenen voor zijn besluit. In dat geval kan de notaris een regularisatietermijn toecken die maximaal twee maanden kan bedragen.

Indien de notaris vaststelt dat een grensoverschrijdende fusie is opgezet voor onrechtmatige of frauduleuze doeleinden die leiden tot of gericht zijn op ontdrukking of omzeiling van Unie- of nationaal recht, of voor criminale doeleinden, dan geeft hij het aan de fusie voorafgaande attest niet af. Bij de beoordeling moet de notaris alle relevante feiten en omstandigheden in aanmerking nemen, zoals indicatieve factoren, indien van belang en niet op zichzelf beschouwd, waarvan hij in het kader van het in het eerste lid bedoelde toezicht, onder meer door raadpleging van de in het tweede lid, 7°, bedoelde overheidsinstanties, kennis heeft genomen.

De in het eerste lid bedoelde termijn kan met twee maanden worden verlengd opdat de notaris rekening kan houden met aanvullende informatie of om aanvullende onderzoeksactiviteiten te verrichten.

Indien de notaris oordeelt dat het attest niet kan worden aangeleverd vanwege de complexiteit van de grensoverschrijdende procedure binnen de in het eerste en zevende lid vermelde termijnen, stelt hij de vennootschap vóór het verstrijken van die termijnen in kennis van de redenen voor de vertraging.

Met het oog op het in het eerste lid bedoelde toezicht kan de notaris van de vennootschap en iedere relevante overheidsinstantie de nodige informatie opvragen, alsook een beroep doen op een onafhankelijke deskundige.

Het in het eerste lid bedoelde attest wordt neergelegd en bekendgemaakt overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°.

Wanneer een Belgische besloten vennootschap, coöperatieve vennootschap of naamloze vennootschap fuseert met een vennootschap met een van de vormen zoals genoemd in bijlage II bij richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017, maakt de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen het in het eerste lid bedoelde attest en de hieraan gekoppelde gegevens, vermeld in Uitvoeringsverordening 2021/1042/EU van de Commissie

du 18 juin 2021 fixant les modalités d'application de la directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil établissant les spécifications techniques et les procédures nécessaires au système d'interconnexion des registres et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2020/2244 de la Commission, via le système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée et après qu'ils sont rendus disponibles à partir du dossier visé à l'article 2:7, au registre de l'État membre de la société issue de la fusion et en vue d'une mise à disposition du public."

Art. 31. À l'article 12:118 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "Le notaire contrôle" sont remplacés par les mots "Si la société issue de la fusion transfrontalière est régie par le droit belge, le notaire constate la réalisation de la fusion dans un acte authentique, après s'être assuré", et les mots "conformément aux dispositions prises en exécution de l'article 133 de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017" sont remplacés par les mots "formellement conformément à la convention collective de travail n° 94 du 29 avril 2008, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 94/1 du 20 décembre 2022";

2° à l'alinéa 2, les mots "le certificat prévu à l'article 12:117, dans un délai de six mois à compter de sa délivrance, ainsi qu'" sont abrogés, et l'alinéa est complété par les mots ", ainsi que des documents établissant qu'elle a respecté les prescriptions étrangères applicables concernées";

3° l'article est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

"S'agissant de la société qui fusionne ayant l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, le notaire consulte le certificat préalable à la fusion transfrontalière qu'il accepte comme preuve concluante de ce que les prescriptions étrangères applicables ont été respectées.

Le certificat est transmis par le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises à un système de banque de données électronique qui fait partie du dossier de la personne morale et géré par la Fédération royale du notariat belge, après réception via le système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée.

L'acte de fusion transfrontalière est déposé et publié par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1^o."

Art. 32. À l'article 12:119 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot "absorbante" est remplacé par les mots "issue de la fusion transfrontalière", les mots "par absorption" sont abrogés, et les mots "à la requête des sociétés qui fusionnent sur présentation des certificats et autres documents justificatifs de l'opération" sont remplacés par les mots "conformément à l'article 12:118";

2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé;

3° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

"Lorsque la société issue de la fusion est une société à responsabilité limitée, une société coopérative ou une société anonyme belge et que les sociétés qui fusionnent ont l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises transmet la prise d'effet de la fusion transfrontalière aux registres des États membres des sociétés qui fusionnent via le système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée.";

4° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "qu'à" sont remplacés par les mots "qu'après", et les mots "radiation aux Annexes du Moniteur belge. En l'absence de la notification précitée par le registre étranger, l'organe d'administration de la société absorbée assure la publication aux Annexes du Moniteur belge de la prise d'effet de la fusion" sont remplacés par les mots "notification conformément à l'article 2:14, 1^o, et procède à la modification des données mentionnées dans le registre belge des personnes morales";

van 18 juni 2021 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Richtlijn (EU) 2017/1132 van het Europees Parlement en de Raad met betrekking tot technische specificaties en procedures voor het systeem van gekoppelde registers en tot intrekking van Uitvoeringsverordening (EU) 2020/2244 van de Commissie, via het Europees systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemde richtlijn en nadat deze beschikbaar zijn gesteld vanuit het in artikel 2:7 bedoelde dossier, over aan het register van de lidstaat van de uit de fusie ontstane vennootschap en met het oog op de terbeschikkingstelling ervan aan het publiek."

Art. 31. In artikel 12:118 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "De notaris vergewist er zich van" vervangen door de woorden "Indien de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap wordt beheerst door het Belgische recht, stelt de notaris de voltooiing van de fusie vast in een authentieke akte nadat hij er zich van vergewist", worden de woorden "met betrekking tot het" vervangen door de woorden "voor de", en worden de woorden "zijn vastgesteld overeenkomstig de maatregelen genomen in uitvoering van artikel 133 van richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017" vervangen door de woorden "formeel zijn vastgesteld overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94/1 van 20 december 2022";

2° in het tweede lid worden de woorden "het in artikel 12:117 bedoelde attest voor aan de in het eerste lid bedoelde notaris binnen een termijn van zes maanden na de afgifte ervan, samen met" opgeheven, en wordt het lid aangevuld met de woorden ", alsook stukken waaruit blijkt dat zij de desbetreffende toepasselijke buitenlandse voorschriften heeft nageleefd voor aan de in het eerste lid bedoelde notaris";

3° het artikel wordt aangevuld met drie leden, luidende:

"Voor de fuserende vennootschap met een vorm zoals genoemd in bijlage II van richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017, raadpleegt de notaris het aan de grensoverschrijdende fusie voorafgaande attest dat hij als afdoend bewijs aanvaardt dat de toepasselijke buitenlandse voorschriften zijn nageleefd.

Het attest wordt door de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen overgemaakt aan een elektronisch databanksysteem dat deel uitmaakt van het dossier van de rechtspersoon en dat wordt beheerd door de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat, na ontvangst via het Europese systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemde richtlijn.

De akte van grensoverschrijdende fusie wordt neergelegd en bij uittreksel bekendgemaakt overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1^o.

Art. 32. In artikel 12:119 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord "overnemende" vervangen door de woorden "uit de grensoverschrijdende fusie ontstane", worden de woorden "door overneming" opgeheven, en worden de woorden "op verzoek van de vennootschappen die fuseren, op voorlegging van de attesteren en andere documenten die de verrichting rechtvaardigen" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 12:118";

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid opgeheven;

3° in paragraaf 1 wordt het derde lid vervangen als volgt:

"Indien de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap een Belgische besloten vennootschap, coöperatieve vennootschap of naamloze vennootschap is en de fuserende vennootschappen een vorm hebben die voorkomt in bijlage II van richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017, maakt de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen het van kracht worden van de grensoverschrijdende fusie via het Europese systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemde richtlijn over aan de registers van de lidstaten van de fuserende vennootschappen.";

4° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "bij ontvangst van de kennisgeving" vervangen door de woorden "na ontvangst van de notificatie", en worden de woorden "doorhaling bekend in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad. Bij het ontbreken van bovenstaande kennisgeving door het buitenlandse register, draagt het bestuursorgaan van de overgenomen vennootschap zorg voor de bekendmaking in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van het kracht worden van de fusie" vervangen door de woorden "notificatie bekend overeenkomstig artikel 2:14, 1^o, en gaat over tot wijziging van de gegevens opgenomen in het Belgische rechtspersonenregister";

5° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“En l’absence de la notification par le registre étranger visée à l’alinéa 1^{er}, l’organe d’administration de la société absorbée publie la prise d’effet de la fusion conformément à l’article 2:14, 1^o, déposant ainsi la preuve que la fusion a pris effet.”

CHAPITRE 5. — *Scission transfrontalière*

Art. 33. Dans la partie 4, livre 12, du même Code, il est inséré un titre 7 intitulé “Règles particulières en matière de scission transfrontalière et opérations assimilées.”.

Art. 34. Dans le titre 7, inséré par l’article 33, il est inséré un chapitre 1^{er} intitulé “Dispositions générales.”.

Art. 35. Dans le chapitre 1^{er}, inséré par l’article 34, il est inséré une section 1^{re} intitulée “Disposition introductive.”.

Art. 36. Dans la section 1^{re}, insérée par l’article 35, il est inséré un article 12:120 rédigé comme suit :

“Art. 12:120. Les dispositions relatives à la scission du présent livre sont applicables à la scission transfrontalière, sous réserve des dispositions dérogatoires suivantes.

Sont exclus de l’application du présent titre :

1° les sociétés publiques d’investissement à capital variable visées à l’article 15 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances;

2° les sociétés en liquidation;

3° les établissements de crédit soumis au livre II, titre VIII, de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

4° les sociétés soumises à une procédure d’insolvabilité.”

Art. 37. Dans le chapitre 1^{er}, inséré par l’article 34, il est inséré une section 2 intitulée “Rémunération de l’apport.”.

Art. 38. Dans la section 2, insérée par l’article 37, il est inséré un article 12:121 rédigé comme suit :

“Art. 12:121. La scission transfrontalière a lieu valablement nonobstant la soulte en espèces de plus d’un dixième de la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, du pair comptable des actions émises par la société issue de la scission transfrontalière, à condition que la législation dont relève au moins une des sociétés étrangères concernées par la scission le permette.

Si la société qui émet les actions est une société sans capital, est assimilée au pair comptable la valeur d’apport, telle qu’elle résulte des comptes annuels, de tous les apports en numéraire ou en nature consentis par les associés ou actionnaires, autres que les apports en industrie, le cas échéant augmentée des réserves qui, en vertu d’une disposition statutaire, ne peuvent être distribuées aux associés ou actionnaires que moyennant une modification des statuts, le tout divisé par le nombre d’actions ou de parts.”

Art. 39. Dans le chapitre 1^{er}, inséré par l’article 34, il est inséré une section 3 intitulée “Effets juridiques de la scission transfrontalière.”.

Art. 40. Dans la section 3, insérée par l’article 39, il est inséré un article 12:122 rédigé comme suit :

“Art. 12:122. La scission transfrontalière entraîne à partir de la date de la prise d’effet de la scission transfrontalière les effets juridiques visés à l’article 12:13, à l’exception de l’alinéa 1^{er}, 1^o, deuxième partie de l’article précité, et de l’alinéa 1^{er}, 2^o, de l’article précité lorsque des associés ou des actionnaires ont démissionné conformément aux dispositions légales applicables.”

Art. 41. Dans le chapitre 1^{er}, inséré par l’article 34, il est inséré une section 4 intitulée “Nullité de la scission transfrontalière.”.

Art. 42. Dans la section 4, insérée par l’article 41, il est inséré un article 12:123 rédigé comme suit :

“Art. 12:123. La nullité d’une scission transfrontalière ayant pris effet conformément aux dispositions légales applicables ne peut être prononcée.”

5° paragraphe 2 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Bij het ontbreken van de in het eerste lid bedoelde notificatie door het buitenlandse register, maakt het bestuursorgaan van de overgenomen vennootschap het van kracht worden van de fusie bekend overeenkomstig artikel 2:14, 1^o, waarbij hij het bewijs neerlegt dat de fusie van kracht is geworden.”

HOOFDSTUK 5. — *Grensoverschrijdende splitsing*

Art. 33. In deel 4, boek 12, van hetzelfde Wetboek wordt een titel 7 ingevoegd, luidende “Bijzondere regels inzake grensoverschrijdende splitsing en gelijkgestelde verrichtingen.”.

Art. 34. In titel 7, ingevoegd bij artikel 33, wordt een hoofdstuk 1 ingevoegd, luidende “Algemene bepalingen.”.

Art. 35. In hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 34, wordt een afdeling 1 ingevoegd, luidende “Inleidende bepaling.”.

Art. 36. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 35, wordt een artikel 12:120 ingevoegd, luidende:

“Art. 12:120. De bepalingen inzake splitsing van dit boek zijn van toepassing op de grensoverschrijdende splitsing, behoudens de volgende afwijkende bepalingen.

Zijn uitgesloten van de toepassing van deze titel:

1° de openbare beleggingsvennootschappen met veranderlijk kapitaal als bedoeld in artikel 15 van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen;

2° vennootschappen die in vereffening zijn;

3° kredietinstellingen die zijn onderworpen aan boek II, titel VIII van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen;

4° vennootschappen die zijn onderworpen aan een insolventieprocedure.”

Art. 37. In hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 34, wordt een afdeling 2 ingevoegd, luidende “Vergoeding van de inbreng.”.

Art. 38. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 37, wordt een artikel 12:121 ingevoegd, luidende:

“Art. 12:121. De grensoverschrijdende splitsing vindt rechtsgeldig plaats niettegenstaande de opleg in geld van meer dan een tiende van de nominale waarde of, bij gebrek aan een nominale waarde, van de fractiewaarde van de uitgereikte aandelen van de uit de grensoverschrijdende splitsing ontstane vennootschap, op voorwaarde dat de wetgeving waaronder ten minste één van de bij de splitsing betrokken buitenlandse vennootschappen valt het toelaat.

Indien de vennootschap die de aandelen uitreikt een vennootschap zonder kapitaal is, wordt met de fractiewaarde gelijkgesteld de inbrengwaarde, zoals die blijkt uit de jaarrekening, van alle door de vennooten of aandeelhouders toegezegde inbrengen in geld of in natura, met uitzondering van de inbreng in vrijheid, in voorkomend geval verhoogd met de reserves die op grond van een statutaire bepaling slechts aan de vennooten of aandeelhouders kunnen worden uitgekeerd mits een statutenwijziging, dit alles gedeeld door het aantal aandelen.”

Art. 39. In hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 34, wordt een afdeling 3 ingevoegd, luidende “Rechtsgevolgen van de grensoverschrijdende splitsing.”.

Art. 40. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 39, wordt een artikel 12:122 ingevoegd, luidende:

“Art. 12:122. De grensoverschrijdende splitsing heeft met ingang van de datum van het van kracht worden van de grensoverschrijdende splitsing de rechtsgevolgen bepaald in artikel 12:13, met uitzondering van het eerste lid, 1^o, tweede deel van voornoemd artikel, en van het eerste lid, 2^o van voornoemd artikel wanneer er vennooten of aandeelhouders zijn die zijn uitgetreden overeenkomstig de toepasselijke wettelijke bepalingen.”

Art. 41. In hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 34, wordt een afdeling 4 ingevoegd, luidende “Nietigheid van de grensoverschrijdende splitsing.”.

Art. 42. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 41, wordt een artikel 12:123 ingevoegd, luidende:

“Art. 12:123. Een overeenkomstig de toepasselijke wettelijke bepalingen van kracht geworden grensoverschrijdende splitsing kan niet worden nietig verklaard.”

Art. 43. Dans le titre 7, inséré par l'article 33, il est inséré un chapitre 2 intitulé "Procédure à suivre lors de la scission transfrontalière de sociétés".

Art. 44. Dans le chapitre 2, inséré par l'article 43, il est inséré un article 12:124 rédigé comme suit :

"Art. 12:124. Les organes d'administration des sociétés participant à la scission établissent un projet commun de scission par acte authentique ou par acte sous signature privée.

Le projet de scission transfrontalière mentionne au moins :

1° la forme légale, la dénomination, l'objet et le siège des sociétés participant à la scission et, le cas échéant, de la ou les nouvelles sociétés;

2° pour chacune des sociétés participant à la scission, une adresse électronique de la société à laquelle toute communication faite par les associés ou actionnaires, titulaires de parts bénéficiaires, créanciers et travailleurs est réputée être intervenue valablement;

3° pour chacune des sociétés participant à la scission, le nom, la résidence et une adresse électronique du notaire qui délivrera le certificat visé à l'article 12:138 et devant qui, le cas échéant, l'acte de scission transfrontalière sera passé;

4° le cas échéant, l'acte constitutif de la ou des nouvelles sociétés ainsi que leurs statuts si ceux-ci figurent dans un acte séparé; ainsi que, le cas échéant, toute modification des statuts de la société scindée en cas d'opération assimilée à une scission telle que visée à l'article 12:8, 1° et 3°;

5° le rapport d'échange des actions et, le cas échéant, le montant de la soultre en espèces;

6° les modalités de remise des actions ou parts de la société bénéficiaire ou nouvelle;

7° en cas de scission transfrontalière par constitution de nouvelles sociétés, le calendrier indicatif proposé pour la scission transfrontalière;

8° les effets probables de la scission transfrontalière sur l'emploi;

9° la date à partir de laquelle les actions ou parts de la ou des sociétés bénéficiaires ou nouvelles donnent le droit de participer aux bénéfices, ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit;

10° la date à partir de laquelle les opérations de la société à scinder sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte d'une de la ou des sociétés bénéficiaires ou nouvelles, cette date ne pouvant remonter avant le premier jour qui suit la clôture de l'exercice social dont les comptes annuels des sociétés concernées par l'opération ont déjà été approuvés;

11° les droits attribués par la ou les sociétés bénéficiaires ou nouvelles aux associés ou aux actionnaires de la société à scinder ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions, ou les mesures proposées à leur égard;

12° les garanties, telles que des cautionnements ou des gages, qui seront offertes aux créanciers après la scission transfrontalière;

13° les avantages particuliers attribués aux experts qui examinent le projet de scission transfrontalière, ainsi qu'aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés participant à la scission;

14° si la société à scinder est régie par le droit belge, si la société a reçu des mesures d'incitation ou des subventions éventuelles dans les cinq années précédant la scission transfrontalière;

15° le cas échéant, la répartition aux associés ou actionnaires de la société à scinder des parts ou actions et autres titres des sociétés bénéficiaires ou nouvelles, de la société à scinder ou des deux, ainsi que le critère sur lequel cette répartition est fondée;

16° une description précise de la soultre en espèces attribuée aux titulaires d'actions et de parts bénéficiaires, conformément à l'article 12:137, § 1^{er};

17° le cas échéant, des informations sur les procédures selon lesquelles sont fixées, le cas échéant, conformément à la convention collective de travail n° 94 du 29 avril 2008, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 94/1 du 20 décembre 2022, les modalités relatives à l'implication des travailleurs dans la définition de leurs droits de participation dans la ou les sociétés bénéficiaires ou nouvelles;

Art. 43. In titel 7, ingevoegd bij artikel 33, wordt een hoofdstuk 2 ingevoegd, luidende: "Te volgen procedure bij grensoverschrijdende splitsing van vennootschappen."

Art. 44. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 43, wordt een artikel 12:124 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:124. De bestuursorganen van de vennootschappen die aan de splitsing deelnemen stellen bij authentieke of bij onderhandse akte een gemeenschappelijk splitsingsvoorstel op.

Het grensoverschrijdend splitsingsvoorstel vermeldt ten minste:

1° de rechtsvorm, de naam, het voorwerp en de zetel van de vennootschappen die aan de splitsing deelnemen en, in voorkomend geval, van de nieuwe vennootschap of vennootschappen;

2° voor elk van de aan de splitsing deelnemende vennootschappen een e-mailadres van de vennootschap waarop elke communicatie door de vennoten of aandeelhouders, houders van winstbewijzen, schuldeisers en werknemers wordt geacht geldig te zijn gebeurd;

3° voor elk van de aan de splitsing deelnemende vennootschappen de naam, standplaats en een e-mailadres van de notaris die het in artikel 12:138 bedoelde attest zal afleveren en, in voorkomend geval, voor wie de grensoverschrijdende splitsingsakte zal worden verleden;

4° in voorkomend geval de oprichtingsakte van de nieuwe vennootschap of vennootschappen en hun statuten indien die in een afzonderlijke akte zijn opgenomen; alsook, in voorkomend geval, elke wijziging van de statuten van de gespliste vennootschap in het geval van de met splitsing gelijkgestelde verrichting als bedoeld in artikel 12:8, 1° en 3°;

5° de ruilverhouding van de aandelen en, in voorkomend geval, het bedrag van de opleg in geld;

6° de wijze waarop de aandelen van de verkrijgende of nieuwe vennootschappen worden uitgereikt;

7° in geval van grensoverschrijdende splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen, het voorgestelde indicatieve tijdschema voor de grensoverschrijdende splitsing;

8° de waarschijnlijke gevolgen van de grensoverschrijdende splitsing voor de werkgelegenheid;

9° de datum vanaf wanneer de aandelen van de verkrijgende of nieuwe vennootschap of vennootschappen recht geven op winstdeelname, evenals elke bijzondere regeling betreffende dit recht;

10° de datum vanaf wanneer de handelingen van de te splitsen vennootschap boekhoudkundig worden geacht te zijn verricht voor rekening van een van de verkrijgende of nieuwe vennootschap of vennootschappen, die niet eerder mag worden geplaatst dan op de eerste dag na de afsluiting van het boekjaar waarvoor de jaarrekening reeds werd goedgekeurd van de bij de verrichting betrokken vennootschappen;

11° de rechten die de verkrijgende of nieuwe vennootschap of vennootschappen toe kennen aan de vennoten of aandeelhouders van de te splitsen vennootschap met bijzondere rechten en aan de houders van andere effecten dan aandelen, of de jegens hen voorgestelde maatregelen;

12° de waarborgen, zoals garanties of pandrechten, die na grensoverschrijdende splitsing aan de schuldeisers zullen worden geboden;

13° de bijzondere voordelen die worden toegekend aan de deskundigen die het voorstel voor een grensoverschrijdende splitsing onderzoeken evenals aan de leden van de bestuurs-, leidinggevende, toezichthouderde of controlerende organen van de vennootschappen die aan de splitsing deelnemen;

14° indien de te splitsen vennootschap wordt beheerd door het Belgische recht, of de vennootschap in de laatste vijf jaar voorafgaand aan de grensoverschrijdende splitsing eventuele stimulansen of subsidies heeft ontvangen;

15° in voorkomend geval, de verdeling onder de vennoten of aandeelhouders van de te splitsen vennootschap van de aandelen en andere effecten van de verkrijgende of nieuwe vennootschappen, van de te splitsen vennootschap of beide, evenals het criterium waarop deze verdeling is gebaseerd;

16° een nadere omschrijving van de aangeboden geldelijke vergoeding voor houders van aandelen en winstbewijzen, in overeenstemming met artikel 12:137, § 1;

17° in voorkomend geval, informatie over de procedures volgens dewelke, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94/1 van 20 december 2022, regelingen worden vastgesteld met betrekking tot de wijze waarop de werknemers bij de vaststelling van hun medezeggenschapsrechten in de verkrijgende of nieuwe vennootschap of vennootschappen worden betrokken;

18° la description et la répartition précises des éléments du patrimoine actif et passif à transférer à chacune des sociétés bénéficiaires ou nouvelles ou des éléments d'actif ou de passif qui sont conservés par la société scindée en cas d'opération assimilée à une scission telle que visée à l'article 12:8 le cas échéant et sans préjudice de l'application de l'article 12:60 et de l'article 12:76, y compris les éléments d'actif ou de passif qui ne sont pas explicitement alloués dans le cadre du projet de scission transfrontalière, tels que des éléments d'actif ou de passif inconnus à la date d'établissement du projet de scission transfrontalière;

19° des informations sur l'évaluation du patrimoine, actif et passif, alloué à chaque société participant à la scission transfrontalière;

20° la date d'arrêté des comptes de la société scindée utilisée pour définir les conditions de la scission transfrontalière.

Pour le projet de scission transfrontalière portant sur l'opération assimilée à une scission telle que visée à l'article 12:8, 2°, l'alinéa 2, 5°, 6°, 9°, 11° et 15°, n'est pas d'application.

Pour le projet de scission transfrontalière portant sur l'opération assimilée à une scission telle que visée à l'article 12:8, 3°, l'alinéa 2, points 5°, 6°, 9°, 11°, 15° et 16°, n'est pas d'application."

Art. 45. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:125 rédigé comme suit :

"Art. 12:125. § 1^{er}. Par chaque société concernée par la scission, les documents suivants doivent être déposés et publiés dans leur intégralité au greffe du tribunal de l'entreprise du siège de la société conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1° :

1° le projet commun de scission visé à l'article 12:124;

2° un avis aux titulaires d'actions et de parts bénéficiaires, aux créanciers et aux représentants des travailleurs des sociétés participant à la scission ou, en l'absence de tels représentants, aux travailleurs eux-mêmes, selon lequel ils peuvent formuler auprès de leur société respective des observations sur le projet commun de scission au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de la réunion de l'organe compétent appelé à se prononcer sur le projet de scission.

Le dépôt a lieu au plus tard trois mois avant la décision de scission transfrontalière visée à l'article 12:131.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, une société peut mettre à disposition sans frais les documents visés au paragraphe 1^{er} sur le site internet de la société durant une période ininterrompue d'au moins trois mois avant la date de la réunion de l'organe compétent appelé à se prononcer sur le projet de scission, et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, au plus tard trois mois avant la décision de scission transfrontalière mentionnée à l'article 12:131, les mentions suivantes au moins sont déposées et publiées par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1° :

1° pour chacune des sociétés participant à la scission, la forme légale, la dénomination, l'objet et le siège, et, le cas échéant, la forme légale, la dénomination, l'objet et le siège proposés pour chaque société nouvellement constituée;

2° pour chacune des sociétés participant à la scission, le registre des personnes morales, suivi de la mention du tribunal du siège de la société, et le numéro d'entreprise ou, pour les sociétés étrangères si le droit qui les régit le prévoit, le registre dans lequel la société est inscrite et le numéro d'immatriculation de celle-ci dans ce registre;

3° une indication, pour chacune des sociétés participant à la scission, des dispositions qui ont été prises en ce qui concerne l'exercice des droits des créanciers, des travailleurs, des associés ou des actionnaires et des porteurs de titres autres que des actions;

4° un lien hypertexte vers le site internet de la société où le projet de scission transfrontalière, l'avis visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, le rapport visé à l'article 12:128 et des informations complètes concernant les dispositions visées dans le 3° sont disponibles en ligne et sans frais.

§ 3. Lorsqu'une société à responsabilité limitée, une société coopérative ou une société anonyme belge est scindée par la constitution de nouvelles sociétés et qu'au moins une des nouvelles sociétés a l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, le service de gestion

18° de nauwkeurige beschrijving en verdeling van de aan elke verkrijgende of nieuwe vennootschap over te dragen delen van de activa en passiva van het vermogen, of de delen van activa en passiva die aangehouden blijven door de gesplitste vennootschap in het geval van de met splitsing gelijkgestelde verrichting als bedoeld in artikel 12:8 in voorkomend geval en onverminderd de toepassing van artikel 12:60 en artikel 12:76 met inbegrip van de activa en passiva die niet expliciet zijn toegewezen in het voorstel voor een grensoverschrijdende splitsing, zoals activa en passiva die onbekend zijn op de datum waarop het voorstel voor een grensoverschrijdende splitsing wordt opgesteld;

19° informatie over de evaluatie van de activa en de passiva die worden toegewezen aan elke bij de grensoverschrijdende splitsing betrokken vennootschap;

20° de datum van de jaarrekeningen van de gesplitste vennootschap die wordt gebruikt om de voorwaarden van de grensoverschrijdende splitsing vast te stellen.

Voor het grensoverschrijdend splitsingsvoorstel van de met splitsing gelijkgestelde verrichting als bedoeld in artikel 12:8, 2°, is het tweede lid, 5°, 6°, 9°, 11° en 15°, niet van toepassing.

Voor het grensoverschrijdend splitsingsvoorstel van de met splitsing gelijkgestelde verrichting als bedoeld in artikel 12:8, 3°, is het tweede lid, 5°, 6°, 9°, 11°, 15° en 16°, niet van toepassing."

Art. 45. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:125 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:125. § 1. Door elke bij de splitsing betrokken vennootschap moet ter griffie van de ondernemingsrechtbank van haar zetel de volgende stukken worden neergelegd en bekendgemaakt in hun geheel overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°:

1° het gemeenschappelijk splitsingsvoorstel als bedoeld in artikel 12:124;

2° een kennisgeving aan de houders van aandelen en winstbewijzen, de schuldeisers en de vertegenwoordigers van de werknemers van de aan de splitsing deelnemende vennootschap of, indien er geen zulke vertegenwoordigers zijn, aan de werknemers zelf, dat zij uiterlijk vijf werkdagen vóór de datum van de vergadering van het bevoegde orgaan die over het splitsingsvoorstel moet besluiten bij hun respectieve vennootschap opmerkingen kunnen indienen betreffende het gemeenschappelijk voorstel voor de grensoverschrijdende splitsing.

De neerlegging gebeurt uiterlijk drie maanden vóór het besluit tot grensoverschrijdende splitsing vermeld in artikel 12:131.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan een vennootschap de in paragraaf 1 bedoelde stukken, gedurende een ononderbroken periode van minstens drie maanden vóór de datum van de vergadering van het bevoegde orgaan die over het splitsingsvoorstel moet besluiten, en die niet eerder eindigt dan bij de sluiting van die vergadering, kosteloos op de vennootschapswebsite beschikbaar stellen.

In het geval bedoeld in het eerste lid, worden uiterlijk drie maanden vóór het besluit tot grensoverschrijdende splitsing bedoeld in artikel 12:131 ten minste onderstaande gegevens neergelegd en bekendgemaakt bij uittreksel overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°:

1° voor elk van de aan de splitsing deelnemende vennootschappen de rechtsvorm, de naam, het voorwerp en de zetel, en, in voorkomend geval, de rechtsvorm, de naam, het voorwerp en de zetel die worden voorgesteld voor elke nieuw opgerichte vennootschap;

2° voor elke van de aan de splitsing deelnemende vennootschappen het rechterspersonenregister, gevuld door de vermelding van de rechtkant van de zetel van de vennootschap, en het ondernemingsnummer of, voor buitenlandse vennootschappen indien het recht waardoor zij worden beheerd hierin voorziet, het register waarin de vennootschap is ingeschreven en het nummer waaronder de vennootschap daarin is ingeschreven;

3° een vermelding, voor elke aan de splitsing deelnemende vennootschap, van de regels die voor de uitoefening van de rechten van de schuldeisers, de werknemers, de vennoten of aandeelhouders en de houders van andere effecten en aandelen zijn getroffen;

4° een hyperlink naar de vennootschapswebsite waar het voorstel voor de grensoverschrijdende splitsing, de in paragraaf 1, eerste lid, 2°, bedoelde kennisgeving, het verslag bedoeld in artikel 12:128, en volledige informatie over de in de bepaling onder 3° bedoelde regelingen online en kosteloos verkrijgbaar zijn.

§ 3. Wanneer een Belgische besloten vennootschap, coöperatieve vennootschap of naamloze vennootschap wordt gesplitst door oprichting van nieuwe vennootschappen en ten minste een van de nieuwe vennootschappen een van de in bijlage II bij richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017 vermelde vormen

de la Banque Carrefour des Entreprises transmet, en vue d'une mise à disposition du public et après qu'ils sont rendus disponibles à partir du dossier visé à l'article 2:7, les données et documents tels que mentionnés dans les tableaux 6.3.1. a) et 6.3.1. b) du règlement d'exécution 2021/1042/UE de la Commission du 18 juin 2021 fixant les modalités d'application de la directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil établissant les spécifications techniques et les procédures nécessaires au système d'interconnexion des registres et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2020/2244 de la Commission, au système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée."

Art. 46. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:126 rédigé comme suit :

"Art. 12:126. Au plus tard dans les trois mois de la publication aux Annexes du *Moniteur belge* du projet de scission, les créanciers qui ne tirent aucune satisfaction des garanties offertes à l'article 12:124, alinéa 2, 12°, envers la société débitrice ont, nonobstant toute disposition contraire, le droit d'exiger de la société une sûreté ou toute autre garantie pour leurs créances certaines mais non encore exigibles au moment de la publication et, pour leurs créances faisant l'objet d'une action introduite en justice ou par voie d'arbitrage contre la société, avant la publication du projet de scission.

À cet effet et sous peine d'irrecevabilité de sa requête, le créancier adresse en même temps une demande écrite à la société débitrice et au notaire mentionné dans le projet de scission.

La société à scinder ou bénéficiaire peut écarter cette demande en payant la créance à sa valeur, après déduction de l'escompte.

À défaut d'accord ou si le créancier n'a pas reçu satisfaction, la partie la plus diligente soumet la contestation au président du tribunal de l'entreprise du siège de la société débitrice, siégeant en référé.

Tous droits saufs au fond, le président détermine la sûreté à fournir par la société débitrice et fixe le délai dans lequel elle doit être constituée, à moins qu'il ne décide qu'aucune sûreté n'est requise, eu égard soit aux garanties et priviléges dont jouit ou jouira le créancier, soit à la solvabilité de la société bénéficiaire.

Si la sûreté imposée par le président n'est pas fournie dans le délai qu'il a fixé, la créance devient immédiatement exigible et les sociétés bénéficiaires ou nouvellement constituées et, en cas d'opération assimilée à une scission telle que visée à l'article 12:8, la société scindée, sont tenues solidiairement de cette obligation.

La sûreté ou toute autre garantie visée à l'alinéa 1^{er} est conditionnée par la prise d'effet de la scission transfrontalière conformément aux dispositions légales applicables."

Art. 47. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:127 rédigé comme suit :

"Art. 12:127. § 1^{er}. Dans chaque société, l'organe d'administration établit un rapport écrit et circonstancié à l'intention des titulaires d'actions et de parts bénéficiaires et des travailleurs qui explique et justifie les aspects juridiques et économiques de la scission transfrontalière et qui explique les implications de la scission transfrontalière pour les travailleurs. Le rapport expose notamment les implications de la scission transfrontalière en ce qui concerne les activités futures de la société.

La société peut intégrer les éléments visés aux alinéas 3 et 5 dans un seul rapport ou dans un rapport distinct à destination respectivement des titulaires d'actions et de parts bénéficiaires et des travailleurs contenant la section pertinente.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} mentionne pour les titulaires d'actions et de parts bénéficiaires :

1^o la situation patrimoniale des sociétés participant à la scission;

2^o la soulte en espèces visée à l'article 12:137 et la ou les méthodes suivies pour la détermination de celle-ci, ainsi que l'importance relative qui est donnée à ces méthodes, l'évaluation à laquelle chaque méthode parvient et les difficultés éventuellement rencontrées;

3^o le rapport d'échange des actions proposé et, si d'application, la ou les méthodes suivies pour la détermination de l'échange des actions, ainsi que l'importance relative qui est donnée à ces méthodes,

heeft, maakt de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen de gegevens en stukken zoals vermeld in de tabellen 6.3.1. a) en 6.3.1. b) van Uitvoeringsverordening 2021/1042/EU van de Commissie van 18 juni 2021 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Richtlijn (EU) 2017/1132 van het Europees Parlement en de Raad met betrekking tot technische specificaties en procedures voor het systeem van gekoppelde registers en tot intrekking van Uitvoeringsverordening (EU) 2020/2244 van de Commissie, met het oog op de terbeschikkingstelling ervan aan het publiek en nadat deze beschikbaar zijn gesteld vanuit het in artikel 2:7 bedoelde dossier, over aan het Europees systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemde richtlijn."

Art. 46. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:126 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:126. Uiterlijk binnen drie maanden na de bekendmaking van het splitsingsvoorstel in de Bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad*, kunnen de schuldeisers die geen genoegen nemen met de in artikel 12:124, tweede lid, 12°, geboden waarborgen jegens de schulplichtige vennootschap, niettegenstaande andersluidende bepaling, een bijkomende zekerheid of enige andere waarborg eisen voor hun schuldvorderingen die op het tijdstip van de bekendmaking vaststaand maar nog niet opeisbaar zijn evenals voor hun schuldvorderingen waarvoor in rechte of via arbitrage een vordering tegen de vennootschap werd ingesteld vóór de bekendmaking van het splitsingsvoorstel.

Daartoe richt de schuldeiser tegelijkertijd een schriftelijk verzoek aan de schulplichtige vennootschap en de notaris vermeld in het splitsingsvoorstel, op straffe van niet-ontvankelijkheid van zijn verzoek.

De te splitsen of de verkrijgende vennootschap kan deze vordering afwenden door de schuldvordering te betalen tegen haar waarde, na aftrek van het disonto.

Indien geen overeenstemming wordt bereikt of indien de schuldeiser geen voldoening heeft gekregen, legt de meest gerede partij het geschil voor aan de voorzitter van de ondernemingsrechtsbank van de zetel van de schulplichtige vennootschap, zitting houdend in kort geding.

Zonder afbreuk te doen aan de grond van de zaak, bepaalt de voorzitter de zekerheid die de schulplichtige vennootschap moet stellen en de termijn waarbinnen dit moet gebeuren, tenzij hij beslist dat geen zekerheid is vereist gelet op de waarborgen en voorrechten waarover de schuldeiser beschikt of zal beschikken of op de solvabiliteit van de verkrijgende vennootschap.

Indien de door de voorzitter opgelegde zekerheid niet binnen de door hem bepaalde termijn is gesteld, wordt de schuldvordering onverwijd opeisbaar en zijn de verkrijgende of nieuw opgerichte vennootschappen en, in het geval van de met splitsing gelijkgestelde verrichting als bedoeld in artikel 12:8, de gesplitste vennootschap hoofdelijk gehouden tot nakoming van deze verbintenis.

De in het eerste lid bedoelde zekerheid of enige andere waarborg is afhankelijk van het van kracht worden van de grensoverschrijdende splitsing overeenkomstig de toepasselijke wettelijke bepalingen."

Art. 47. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:127 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:127. § 1. In elke vennootschap stelt het bestuursorgaan een omstandig schriftelijk verslag op bestemd voor de houders van aandelen en winstbewijzen en de werknemers waarin de juridische en economische aspecten van de grensoverschrijdende splitsing worden toegelicht en verantwoord en waarin de gevolgen van de grensoverschrijdende splitsing voor de werknemers worden toegelicht. In het verslag wordt met name toelichting gegeven over de gevolgen van de grensoverschrijdende splitsing voor de toekomstige activiteiten van de vennootschap.

De vennootschap kan de in het derde en het vijfde lid bedoelde gegevens opnemen in één verslag, dan wel in een afzonderlijk verslag voor respectievelijk de houders van aandelen en winstbewijzen, en de werknemers met het relevante deel.

Het in het eerste lid bedoelde verslag vermeldt voor de houders van aandelen en winstbewijzen:

1^o de stand van het vermogen van de vennootschappen die aan de splitsing deelnemen;

2^o de geldelijke vergoeding zoals bedoeld in artikel 12:137 en de voor de vaststelling van die geldelijke vergoeding gebruikte methode of methoden, alsook het betrekkelijk gewicht dat aan deze methoden wordt gehecht, de waardering waartoe elke methode komt en de moeilijkheden die zich eventueel hebben voorgedaan;

3^o de voorgestelde ruilverhouding van de aandelen en, waar van toepassing, de voor de vaststelling van de ruilverhouding van de aandelen gebruikte methode of methoden, alsook het betrekkelijke

l'évaluation à laquelle chaque méthode parvient et les difficultés éventuellement rencontrées;

4° l'opportunité, les conditions et les modalités de la scission transfrontalière et les conséquences de la scission transfrontalière pour les titulaires d'actions et de parts bénéficiaires;

5° les droits et voies de recours dont disposent les titulaires d'actions et de parts bénéficiaires conformément à l'article 12:137.

L'alinéa 3 n'est pas d'application si tous les titulaires d'actions et de parts bénéficiaires en ont décidé ainsi. Les sociétés dont toutes les actions sont réunies entre les mains d'une personne ne doivent pas appliquer l'alinéa 3.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} mentionne pour les travailleurs :

1° les implications de la scission transfrontalière en ce qui concerne les relations de travail et, le cas échéant, toutes les mesures à prendre pour préserver ces relations;

2° les changements significatifs dans les conditions d'emploi applicables ou dans les lieux d'implantation de la société;

3° la manière dont les facteurs énoncés aux 1° et 2° ont un effet sur des filiales de la société.

L'alinéa 5 n'est pas d'application si tous les travailleurs de la société et, le cas échéant, de ses filiales font partie de l'organe d'administration.

Au plus tard six semaines avant la date de la réunion de l'organe compétent appelé à se prononcer sur le projet de scission, le rapport visé à l'alinéa 1^{er} ou, le cas échéant, à l'alinéa 5, est mis à la disposition des représentants des travailleurs ou, lorsqu'il n'y a pas de représentants, des travailleurs eux-mêmes, au moins sous forme électronique.

Si les organisations de travailleurs représentées au sein du conseil d'entreprise, à défaut de conseil d'entreprise, de la délégation syndicale, à défaut de conseil d'entreprise et de délégation syndicale, au sein du comité pour la prévention et la protection au travail, ou, lorsqu'il n'y a pas de représentants, les travailleurs eux-mêmes formulent un avis dans le cadre de l'information prévue à l'article 11 de la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972 et qu'il parvient à l'organe d'administration à temps, cet avis est joint au rapport mentionné à l'alinéa 1^{er} ou, le cas échéant, à l'alinéa 5. L'organe d'administration fournit aux organisations précitées ou aux travailleurs eux-mêmes une réponse motivée concernant cet avis avant l'assemblée appelée à se prononcer sur le projet de scission.

§ 2. En cas d'opération assimilée à une scission, visée à l'article 12:8, 2° et 3°, le présent article n'est pas d'application.

§ 3. En cas d'une scission transfrontalière par absorption, les articles 5:121, 5:133, 6:110, 7:179 et 7:197 ne s'appliquent pas, selon le cas, à une société absorbante ayant la forme légale d'une société à responsabilité limitée, d'une société coopérative, d'une société anonyme, d'une société européenne ou d'une société coopérative européenne, s'il a été établi tant un rapport conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, qu'un rapport conformément à l'article 12:128, § 1^{er}.

§ 4. Dans le cas d'une scission transfrontalière par constitution de nouvelles sociétés, le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, n'est pas d'application lorsque les actions de chacune des nouvelles sociétés sont émises aux associés ou actionnaires de la société scindée proportionnellement à leurs droits dans le capital de cette société, ou, si la société ne dispose pas d'un capital, à leur part dans les capitaux propres."

Art. 48. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:128 rédigé comme suit :

"Art. 12:128. § 1^{er}. Un rapport écrit sur le projet de scission transfrontalière est établi dans chaque société, soit par le commissaire, soit, lorsqu'il n'y a pas de commissaire, par un réviseur d'entreprises ou un expert-comptable certifié désigné par l'organe d'administration, soit, dans les sociétés en nom collectif ou les sociétés en commandite, par l'assemblée générale.

Le commissaire ou le réviseur d'entreprises ou l'expert-comptable certifié désigné doit notamment déclarer si, à son avis, la soultre en espèces visée à l'article 12:124, alinéa 2, 15°, et le rapport d'échange sont ou non pertinents et raisonnables. Pour l'évaluation de la soultre en espèces, il est tenu compte de l'éventuel prix de marché des actions ou parts dans la société qui ses scinde avant l'annonce du projet de scission ou de la valeur de la société, à l'exception des effets de la scission

gewicht dat aan deze methoden wordt gehecht, de waardering waartoe elke methode komt en de moeilijkheden die zich eventueel hebben voorgedaan;

4° de wenselijkheid van de grensoverschrijdende splitsing, haar voorwaarden, de wijze waarop ze zal gebeuren en de gevolgen van de grensoverschrijdende splitsing voor de houders van aandelen en winstbewijzen;

5° de rechten en de rechtsmiddelen die beschikbaar zijn voor de houders van aandelen en winstbewijzen in overeenstemming met artikel 12:137.

Het derde lid is niet van toepassing indien alle houders van aandelen en winstbewijzen hiermee hebben ingestemd. Vennootschappen waarvan alle aandelen in één hand zijn verenigd moeten het derde lid niet toe passen.

Het in het eerste lid bedoelde verslag vermeldt voor de werknemers:

1° de gevolgen van de grensoverschrijdende splitsing voor de arbeidsrelaties en, in voorkomend geval, alle maatregelen om die relaties te vrijwaren;

2° materiële wijzigingen van de toepasselijke arbeidsvooraarden of van de vestigingsplaatsen van de vennootschap;

3° de wijze waarop de in het 1° en 2° bedoelde factoren van invloed zijn op dochtervennotschappen van de vennootschap.

Het vijfde lid is niet van toepassing indien alle werknemers van de vennootschap en in voorkomend geval haar dochtervennotschappen tot het bestuursorgaan behoren.

Uiterlijk zes weken vóór de datum van de vergadering van het bevoegde orgaan die over het grensoverschrijdende splitsingsvoorstel moet besluiten wordt het in het eerste lid of, in voorkomend geval, het vijfde lid bedoelde verslag minstens in elektronische vorm ter beschikking gesteld van de vertegenwoordigers van de werknemers of, indien er geen vertegenwoordigers zijn, van de werknemers zelf.

Indien de organisaties ter vertegenwoordiging van de werknemers in de schoot van de ondernemingsraad, indien er geen ondernemingsraad is, van de vakbondsafvaardiging, en als er geen ondernemingsraad of vakbondsafvaardiging is, van het comité voor preventie en bescherming op het werk, of, indien er geen zulke vertegenwoordigers zijn, de werknemers zelf, tijdig aan het bestuursorgaan een advies formuleren in het kader van de informatie voorgeschreven door artikel 11 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 9 maart 1972, wordt dit advies aan het in het eerste lid of, in voorkomend geval, het vijfde lid bedoelde verslag gehecht. Het bestuursorgaan verstrekt de voorname organisaties of de werknemers zelf vóór de vergadering die over het splitsingsvoorstel moet besluiten een gemotiveerd antwoord over dit advies.

§ 2. In geval van de met splitsing gelijkgestelde verrichting als bedoeld in artikel 12:8, 2° en 3°, is dit artikel niet van toepassing.

§ 3. In geval van een grensoverschrijdende splitsing door overname zijn de artikelen 5:121, 5:133, 6:110, 7:179 en 7:197, naar gelang het geval, niet van toepassing op een verkrijgende vennootschap die de rechtsvorm heeft van een besloten vennootschap, van een coöperatieve vennootschap, van een naamloze vennootschap, van een Europese vennootschap of van een Europese coöperatieve vennootschap, indien zowel een verslag overeenkomstig paragraaf 1, derde lid, en een verslag overeenkomstig artikel 12:128, § 1, werden opgesteld.

§ 4. In geval van een grensoverschrijdende splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen is paragraaf 1, derde lid, niet van toepassing wanneer de aandelen van elk van de nieuwe vennootschappen worden uitgegeven aan de vennooten of aandeelhouders van de gesplitste vennootschap evenredig aan hun rechten in het kapitaal van deze vennootschap, of, als de vennootschap geen kapitaal heeft, hun aandeel in het eigen vermogen."

Art. 48. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:128 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:128. § 1. In elke vennootschap stelt de commissaris of, als er geen commissaris is, een door het bestuursorgaan of, bij een vennootschap onder firma of een commanditaire vennootschap, door de algemene vergadering aangewezen bedrijfsrevisor of gecertificeerd accountant, een schriftelijk verslag over het splitsingsvoorstel op.

De commissaris of de aangewezen bedrijfsrevisor of de gecertificeerd accountant moet in het bijzonder verklaren of de geldelijke vergoeding zoals bedoeld in artikel 12:124, tweede lid, 15°, en de ruilverhouding naar zijn mening al dan niet relevant en redelijk zijn, waarbij voor de beoordeling van de geldelijke vergoeding rekening wordt gehouden met de eventuele marktprijs van de aandelen in de gesplitste vennootschap vóór de aankondiging van het splitsingsvoorstel of met de

proposée, comme défini suivant les modes d'évaluation généralement reconnus.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} doit au moins :

1° indiquer les méthodes suivies pour la détermination de la souche en espèces proposée;

2° indiquer les méthodes suivies pour la détermination du rapport d'échange proposé;

3° indiquer si les méthodes visées aux 1^o et 2^o sont appropriées et mentionner l'évaluation à laquelle chacune de ces méthodes conduit, un avis étant donné sur l'importance relative donnée à ces méthodes dans la détermination de la valeur retenue; et, si des méthodes différentes sont utilisées dans les sociétés participant à la scission par absorption, également si l'utilisation de méthodes différentes était appropriée;

4° le cas échéant, les difficultés particulières d'évaluation.

Le commissaire, le réviseur d'entreprises ou l'expert-comptable certifié désigné peuvent obtenir des sociétés concernées par la scission que leur soient fournies toutes les informations qui leur paraissent nécessaires pour la rédaction du rapport visé dans le présent article.

§ 2. En cas de scission transfrontalière par absorption, en lieu et place du commissaire ou d'un réviseur d'entreprises ou de l'expert-comptable certifié désigné agissant pour le compte de chacune des sociétés participant à la scission, le rapport tel que visé au paragraphe 1^{er} peut être rédigé par un ou plusieurs commissaires ou réviseurs d'entreprises ou experts-comptables certifiés désignés, sur demande conjointe de ces sociétés, désignés ou approuvés à cet effet par le président du tribunal de l'entreprise, conformément à l'article 588, 17^o, du Code judiciaire, si une telle désignation ou approbation est demandée en Belgique. Ce(t)s expert(s) indépendant(s) établi(ssent) un rapport écrit unique destiné à l'ensemble des titulaires d'actions et de parts bénéficiaires.

§ 3. Le rapport visé au paragraphe 1^{er} n'est pas requis si tous les titulaires d'actions et de parts bénéficiaires de chacune des sociétés participant à la scission en ont ainsi décidé.

Les sociétés dont toutes les actions sont réunies entre les mains d'une personne ne doivent pas appliquer le présent article.

§ 4. En cas d'opération assimilée à une scission, visée à l'article 12:8, 2^o et 3^o, le présent article n'est pas d'application.

§ 5. Dans le cas d'une scission transfrontalière par absorption, les articles 5:121, 5:133, 6:110, 7:179 et 7:197 ne s'appliquent pas, selon le cas, à une société absorbante ayant la forme légale d'une société à responsabilité limitée, d'une société coopérative, d'une société anonyme, d'une société européenne ou d'une société coopérative européenne, s'il a été établi tant un rapport conformément au paragraphe 1^{er}, qu'un rapport conformément à l'article 12:127, § 1^{er}, alinéa 3.

§ 6. Dans le cas d'une scission transfrontalière par constitution de nouvelles sociétés, le présent article n'est pas d'application lorsque les actions de chacune des nouvelles sociétés sont émises aux associés ou actionnaires de la société scindée proportionnellement à leurs droits dans le capital de cette société, ou, si la société ne dispose pas d'un capital, à leur part dans les capitaux propres."

Art. 49. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:129 rédigé comme suit :

"Art. 12:129. § 1^{er}. Dans chaque société, l'ordre du jour de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de scission annonce le projet de scission et les rapports prévus aux articles 12:127 et 12:128 ainsi que la possibilité réservée aux titulaires d'actions et de parts bénéficiaires d'obtenir lesdits documents sans frais. En cas de scission transfrontalière par absorption, cette obligation ne s'applique pas si l'organe d'administration approuve la scission conformément à l'article 12:131, § 2.

Une copie du projet de scission et des rapports visés aux articles 12:127 et 12:128 est communiquée aux titulaires d'actions et de parts bénéficiaires nominatives six semaines au moins avant la réunion de l'assemblée générale qui se prononce sur la scission, conformément à l'article 2:32.

Sauf dans les sociétés cotées, une copie est également communiquée sans délai aux personnes qui ont accompli les formalités prescrites par les statuts pour être admises à l'assemblée générale.

waarde van de vennootschap, exclusief de gevolgen van de voorgestelde splitsing, zoals bepaald volgens algemeen aanvaarde waardingsmethoden.

Het in het eerste lid bedoelde verslag geeft ten minste aan:

1° volgens welke methoden de voorgestelde geldelijke vergoeding is vastgesteld;

2° volgens welke methoden de voorgestelde ruilverhouding is vastgesteld;

3° of de in de bepalingen onder 1^o en 2^o bedoelde methoden passend zijn en tot welke waardering elke gebruikte methode leidt; tevens moet een oordeel worden gegeven over het betrekkelijke gewicht dat bij de vaststelling van de in aanmerking genomen waarde aan deze methoden is gehecht; en, indien in de aan de splitsing door overneming deelnemende vennootschappen verschillende methoden zijn gebruikt, tevens of het gebruik van verschillende methoden passend was;

4° in voorkomend geval, de bijzondere moeilijkheden bij de waardering.

De commissaris, de aangewezen bedrijfsrevisor of gecertificeerd accountant kunnen van de bij de splitsing betrokken vennootschappen alle informatie bekomen die zij nodig achten voor de opmaak van het in dit artikel bedoelde verslag.

§ 2. In geval van grensoverschrijdende splitsing door overneming kan bij wijze van alternatief voor de inschakeling van de commissaris of een aangewezen bedrijfsrevisor of de gecertificeerd accountant die voor elk van de aan de splitsing deelnemende vennootschappen optreden, het verslag als bedoeld in paragraaf 1 worden opgesteld door één of meer commissarissen of aangewezen bedrijfsrevisoren of gecertificeerd accountants die daartoe op gezamenlijk verzoek van deze vennootschappen zijn aangewezen dan wel goedgekeurd door de voorzitter van de ondernemingsrechtbank, overeenkomstig artikel 588, 17^o, van het Gerechtelijk Wetboek, indien dergelijke aanwijzing van goedkeuring in België wordt verzocht. Deze onafhankelijke deskundige(n) stel(l)t(en) één voor alle houders van aandelen en winstbewijzen bestemd verslag op.

§ 3. Indien alle houders van aandelen en winstbewijzen in elke bij de splitsing betrokken vennootschap hiermee hebben ingestemd, is het verslag waarvan sprake in paragraaf 1 niet vereist.

Vennootschappen waarvan alle aandelen in één hand zijn verenigd moeten dit artikel niet toepassen.

§ 4. In geval van de met splitsing gelijkgestelde verrichting als bedoeld in artikel 12:8, 2^o en 3^o, is dit artikel niet van toepassing.

§ 5. In geval van een grensoverschrijdende splitsing door overneming zijn de artikelen 5:121, 5:133, 6:110, 7:179 en 7:197, naar gelang het geval, niet van toepassing op een verkrijgende vennootschap die de rechtsvorm heeft van een besloten vennootschap, van een coöperatieve vennootschap, van een naamloze vennootschap, van een Europese vennootschap of van een Europese coöperatieve vennootschap, indien zowel een verslag overeenkomstig paragraaf 1 en een verslag overeenkomstig artikel 12:127, § 1, derde lid, werden opgesteld.

§ 6. In geval van een grensoverschrijdende splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen is dit artikel niet van toepassingwanneerde aandelen van elk van de nieuwe vennootschappen worden uitgegeven aan de vennooten of aandeelhouders van de gesplitste vennootschap evenredig aan hun rechten in het kapitaal van deze vennootschap of, als de vennootschap geen kapitaal heeft, hun aandeel in het eigen vermogen."

Art. 49. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:129 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:129. § 1. In elke vennootschap vermeldt de agenda van de algemene vergadering die over het splitsingsvoorstel moet besluiten het splitsingsvoorstel en de verslagen bedoeld in de artikelen 12:127 en 12:128, evenals de mogelijkheid voor de houders van aandelen en winstbewijzen om de genoemde stukken kosteloos te verkrijgen. In geval van een grensoverschrijdende splitsing door overneming geldt deze verplichting niet indien het bestuursorgaan de splitsing goedkeurt overeenkomstig artikel 12:131, § 2.

Aan de houders van aandelen en winstbewijzen op naam wordt uiterlijk zes weken vóór de algemene vergadering die over de splitsing besluit, een kopie van het splitsingsvoorstel en de verslagen bedoeld in de artikelen 12:127 en 12:128 meegeleid overeenkomstig artikel 2:32.

Behalve bij de genoteerde vennootschappen wordt ook onverwijld een kopie meegeleid aan diegenen die de statutair voorgeschreven formaliteiten hebben vervuld om tot de algemene vergadering te worden toegelaten.

Toutefois, s'il s'agit d'une société coopérative, le projet et les rapports visés à l'alinéa 1^{er} ne doivent pas être communiqués aux titulaires d'actions et de parts bénéficiaires conformément aux alinéas 2 et 3.

Dans ce cas, tout titulaire d'actions et de parts bénéficiaires a le droit de prendre connaissance desdits documents au siège de la société conformément au paragraphe 2, au plus tard six semaines avant la date de l'assemblée appelée à se prononcer sur le projet de scission, et d'en obtenir copie, conformément au paragraphe 3, dans le même délai.

§ 2. Tout titulaire d'actions ou de parts bénéficiaires a en outre le droit, à partir de la publication du projet de scission conformément à l'article 12:124, de prendre connaissance au siège de la société des documents suivants, dès qu'ils sont disponibles :

1° le projet de scission transfrontalière;

2° le cas échéant, les rapports visés aux articles 12:127 et 12:128;

3° les comptes annuels des trois derniers exercices de chaque société concernée par la scission;

4° en ce qui concerne la société à responsabilité limitée, la société coopérative, la société anonyme, la société européenne et la société coopérative européenne, les rapports de l'organe d'administration et les rapports du commissaire sur les trois derniers exercices, s'il y en a;

5° le cas échéant, lorsque le projet de scission est postérieur de six mois au moins à la fin de l'exercice auquel se rapportent les derniers comptes annuels : un état comptable clôturé moins de trois mois avant la date du projet de scission et rédigé conformément aux alinéas 2 à 4.

Cet état comptable est établi selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que les derniers comptes annuels.

Il n'est toutefois pas nécessaire de procéder à un nouvel inventaire.

Les modifications des évaluations figurant au bilan peuvent être limitées à celles qui résultent des mouvements d'écriture. Il doit être tenu compte cependant des amortissements et provisions intérimaires ainsi que des changements importants de valeurs n'apparaissant pas dans les écritures.

L'alinéa 1^{er}, 5^o, n'est pas d'application si la société publie un rapport financier semestriel visé à l'article 13 de l'arrêté royal du 14 novembre 2007 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé et le met, conformément au présent alinéa, à la disposition des titulaires d'actions et de parts bénéficiaires.

Dans le cas d'une scission transfrontalière par absorption, l'alinéa 1^{er}, 5^o, n'est pas d'application si tous les associés ou actionnaires et détenteurs de titres conférant le droit de vote en ont ainsi décidé dans chaque société concernée par la scission.

Dans le cas d'une scission transfrontalière par constitution de nouvelles sociétés, l'alinéa 1^{er}, 2^o et 5^o, n'est pas d'application lorsque les actions de chacune des nouvelles sociétés sont émises aux associés ou actionnaires de la société scindée proportionnellement à leurs droits dans le capital de cette société, ou, si la société ne dispose pas d'un capital, à leur part dans les capitaux propres.

En cas d'opération assimilée à une scission telle que visée à l'article 12:8, 3^o, l'alinéa 1^{er}, 2^o et 5^o, n'est pas d'application.

§ 3. Tout titulaire d'actions ou de parts bénéficiaires peut obtenir sans frais et sur simple demande une copie intégrale ou, s'il le désire, partielle, des documents visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, à l'exception de ceux qui lui ont été transmis conformément au paragraphe 1^{er}.

Le droit visé à l'alinéa 1^{er} d'obtenir sans frais une copie des documents visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1^o, 3^o, 4^o et 5^o, et à l'article 12:127, § 1^{er}, alinéa 3, 1^o, appartient également aux créanciers qui disposent d'un droit d'opposition sur la base de l'article 12:126.

§ 4. Si une société met sans frais à disposition sur son site internet les documents visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, pendant une période ininterrompue de six semaines commençant avant la date de l'assemblée appelée à se prononcer sur le projet de scission, et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée, elle ne doit pas mettre à disposition les documents visés au paragraphe 2 à son siège.

Wanneer het evenwel gaat om een coöperatieve vennootschap, moeten het voorstel en de verslagen bedoeld in het eerste lid, niet aan de houders van aandelen en winstbewijzen worden meegedeeld overeenkomstig het tweede en het derde lid.

In dat geval heeft iedere houder van aandelen en winstbewijzen overeenkomstig paragraaf 2 het recht om uiterlijk zes weken vóór de datum van de vergadering die over het splitsingsvoorstel moet besluiten, op de zetel van de vennootschap van vooroemde stukken kennis te nemen en kan hij overeenkomstig paragraaf 3 binnen dezelfde termijn een kopie ervan verkrijgen.

§ 2. Iedere houder van aandelen of winstbewijzen heeft tevens het recht vanaf de bekendmaking van het splitsingsvoorstel overeenkomstig artikel 12:124 op de zetel van de vennootschap kennis te nemen van de volgende stukken, van zodra zij beschikbaar zijn:

1° het grensoverschrijdend splitsingsvoorstel;

2° in voorkomend geval, de in de artikelen 12:127 en 12:128 bedoelde verslagen;

3° de jaarrekeningen over de laatste drie boekjaren van elke bij de splitsing betrokken vennootschap;

4° wat de gesloten vennootschap betreft, de coöperatieve vennootschap, de naamloze vennootschap, de Europese vennootschap en de Europese coöperatieve vennootschap, de verslagen van het bestuursorgaan en de verslagen van de commissaris over de laatste drie boekjaren, als er één is;

5° in voorkomend geval, indien de laatste jaarrekening betrekking heeft op een boekjaar dat meer dan zes maanden vóór de datum van het splitsingsvoorstel is afgesloten: tussentijdse cijfers over de stand van het vermogen die niet meer dan drie maanden vóór de datum van dat voorstel zijn afgesloten en die overeenkomstig het tweede tot het vierde lid zijn opgesteld.

Deze tussentijdse cijfers worden opgemaakt volgens dezelfde methoden en dezelfde opstelling als de laatste jaarrekening.

Een nieuwe inventaris moet echter niet worden opgemaakt.

De wijzigingen van de in de balans voorkomende waarderingen kunnen worden beperkt tot de wijzigingen die voortvloeien uit de verrichte boekingen. Er moet echter rekening worden gehouden met tussentijdse afschrifvingen en voorzieningen, evenals met belangrijke wijzigingen van de waarden die niet uit de boeken blijken.

Het eerste lid, 5^o, is niet van toepassing indien de vennootschap een halfjaarlijks financieel verslag als bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 14 november 2007 betreffende de verplichtingen van emittenten van financiële instrumenten die zijn toegelaten tot de verhandeling op een geregelde markt bekendmaakt, en dit overeenkomstig dit lid aan de houders van aandelen en winstbewijzen beschikbaar stelt.

In geval van een grensoverschrijdende splitsing door overname is het eerste lid, 5^o, niet van toepassing indien alle vennoten of aandeelhouders en houders van andere stemrechtverlenende effecten in elke bij de splitsing betrokken vennootschap hiermee hebben ingestemd.

In geval van een grensoverschrijdende splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen is het eerste lid, 2^o en 5^o, niet van toepassing wanneer de aandelen van elk van de nieuwe vennootschappen worden uitgegeven aan de vennoten of aandeelhouders van de gesplitste vennootschap evenredig aan hun rechten in het kapitaal van deze vennootschap, of, als de vennootschap geen kapitaal heeft, hun aandeel in het eigen vermogen.

In het geval van de met splitsing gelijkgestelde verrichting als bedoeld in artikel 12:8, 3^o, is het eerste lid, 2^o en 5^o, niet van toepassing.

§ 3. Iedere houder van aandelen of winstbewijzen kan op zijn verzoek kosteloos een volledige of desgewenst gedeelte kopië krijgen van de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde stukken, met uitzondering van diegene die hem overeenkomstig paragraaf 1 zijn toegezonden.

Het in het eerste lid bedoelde recht om kosteloos een kopie van de in paragraaf 2, eerste lid, 1^o, 3^o, 4^o en 5^o, en artikel 12:127, § 1, derde lid, 1^o, bedoelde stukken te verkrijgen komt eveneens toe aan schuldeisers die op grond van artikel 12:126 over een verzetrecht beschikken.

§ 4. Wanneer een vennootschap de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde stukken, gedurende een ononderbroken periode van zes weken vóór de datum van de vergadering die over het splitsingsvoorstel moet besluiten, en die niet eerder eindigt dan bij de sluiting van die vergadering, kosteloos op de vennootschapswebsite beschikbaar stelt, moet zij de in paragraaf 2 bedoelde stukken niet op haar zetel beschikbaar stellen.

Le paragraphe 3 n'est pas d'application si le site internet de la société offre la possibilité aux associés, aux actionnaires, aux titulaires de parts bénéficiaires et aux créanciers disposant d'un droit d'opposition sur la base de l'article 12:126, pendant toute la période visée à l'alinéa 1^{er}, de télécharger et d'imprimer les documents visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les rapports visés aux articles 12:127 et 12:128 étant cependant inaccessibles aux créanciers, mais le document visé à l'article 12:127, § 1^{er}, alinéa 3, 1^o, étant inclus. Dans ce cas, les informations restent sur le site internet de la société et peuvent être téléchargées et imprimées jusqu'à au moins un mois après la date de la réunion de l'assemblée appelée à se prononcer sur le projet de scission."

Art. 50. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:130 rédigé comme suit :

"Art. 12:130. En cas d'opération assimilée à une scission telle que visée à l'article 12:8, 3^o, une société ne peut alors participer à la scission qu'en tant que société bénéficiaire, lorsque la société à scinder remplit les conditions requises pour acquérir la qualité d'associé ou d'actionnaire au sein de la société bénéficiaire."

Art. 51. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:131 rédigé comme suit :

"Art. 12:131. § 1^{er}. À l'expiration du délai visé à l'article 12:126, alinéa 1^{er}, sans préjudice des dispositions particulières énoncées dans le présent article et sous réserve de dispositions statutaires plus rigoureuses, l'assemblée générale décide de la scission de la société dans le respect des règles de présence et de majorité suivantes :

1^o ceux qui assistent ou sont représentés à la réunion doivent représenter non seulement la moitié au moins du capital, ou, si la société ne dispose pas d'un capital, la moitié du nombre total des actions ou parts émises, mais également la moitié du nombre de parts bénéficiaires s'il en existe. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire. La deuxième assemblée pourra valablement délibérer et statuer, quel que soit le nombre d'actions ou de parts bénéficiaires présentes ou représentées;

2^o un projet de scission transfrontalière n'est accepté que s'il réunit les trois quarts des voix, sans qu'il soit tenu compte des abstentions au numérateur ou au dénominateur.

Nonobstant toute disposition statutaire contraire, les parts bénéficiaires d'une société à scinder donneront droit à une voix par titre dans ce vote. Elles ne pourront se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de celui attribué à l'ensemble des actions ni être comptés dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises par les actions. Si les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, la réduction s'opérera proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

§ 2. Dans le cas d'une scission transfrontalière par absorption, l'assemblée générale de la société à scinder ne doit pas donner d'approbation si les sociétés bénéficiaires détiennent dans leur ensemble toutes les actions, parts et parts bénéficiaires de la société à scinder et tous les autres titres conférant le droit de vote à l'assemblée générale de la société à scinder et si les conditions suivantes sont remplies :

1^o le dépôt prescrit à l'article 12:124 a lieu pour chacune des sociétés participant à la scission trois mois au moins avant la prise d'effet de la scission;

2^o chaque associé ou actionnaire des sociétés participant à la scission a le droit, trois mois au moins avant la prise d'effet de la scission, de prendre connaissance des documents mentionnés à l'article 12:129, § 2, alinéa 1^{er}, au siège de la société. Les exceptions visées à l'article 12:127, alinéa 4, article 12:128, § 2, et article 12:129, §§ 2, 3 et 4, restent d'application;

3^o l'information visée à l'article 12:63 concerne toutes les modifications du patrimoine actif et passif depuis la date à laquelle le projet de scission a été établi.

Dans ce cas, l'organe d'administration de la société à scinder se prononce, à l'expiration du délai visé à l'article 12:126, alinéa 1^{er}, sur l'approbation de la scission.

Un ou plusieurs titulaires d'actions et/ou de parts bénéficiaires de la société scindée qui détiennent 5 % des parts ou actions et parts bénéficiaires émises ou qui, dans une société anonyme ou une société européenne, représentent 5 % du capital souscrit ont néanmoins le droit d'obtenir la convocation de l'assemblée générale de cette société appelée à se prononcer sur le projet de scission.

Wanneer de vennootschapswebsite aan de vennoten of aandeelhouders, houders van winstbewijzen en schuldeisers die op grond van artikel 12:126 over een verzetrecht beschikken gedurende de gehele in het eerste lid bedoelde periode de mogelijkheid biedt de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde stukken, doch wat betreft de schuldeisers met uitsluiting van de in de artikelen 12:127 en 12:128 bedoelde verslagen maar met inbegrip van het in artikel 12:127, § 1, derde lid, 1^o, bedoelde stuk, te downloaden en af te drukken, is paragraaf 3 niet van toepassing. In dit geval blijft de informatie ten minste tot één maand na de datum van de vergadering die over het splitsingsvoorstel moet besluiten, op de vennootschapswebsite staan en kan ze worden gedownload en afgedrukt."

Art. 50. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:130 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:130. In het geval van de met splitsing gelijkgestelde verrichting als bedoeld in artikel 12:8, 3^o, kan een vennootschap alleen dan als verkrijgende vennootschap aan de splitsing deelnemen, wanneer de te splitsen vennootschap voldoet aan de vereisten voor de verkrijging van de hoedanigheid van vennoot of aandeelhouder in de verkrijgende vennootschap."

Art. 51. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:131 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:131. § 1. Na het verstrijken van de in artikel 12:126, eerste lid, bedoelde termijn, onder voorbehoud van strengere statutaire bepalingen en onverminderd de bijzondere bepalingen van dit artikel, besluit de algemene vergadering tot splitsing van een vennootschap overeenkomstig de volgende regels van aanwezigheid en meerderheid:

1^o de aanwezigen of vertegenwoordigden moeten niet alleen ten minste de helft van het kapitaal, of, als de vennootschap geen kapitaal heeft, de helft van het totaal aantal uitgegeven aandelen vertegenwoordigen, maar ook de helft van het aantal winstbewijzen, indien er zulke effecten zijn. Is deze voorwaarde niet vervuld, dan is een nieuwe bijeenroeping nodig. De tweede vergadering kan geldig beraadslagen en besluiten, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen of winstbewijzen;

2^o een voorstel tot grensoverschrijdende splitsing is alleen dan aangenomen, wanneer het drie vierde van de stemmen heeft verkregen, waarbij de onthoudingen in de teller noch in de noemer worden meegerekend.

De winstbewijzen van een te splitsen vennootschap geven bij deze stemming recht op één stem per effect, niettegenstaande andersluidende statutaire bepaling. In het geheel kunnen aan die effecten niet meer stemmen worden toegekend dan de helft van het aantal dat is toegekend aan de gezamenlijke aandelen; bij de stemming kunnen zij niet worden aangerekend voor meer dan twee derde van het aantal stemmen uitgebracht door de aandelen. Worden de aan de beperking onderworpen stemmen in verschillende zin uitgebracht, dan wordt de vermindering evenredig toegepast; gedeelten van stemmen worden verwaarloosd.

§ 2. In geval van een grensoverschrijdende splitsing door overname dient de algemene vergadering van de te splitsen vennootschap geen goedkeuring te geven indien de verkrijgende vennootschappen in het bezit zijn van alle aandelen en winstbewijzen van de te splitsen vennootschap en indien aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1^o de in artikel 12:124 voorgeschreven neerlegging gebeurt voor elke aan de splitsing deelnemende vennootschap uiterlijk drie maanden voordat de splitsing van kracht wordt;

2^o iedere vennoot of aandeelhouder van de aan de splitsing deelnemende vennootschappen heeft het recht uiterlijk drie maanden voordat de splitsing van kracht wordt, op de zetel van de vennootschap kennis te nemen van de in artikel 12:129, § 2, eerste lid, vermelde stukken. De in artikel 12:127, vierde lid, artikel 12:128, § 2, en artikel 12:129, §§ 2, 3 en 4, bepaalde uitzonderingen, blijven van toepassing;

3^o de in artikel 12:63 bedoelde informatie heeft betrekking op alle wijzigingen in de activa en passiva sedert de datum waarop het splitsingsvoorstel is opgesteld.

In dat geval beslist het bestuursorgaan van de te splitsen vennootschap, na het verstrijken van de in artikel 12:126, eerste lid, bedoelde termijn, over de goedkeuring van de splitsing.

Een of meer houders van aandelen en/of winstbewijzen van de gesplitste vennootschap die 5 % van het aantal uitgegeven aandelen en winstbewijzen bezitten of, in een naamloze vennootschap of een Europese vennootschap, die 5 % van het geplaatste kapitaal vertegenwoordigen, hebben niettemin het recht om de algemene vergadering van deze vennootschap bijeen te roepen, die over het splitsingsvoorstel moet besluiten.

§ 3. S'il existe plusieurs classes d'actions ou de titres, représentatifs ou non du capital exprimé, et si la scission transfrontalière entraîne une modification de leurs droits respectifs, l'article 5:102, alinéa 3, l'article 6:87, alinéa 3 ou l'article 7:155, alinéa 3, s'applique par analogie. L'assemblée générale ne pourra toutefois délibérer et statuer valablement que si elle réunit dans chaque classe les conditions de présence et de majorité fixées au paragraphe 1^{er}.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} à 3, l'accord de tous les associés et actionnaires est requis :

1° dans les sociétés en nom collectif;

2° dans la société à scinder lorsqu'au moins une des sociétés bénéficiaires ou nouvelles est :

a) une société en nom collectif;

b) une société en commandite.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, l'accord unanime des titulaires de parts non représentatives du capital social est, le cas échéant, requis.

L'accord d'un associé ou actionnaire d'une société belge dont la responsabilité est ou sera illimitée pour les dettes d'une société participant à la scission transfrontalière est toujours requis.

§ 5. Dans la société en commandite, l'accord de tous les associés commandités est en outre requis.

§ 6. Lorsque le projet de scission prévoit que la répartition aux associés ou actionnaires de la société à scinder des actions ou parts des sociétés bénéficiaires ou nouvelles ne sera pas proportionnelle à leurs droits dans le capital de la société à scinder, ou, si la société ne dispose pas d'un capital, leur part dans les capitaux propres, la décision de la société à scinder de participer à l'opération de scission est prise par l'assemblée générale statuant à l'unanimité.

§ 7. L'assemblée générale, ou l'organe d'administration dans le cas visé au paragraphe 2, peut subordonner la réalisation de la scission transfrontalière à la condition qu'elle entérine expressément les modalités décidées pour la participation des travailleurs dans les nouvelles sociétés."

Art. 52. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:132 rédigé comme suit :

"Art. 12:132. En cas d'opération assimilée à une scission telle que visée à l'article 12:8, 3^o, l'article 12:71 n'est pas d'application."

Art. 53. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:133 rédigé comme suit :

"Art. 12:133. Dans chaque société participant à la scission, le procès-verbal de l'assemblée générale ou, dans le cas visé à l'article 12:131, § 2, de l'organe d'administration, qui statue sur la scission est établi par acte authentique par le notaire désigné dans le projet de scission visé à l'article 12:124.

Cet acte authentique reproduit, le cas échéant, les conclusions du rapport établi par le commissaire ou le réviseur d'entreprises ou l'expert-comptable certifié."

Art. 54. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:134 rédigé comme suit :

"Art. 12:134. Dans le cas d'une scission transfrontalière par absorption, l'assemblée générale d'une société bénéficiaire arrête, immédiatement après la décision de participation à la scission, les modifications éventuelles de ses statuts, y compris les dispositions qui modifieraient son objet, aux conditions de présence et de majorité requises par le présent code. À défaut, la décision de scission transfrontalière reste sans effet."

Art. 55. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:135 rédigé comme suit :

"Art. 12:135. Dans le cas d'une scission transfrontalière par constitution de nouvelles sociétés, immédiatement après la décision de scission transfrontalière, le projet d'acte constitutif et les statuts de chacune des nouvelles sociétés sont approuvés par l'assemblée générale de la société scindée aux mêmes conditions de présence et de majorité que celles requises pour une décision de scission transfrontalière. À défaut, la décision de scission transfrontalière reste sans effet."

§ 3. Indien er verschillende soorten van aandelen of effecten bestaan die het in de statuten vastgestelde kapitaal al of niet vertegenwoordigen en de grensoverschrijdende splitsing aanleiding geeft tot wijziging van hun respectieve rechten, is artikel 5:102, derde lid, artikel 6:87, derde lid, of artikel 7:155, derde lid, van overeenkomstige toepassing. De algemene vergadering kan echter alleen op geldige wijze beraadslagen en besluiten indien voor iedere soort is voldaan aan de aanwezigheids- en meerderheidsvereisten bepaald in paragraaf 1.

§ 4. In afwijking van de paragrafen 1 tot 3 is de instemming van alle vennooten of aandeelhouders vereist:

1° in de vennootschappen onder firma;

2° in de te splitsen vennootschap wanneer ten minste een van de verkrijgende of nieuwe vennootschappen de rechtsform heeft aangenomen van:

a) een vennootschap onder firma;

b) een commanditaire vennootschap.

In de in het eerste lid, 2^o, bedoelde gevallen is, in voorkomend geval, de eenparige instemming vereist van de houders van effecten die het kapitaal van de vennootschap niet vertegenwoordigen.

De instemming van een vennoot of aandeelhouder van een Belgische vennootschap die onbeperkt aansprakelijk is of zal worden voor de schulden van een vennootschap die deelneemt aan de grensoverschrijdende splitsing, is steeds vereist.

§ 5. In de commanditaire vennootschap is bovendien de instemming van alle gecommanditeerde vennooten vereist.

§ 6. Wanneer het splitsingsvoorstel bepaalt dat de verdeling, over de vennooten of aandeelhouders van de te splitsen vennootschap, van de aandelen van de verkrijgende of nieuwe vennootschappen niet naar evenredigheid met hun rechten op het kapitaal van de te splitsen vennootschap zal gebeuren, of, als de vennootschap geen kapitaal heeft, hun aandeel in het eigen vermogen, wordt het besluit van de te splitsen vennootschap over de deelneming aan de splitsing door de algemene vergadering eenparig genomen.

§ 7. De algemene vergadering, of het bestuursorgaan in het geval bedoeld in paragraaf 2, kan zich het recht voorbehouden de totstandkoming van de grensoverschrijdende splitsing afhankelijk te stellen van haar uitdrukkelijke bekragting van de regelingen die met betrekking tot de medezeggenschap van de werknemers in de nieuwe vennootschappen zijn vastgesteld."

Art. 52. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:132 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:132. Op de met splitsing gelijkgestelde verrichting als bedoeld in artikel 12:8, 3^o, is artikel 12:71 niet van toepassing."

Art. 53. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:133 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:133. In elke vennootschap die aan de splitsing deelneemt, worden de notulen van de algemene vergadering of, in het geval bedoeld in artikel 12:131, § 2, van het bestuursorgaan, waarin tot de splitsing wordt besloten bij authentieke akte opgesteld door de notaris aangeduid in het in artikel 12:124 bedoelde splitsingsvoorstel.

In de authentieke akte wordt, in voorkomend geval, de conclusie van het verslag van de commissaris of van de bedrijfsrevisor of gecertificeerd accountant overgenomen."

Art. 54. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:134 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:134. In geval van een grensoverschrijdende splitsing door overneming stelt de algemene vergadering van een verkrijgende vennootschap, onmiddellijk na het besluit tot deelneming aan de splitsing, de eventuele wijzigingen van haar statuten, met inbegrip van de bepalingen tot wijziging van haar voorwerp, vast volgens de regels van aanwezigheid en meerderheid door dit wetboek vereist. Bij gebrek daaraan blijft het besluit tot grensoverschrijdende splitsing zonder gevolg."

Art. 55. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:135 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:135. In geval van een grensoverschrijdende splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen worden, onmiddellijk na het besluit tot grensoverschrijdende splitsing, het ontwerp van oprichtingsakte en de statuten van elke nieuwe vennootschap goedgekeurd door de algemene vergadering van de gesplitste vennootschap, en dit volgens dezelfde regels van aanwezigheid en meerderheid als diegene die voor een besluit tot grensoverschrijdende splitsing zijn vereist. Bij gebrek daaraan blijft het besluit tot grensoverschrijdende splitsing zonder gevolg."

Art. 56. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:136 rédigé comme suit :

“Art. 12:136. § 1^{er}. Sous réserve des modalités déterminées au paragraphe 2, l’acte constatant la décision de scission prise par l’assemblée générale ou, dans le cas visé à l’article 12:131, § 2, par l’organe d’administration de la société scindée et, dans le cas d’une scission transfrontalière par absorption, par les sociétés bénéficiaires, est déposé et publié par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1^o.

Dans le cas d’une scission transfrontalière par absorption, les actes de modification des statuts d’une société bénéficiaire sont, le cas échéant, déposés et publiés conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1^o.

§ 2. L’acte et les extraits d’actes visés au paragraphe 1^{er} sont publiés simultanément dans les dix jours du dépôt de l’acte constatant la décision de scission transfrontalière prise par l’assemblée générale, ou, dans le cas visé à l’article 12:131, § 2, par l’organe d’administration, de la société scindée.

Une société bénéficiaire peut procéder elle-même aux formalités de publicité concernant la société scindée.”

Art. 57. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:137 rédigé comme suit :

“Art. 12:137. § 1^{er}. Tout titulaire d’actions ou de parts bénéficiaires qui acquiert des actions d’une société bénéficiaire qui n’est pas régie par le droit belge, qui a voté contre le projet de scission transfrontalière à l’assemblée générale de la société à scinder et l’a fait savoir à la société préalablement au vote, le cas échéant à l’adresse électronique mentionnée dans le projet de scission ou à l’adresse électronique visée à l’article 2:31, a le droit de démissionner de la société si et dans la mesure où il exerce ce droit à l’assemblée générale qui décide de procéder à une scission transfrontalière.

La démission donne droit au remboursement du titre à une valeur équivalente à la valeur du titre mentionnée dans le projet de scission visé à l’article 12:124, alinéa 2, 15^o.

Le paiement de cette part de retrait ne peut être effectué qu’après que la société a donné satisfaction aux créanciers ayant fait valoir leurs droits dans le délai de trois mois visé à l’article 12:126, alinéa 1^{er}, à moins qu’une décision judiciaire exécutoire n’ait rejeté leurs prétentions à obtenir une garantie, mais ne peut intervenir au-delà de deux mois après la date à laquelle la scission transfrontalière prend effet conformément aux dispositions légales applicables.

Les articles 5:142, 5:143, 6:115, 6:116 et 7:212 ne sont pas applicables.

Les articles 5:145, 5:154, 6:120 et 7:215 ne sont pas non plus applicables.

Sans préjudice de l’article 12:17, les sociétés bénéficiaires restent solidairement tenues de payer le titre. Cette responsabilité est limitée à l’actif net attribué à chacune de ces sociétés.

En cas d’opération assimilée à une scission, la société scindée est considérée comme une société bénéficiaire pour l’application du paragraphe 1^{er}, alinéa 6, limitant la responsabilité de la société scindée à l’actif net conservé par elle.

Un titulaire d’actions ou de parts bénéficiaires qui a voté contre le projet de scission transfrontalière à l’assemblée générale de la manière prévue à l’alinéa 1^{er} et qui n’est pas satisfait de la soule en espèces offerte à l’article 12:124, alinéa 2, 15^o, peut porter la contestation devant le président du tribunal de l’entreprise du siège de la société qui se scinde, siégeant en référé, dans le mois suivant la date de l’assemblée générale appelée à se prononcer sur la scission transfrontalière. Cette contestation ne dispense pas la société de payer la soule en espèces offerte, visée à l’article 12:124, alinéa 2, 15^o, dans les limites fixées à l’alinéa 3.

Le remboursement peut également être effectué par les sociétés bénéficiaires.

Les actions de l’associé ou de l’actionnaire démissionnaire sont détruites au moment où la scission transfrontalière prend effet conformément aux dispositions légales applicables.

§ 2. Chaque associé ou actionnaire qui n’a pas fait usage du droit de démission visé au paragraphe 1^{er}, qui au plus tard lors de l’assemblée générale a indiqué qu’il n’est pas satisfait de l’échange des parts ou

Art. 56. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:136 ingevoegd, luidende:

“Art. 12:136. § 1. Met inachtneming van de in paragraaf 2 bepaalde regels, wordt de akte tot vaststelling van het door de algemene vergadering of, in het geval bedoeld in artikel 12:131, § 2, het bestuursorgaan, van de gesplitste vennootschap genomen besluit tot splitsing en, in geval van een grensoverschrijdende splitsing door overneming, van de verkrijgende vennootschappen neergelegd en bij uittreksel bekendgemaakt, overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1^o.

In geval van een grensoverschrijdende splitsing door overneming worden, in voorkomend geval, de akten tot statutenwijziging van een verkrijgende vennootschap neergelegd en bekendgemaakt overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1^o.

§ 2. De akte en de uittreksels, bedoeld in paragraaf 1, worden gelijktijdig bekendgemaakt binnen tien dagen na de neerlegging van de akte tot vaststelling van het door de algemene vergadering of, in het geval bedoeld in artikel 12:131, § 2, het bestuursorgaan, van de gesplitste vennootschap genomen besluit tot grensoverschrijdende splitsing.

Een verkrijgende vennootschap kan zelf de formaliteiten inzake openbaarmaking betreffende de gesplitste vennootschap verrichten.”

Art. 57. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:137 ingevoegd, luidende:

“Art. 12:137. § 1. Elke houder van aandelen of winstbewijzen die aandelen verwerft van een verkrijgende vennootschap die niet wordt beheerst door het Belgische recht, en die op de algemene vergadering van de te splitsen vennootschap tegen het voorstel voor de grensoverschrijdende splitsing heeft gestemd en dit voorafgaand aan de stemming als zodanig aan de vennootschap kenbaar heeft gemaakt, in voorkomend geval op het in het splitsingsvoorstel vermelde e-mailadres of op het in artikel 2:31 bedoelde e-mailadres, heeft het recht om uit de vennootschap te treden indien en in de mate waarin hij van dat recht gebruikmaakt op de algemene vergadering die tot de grensoverschrijdende splitsing besluit.

De uittreding geeft recht op terugbetaling van het effect aan een waarde die gelijk is aan de waarde van het effect zoals vermeld in het splitsingsvoorstel als bedoeld in artikel 12:124, tweede lid, 15^o.

De uitbetaling van dit scheidingsaandeel kan pas geschieden nadat de vennootschap is tegemoet gekomen aan de schuldeisers die binnen de in artikel 12:126, eerste lid, bedoelde termijn van drie maanden hun rechten hebben doen gelden, tenzij hun aanspraak om een zekerheid te verkrijgen bij een uitvoerbare rechterlijke beslissing is afgewezen, maar mag niet later plaatsvinden dan twee maanden nadat de grensoverschrijdende splitsing van kracht wordt overeenkomstig de toepasselijke wettelijke bepalingen.

De artikelen 5:142, 5:143, 6:115, 6:116 en 7:212 zijn niet van toepassing.

Evenmin zijn de artikelen 5:145, 5:154, 6:120 en 7:215 van toepassing.

Onverminderd artikel 12:17 blijven de verkrijgende vennootschappen hoofdelijk gehouden tot betaling van het effect. Voornoemde aansprakelijkheid is beperkt tot het nettoactief dat aan ieder van die vennootschappen wordt toegekend.

In geval van een met een splitsing gelijkgestelde verrichting wordt de gesplitste vennootschap als een verkrijgende vennootschap beschouwd voor de toepassing van paragraaf 1, zesde lid, waarbij de aansprakelijkheid van de gesplitste vennootschap is beperkt tot het nettoactief dat zij behoudt.

Een houder van aandelen of winstbewijzen die op de algemene vergadering tegen het voorstel voor de grensoverschrijdende splitsing heeft gestemd op de wijze zoals voorzien in het eerste lid en die geen genoegen neemt met de in artikel 12:124, tweede lid, 15^o, geboden geldelijke vergoeding, kan het geschil binnen één maand vanaf de datum van de algemene vergadering die tot de grensoverschrijdende splitsing besluit voorleggen aan de voorzitter van de ondernemingsrechtbank van de zetel van de splitsende vennootschap, zitting houdend in kort geding. Dit geschil ontslaat de vennootschap niet de door haar geboden geldelijke vergoeding als bedoeld in artikel 12:124, tweede lid, 15^o, uit te betalen binnen de door het derde lid gestelde grenzen.

De terugbetaling kan ook gebeuren door de verkrijgende vennootschappen.

De aandelen van de uittredende vennoot of aandeelhouder worden vernietigd op het moment dat de grensoverschrijdende splitsing van kracht wordt overeenkomstig de toepasselijke wettelijke bepalingen.

§ 2. Elke vennoot of aandeelhouder die geen gebruik heeft gemaakt van het in paragraaf 1 bedoelde uittrederecht, ten laatste op de algemene vergadering melding heeft gemaakt dat hij geen genoegen

actions proposé à l'article 12:124, alinéa 2, 5°, et qui a voté contre le projet de scission transfrontalière à l'assemblée générale de la société à scinder et l'a fait retranscrire tel quel dans le procès-verbal de l'assemblée générale, peut saisir le président du tribunal de l'entreprise du siège de la société qui se scinde, statuant en référé, d'une demande de paiement en espèces, dans les trente jours qui suivent la date de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur la scission transfrontalière.

Avec l'accord de l'associé ou de l'actionnaire, le paiement en espèces visé à l'alinéa 1^{er} peut être remplacé par une attribution d'actions ou par une autre rémunération en nature.

§ 3. En cas d'opération assimilée à une scission, visée à l'article 12:8, 2^o et 3^o, le présent article n'est pas d'application."

Art. 58. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:138 rédigé comme suit :

"Art. 12:138. Le notaire visé à l'article 12:133 doit vérifier et attester l'existence et la légalité, tant interne qu'externe, des actes et formalités incombant à la société auprès de laquelle il instrumente. À cette fin, il délivre sans délai et au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de réception des documents et informations visés à l'alinéa 2, un certificat attestant de façon incontestable l'accomplissement correct des actes et des formalités préalables à la scission transfrontalière.

Les documents suivants sont joints à la demande du certificat préalable à la scission transfrontalière, dans le cas d'une scission transfrontalière par absorption, par chaque société qui participe à la scission et qui relève du droit belge ou, dans le cas d'une scission par constitution de nouvelles sociétés, par la société qui se scinde qui relève du droit belge, auprès du notaire visé à l'alinéa 1^{er}, pour autant que ces documents n'aient pas été transmis antérieurement au notaire :

1^o le projet de scission transfrontalière;

2^o le cas échéant, le rapport et l'avis joint visé à l'article 12:127, ainsi que le rapport visé à l'article 12:128;

3^o toutes les remarques introduites conformément à l'article 12:125, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o;

4^o des informations relatives à l'approbation visée à l'article 12:130 par l'assemblée générale ou, dans le cas visé à l'article 12:131, § 2, par l'organe d'administration;

5^o des informations relatives au nombre de travailleurs au moment de l'établissement du projet de scission transfrontalière;

6^o des informations sur l'existence de filiales et leur situation géographique;

7^o un certificat établi par l'administration du Service Public Fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales dont il ressort si des sommes sont dues par la société au titre des créances fiscales et non fiscales dont la perception et le recouvrement sont assurés par cette administration, un certificat établi par les organismes percepteurs de cotisations précisant si des cotisations de sécurité sociale, majorations de cotisations et intérêts de retard sont dus par la société, et un certificat établi par les organismes percepteurs de cotisations précisant si des créances visées à l'article 16bis de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants sont dues par la société; ces certificats sont délivrés dans un délai de trente jours à dater de l'introduction de la demande et ne peuvent pas dater de plus de trente jours lors de leur transfert au notaire. Le Roi peut déterminer les modalités auxquelles ce certificat doit répondre.

Cette demande peut être introduite par courrier ordinaire ou par e-mail.

Le notaire visé à l'alinéa 1^{er} vérifie :

1^o si le projet de scission transfrontalière contient des informations sur les procédures selon lesquelles, conformément à la convention collective de travail n° 94 du 29 avril 2008, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 94/1 du 20 décembre 2022, les modalités relatives à la participation des travailleurs sont fixées et sur les options possibles pour ces modalités;

2^o les documents visés à l'alinéa 2;

3^o le cas échéant, une mention par la société du fait que la procédure visée dans la convention collective de travail n° 94 du 29 avril 2008, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 94/1 du 20 décembre 2022, a été engagée.

neemt met de in artikel 12:124, tweede lid, 5°, voorgestelde ruilverhouding van de aandelen, op de algemene vergadering van de te splitsen vennootschap tegen het voorstel voor de grensoverschrijdende splitsing heeft gestemd en dit als zodanig op de algemene vergadering laat notuleren, kan binnen de dertig dagen vanaf de datum van de algemene vergadering die tot de grensoverschrijdende splitsing besluit de voorzitter van de ondernemingsrechtbank van de zetel van de splitsende vennootschap, zitting houdend in kort geding om een betaling in geld verzoeken.

Met toestemming van de vennoot of aandeelhouder kan de in het eerste lid bedoelde betaling in geld worden vervangen door een toekenning van aandelen of in een andere vergoeding in natura.

§ 3. In geval van de met splitsing gelijkgestelde verrichting als bedoeld in artikel 12:8, 2^o en 3^o, is dit artikel niet van toepassing."

Art. 58. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:138 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:138. De in artikel 12:133 bedoelde notaris moet na onderzoek het bestaan en zowel de interne als de externe wettigheid bevestigen van de rechtshandelingen en formaliteiten waartoe de vennootschap waarvoor hij optreedt, is gehouden. Hier toe geeft hij onverwijd en uiterlijk binnen de twee maanden na de datum van ontvangst van de documenten en informatie bedoeld in het tweede lid een attest af waaruit afdoende blijkt dat de aan de grensoverschrijdende splitsing voorafgaande handelingen en formaliteiten correct zijn vervuld.

Bij de aanvraag van het aan de grensoverschrijdende splitsing voorafgaande attest, in geval van grensoverschrijdende splitsing door overneming, door iedere vennootschap die deelneemt aan de splitsing en onder het Belgische recht valt of, in geval van grensoverschrijdende splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen, door de splitsende vennootschap die onder het Belgische recht valt, bij de in het eerste lid bedoelde notaris worden volgende documenten gevoegd, voor zover deze documenten niet eerder aan de notaris werden overgemaakt:

1^o het voorstel voor een grensoverschrijdende splitsing;

2^o in voorkomend geval, het verslag en het aangehechte advies bedoeld in artikel 12:127, alsmede het verslag bedoeld in artikel 12:128;

3^o alle overeenkomstig artikel 12:125, § 1, eerste lid, 2^o, ingediende opmerkingen;

4^o informatie over de in artikel 12:130 bedoelde goedkeuring door de algemene vergadering of, in het geval bedoeld in artikel 12:131, § 2, door het bestuursorgaan;

5^o informatie over het aantal werknemers ten tijde van het opstellen van het voorstel voor de grensoverschrijdende splitsing;

6^o informatie over het bestaan van dochtervennootschappen en hun respectieve geografische ligging;

7^o een certificaat opgemaakt door de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldborderingen waaruit blijkt of er door de vennootschap sommen verschuldigd zijn uit hoofde van fiscale en niet-fiscale schuldborderingen waarvan de inning en de invordering door deze administratie worden verzekerd, een certificaat opgemaakt door de inningsinstellingen van sociale zekerheidsbijdragen waaruit blijkt of er door de vennootschap nog sociale zekerheidsbijdragen, bijdrageopslagen en verwijlntresten verschuldigd zijn, en een certificaat opgemaakt door de inningsinstellingen van de bijdragen waaruit blijkt of er door de vennootschap schuldborderingen zoals bedoeld in artikel 16bis van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut van de zelfstandige verschuldigd zijn; deze certificaten worden uitgereikt binnen een termijn van dertig dagen na de indiening van aanvraag en mogen bij het overmaken aan de notaris niet ouder zijn dan dertig dagen. De Koning kan de modaliteiten bepalen waaraan dit certificaat moet voldoen.

Deze aanvraag kan per gewone post of per e-mail geschieden.

De in het eerste lid bedoelde notaris gaat over tot de controle:

1^o of het voorstel voor de grensoverschrijdende splitsing informatie bevat over de procedures volgens dewelke, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94/1 van 20 december 2022, regelingen inzake werknemersmedezeggenschap worden vastgesteld en over de mogelijke opties voor deze regelingen;

2^o van de in het tweede lid bedoelde documenten;

3^o in voorkomend geval, van een vermelding door de vennootschap dat de in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94/1 van 20 december 2022 bedoelde procedure van start is gegaan.

Si le notaire constate que les actes et formalités préalables à la scission transfrontalière n'ont pas été accomplis ou que les créanciers exigeant en justice une sûreté supplémentaire ou toute autre garantie conformément à l'article 12:126 n'ont pas obtenu satisfaction, à moins qu'une décision judiciaire exécutoire n'ait rejeté leurs prétentions, il ne délivre pas le certificat préalable à la scission et informe la société des raisons de sa décision. Dans ce cas, le notaire peut accorder un délai de régularisation qui ne peut pas dépasser deux mois.

Si le notaire constate qu'une scission transfrontalière a été réalisée à des fins abusives ou frauduleuses menant ou visant à se soustraire au droit de l'Union ou au droit national ou à le contourner, ou à des fins criminelles, il ne délivre pas le certificat préalable à la scission. Lors de l'appréciation, le notaire doit prendre en compte l'ensemble des faits et circonstances pertinents dont il a pris connaissance – comme des facteurs indicatifs, s'ils présentent un intérêt et ne sont pas pris isolément – dans le cadre du contrôle visé à l'alinéa 1^{er}, notamment par la consultation des autorités publiques visées à l'alinéa 2, 7^o.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} peut être prolongé de deux mois maximum afin que le notaire puisse prendre en considération les informations complémentaires ou effectuer des recherches complémentaires.

Si le notaire estime qu'en raison de la complexité de la procédure transfrontalière, le certificat ne peut être délivré dans les délais mentionnés aux alinéas 1^{er} et 7, il informe la société des raisons du retard avant l'expiration de ces délais.

En vue du contrôle visé à l'alinéa 1^{er}, le notaire peut demander à la société et à toute autorité publique pertinente les informations nécessaires et également faire appel à un expert indépendant.

Le certificat visé à l'alinéa 1^{er} est déposé et publié conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1^o.

Lorsque la société scindée est une société à responsabilité limitée, une société coopérative ou une société anonyme belge et que toutes les nouvelles sociétés ont l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises transmet le certificat visé à l'alinéa 1^{er} ainsi que les données y liées, mentionnées dans le règlement d'exécution 2021/1042/UE de la Commission du 18 juin 2021 fixant les modalités d'application de la directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil établissant les spécifications techniques et les procédures nécessaires au système d'interconnexion des registres et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2020/2244 de la Commission, via le système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée et après qu'ils sont rendus disponibles à partir du dossier visé à l'article 2:7, aux registres des États membres des nouvelles sociétés et en vue d'une mise à disposition du public."

Art. 59. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:139 rédigé comme suit :

"Art. 12:139. § 1^{er}. Dans le cas d'une scission transfrontalière par constitution de nouvelles sociétés, pour la constitution de nouvelles sociétés régies par le droit belge, chacune d'elles est soumise, sous réserve des paragraphes 2 et 3, à toutes les conditions que le présent code prévoit pour la forme de société qui a été choisie. Les articles 5:4, 6:5 et 7:3 ne sont pas d'application.

§ 2. Quelle que soit la forme de la nouvelle société, la constitution de celle-ci doit être constatée par acte authentique. Cet acte reproduit, le cas échéant, les conclusions du rapport, visé à l'article 12:128, du commissaire, du réviseur d'entreprises ou de l'expert-comptable certifié. Le cas échéant, le notaire doit également contrôler que les modalités relatives à la participation des travailleurs ont été fixées formellement conformément à la convention collective de travail n° 94 du 29 avril 2008, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 94/1 du 20 décembre 2022.

Lorsque la société scindée est régie par un droit étranger, celle-ci présente au notaire recevant l'acte visé à l'alinéa 1^{er} une copie du projet de scission transfrontalière approuvé par l'organe compétent ainsi que des pièces attestant qu'elle a respecté les prescriptions étrangères applicables en la matière.

Indien de notaris vaststelt dat de aan de grensoverschrijdende splitsing voorafgaande handelingen en formaliteiten niet zijn vervuld, of dat de schuldeisers die overeenkomstig artikel 12:126 een bijkomende zekerheid of enige andere waarborg in rechte vorderen geen voldoening hebben gekregen, tenzij hun aanspraken bij een uitvoerbare rechterlijke beslissing zijn afgewezen, dan geeft hij het aan de splitsing voorafgaande attest niet af en stelt hij de vennootschap in kennis van de redenen voor zijn besluit. In dat geval kan de notaris een regularisatietermijn toekennen die maximaal twee maanden kan bedragen.

Indien de notaris vaststelt dat een grensoverschrijdende splitsing is opgezet voor onrechtmatige of frauduleuze doeleinden die leiden tot of gericht zijn op ontduiking of omzeiling van Unie- of nationaal recht, of voor criminale doeleinden, dan geeft hij het aan de splitsing voorafgaande attest niet af. Bij de beoordeling moet de notaris alle relevante feiten en omstandigheden in aanmerking nemen, zoals indicatieve factoren, indien van belang en niet op zichzelf beschouwd, waarvan hij in het kader van het in het eerste lid bedoelde toezicht, onder meer door raadpleging van de in het tweede lid, 7^o, bedoelde overheidsinstanties, kennis heeft genomen.

De in het eerste lid bedoelde termijn kan met twee maanden worden verlengd opdat de notaris rekening kan houden met aanvullende informatie of om aanvullende onderzoeksactiviteiten te verrichten.

Indien de notaris oordeelt dat het attest niet kan worden aangeleverd vanwege de complexiteit van de grensoverschrijdende procedure binnen de in het eerste en zevende lid vermelde termijnen, stelt hij de vennootschap vóór het verstrijken van die termijnen in kennis van de redenen voor de vertraging.

Met het oog op het in het eerste lid bedoelde toezicht kan de notaris van de vennootschap en iedere relevante overheidsinstantie de nodige informatie opvragen, alsook een beroep doen op een onafhankelijke deskundige.

Het in het eerste lid bedoelde attest wordt neergelegd en bekendgemaakt overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1^o.

Wanneer een Belgische gesloten vennootschap, coöperatieve vennootschap of naamloze vennootschap wordt gesplitst door oprichting van nieuwe vennootschappen en alle nieuwe vennootschappen een van de in bijlage II bij richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017 vermelde vormen hebben, maakt de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen het in het eerste lid bedoelde attest en de hieraan gekoppelde gegevens, vermeld in Uitvoeringsverordening 2021/1042/EU van de Commissie van 18 juni 2021 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Richtlijn (EU) 2017/1132 van het Europees Parlement en de Raad met betrekking tot technische specificaties en procedures voor het systeem van gekoppelde registers en tot intrekking van Uitvoeringsverordening (EU) 2020/2244 van de Commissie, via het Europees systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemd richtlijn en nadat deze beschikbaar zijn gesteld vanuit het in artikel 2:7 bedoelde dossier, over aan de registers van de lidstaten van de nieuwe vennootschappen en met het oog op de terbeschikkingstelling ervan aan het publiek."

Art. 59. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:139 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:139. § 1. In geval van een grensoverschrijdende splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen gelden voor de oprichting van nieuwe vennootschappen die door het Belgische recht worden beheert, onder voorbehoud van de paragrafen 2 en 3, voor ieder van hen alle voorwaarden die dit wetboek voor de gekozen vennootschaps-vorm stelt. De artikelen 5:4, 6:5 en 7:3 zijn niet van toepassing.

§ 2. Ongeacht de rechtsvorm van de nieuwe vennootschap, moet haar oprichting bij authentieke akte worden vastgesteld. In die akte worden, in voorkomend geval, de conclusies van het in artikel 12:128 bedoelde verslag van de commissaris of de bedrijfsrevisor of gecertificeerd accountant opgenomen. De notaris moet er zich, in voorkomend geval, tevens van vergewissen dat de regelingen voor de medezeggenschap van de werknemers formeel zijn vastgesteld overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94/1 van 20 december 2022.

Wanneer de gesplitste vennootschap wordt beheert door buitenlands recht, legt deze een kopie van het voorstel voor de grensoverschrijdende splitsing dat door het bevoegde orgaan is goedgekeurd, alsook stukken waaruit blijkt dat deze de desbetreffende toepasselijke buitenlandse voorschriften heeft nageleefd voor aan de notaris die de in het eerste lid bedoelde akte verlijdt.

S'agissant de la société scindée ayant l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, le notaire consulte le certificat préalable à la scission transfrontalière qu'il accepte comme preuve concluante de ce que les prescriptions étrangères applicables ont été respectées.

Le certificat est transmis par le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises à un système de banque de données électronique qui fait partie du dossier de la personne morale et géré par la Fédération royale du notariat belge, après réception via le système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée.

§ 3. Si un rapport a été établi conformément à l'article 12:128, les articles 7:7, 7:12, 7:13, alinéa 2, deuxième phrase, et 7:14, alinéa 1^{er}, 2^o et 7^o, ne s'appliquent pas à la société anonyme, à la société européenne et à la société coopérative européenne issues de la scission transfrontalière par constitution de nouvelles sociétés.

Si un rapport a été établi conformément à l'article 12:128, les articles 5:7, 5:9 et 5:12, alinéa 1^{er}, 2^o et 5^o, ne s'appliquent pas à la société à responsabilité limitée issue de la scission transfrontalière par constitution de nouvelles sociétés.

Si un rapport a été établi conformément à l'article 12:128, les articles 6:8, 6:10 et 6:13, alinéa 1^{er}, 2^o et 5^o, ne s'appliquent pas à la société coopérative issue de la scission transfrontalière par constitution de nouvelles sociétés.

§ 4. Les articles 2:7, 2:8, 2:12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 2:13 sont d'application à l'acte de constitution de chaque nouvelle société régie par le droit belge.

§ 5. Lorsque la scission transfrontalière par constitution de nouvelles sociétés vise uniquement des sociétés ayant l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 et qu'au moins une des nouvelles sociétés est une société à responsabilité limitée, une société coopérative ou une société anonyme belge, le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises notifie au registre de l'État membre de la société scindée via le système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée l'inscription de cette nouvelle société dans le registre belge des personnes morales.

§ 6. Lorsque la société scindée est une société à responsabilité limitée, une société coopérative ou une société anonyme belge et que toutes les nouvelles sociétés sont des sociétés ayant l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises, après réception, via le système d'interconnexion des registres précité, des notifications des registres des États membres des nouvelles sociétés, procède à la radiation, dans le registre belge des personnes morales, de l'immatriculation de la société scindée, si cette société cesse d'exister suite à la scission.

Le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises publie la radiation conformément à l'article 2:14, 1^o, la transmet en vue d'une mise à disposition du public au système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée et procède à la modification des données reprises dans le registre belge des personnes morales."

Art. 60. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:140 rédigé comme suit :

"Art. 12:140. § 1^{er}. Si une ou plusieurs des nouvelles sociétés sont régies par le droit belge, la scission par constitution de nouvelles sociétés prend effet à condition que les nouvelles sociétés aient été constituées conformément au droit qui est leur applicable et au plus tôt à la date à laquelle le notaire instrumentant a constaté la réalisation de la scission à la requête de la société scindée, sur présentation des certificats et autres documents justificatifs de l'opération et de la constitution. À cet effet, les instances étrangères compétentes de la ou des sociétés relevant d'un droit étranger délivrent un certificat attestant l'accomplissement correct des actes et formalités préalables à la scission, ainsi qu'à la constitution si d'application, conformément au droit applicable à ces sociétés.

L'acte du notaire instrumentant est déposé et publié par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1^o.

Lorsque toutes les sociétés étrangères concernées ont l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, la société scindée est

Voor de gesplitste vennootschap met een vorm zoals genoemd in bijlage II van richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017, raadpleegt de notaris het aan de grensoverschrijdende splitsing voorafgaande attest dat hij als afdoend bewijs aanvaardt dat de toepasselijke buitenlandse voorschriften zijn nageleefd.

Het attest wordt door de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen overgemaakt aan een elektronisch databanksysteem dat deel uitmaakt van het dossier van de rechtspersoon en dat wordt beheerd door de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat, na ontvangst via het Europese systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemde richtlijn.

§ 3. Indien een verslag werd opgesteld overeenkomstig artikel 12:128, zijn de artikelen 7:7, 7:12 en 7:13, tweede lid, tweede volzin, en 7:14, eerste lid, 2^o en 7^o, niet van toepassing op de naamloze vennootschap, de Europese vennootschap en de Europese coöperatieve vennootschap die door de grensoverschrijdende splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen tot stand zijn gekomen.

Indien een verslag werd opgesteld overeenkomstig artikel 12:128, zijn de artikelen 5:7, 5:9 en 5:12, eerste lid, 2 en 5^o, niet van toepassing op de besloten vennootschap die door de grensoverschrijdende splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen tot stand is gekomen.

Indien een verslag werd opgesteld overeenkomstig artikel 12:128, zijn de artikelen 6:8, 6:10 en 6:13, eerste lid, 2^o en 5^o, niet van toepassing op de coöperatieve vennootschap die door de grensoverschrijdende splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen tot stand is gekomen.

§ 4. De artikelen 2:7, 2:8, 2:12, § 1, eerste lid, en 2:13 zijn van toepassing op de oprichtingsakte van iedere nieuwe vennootschap die door het Belgische recht wordt beheert.

§ 5. Indien de grensoverschrijdende splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen enkel betrekking heeft op vennootschappen met een vorm die voorkomt in bijlage II van richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017 en minstens één van de nieuwe vennootschappen een Belgische besloten vennootschap, coöperatieve vennootschap of naamloze vennootschap is, notificeert de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen via het Europese systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemde richtlijn aan het register in de lidstaat van de gesplitste vennootschap de inschrijving van deze nieuwe vennootschap in het Belgische rechtspersonenregister.

§ 6. Indien de gesplitste vennootschap een Belgische besloten vennootschap, coöperatieve vennootschap of naamloze vennootschap is in alle nieuwe vennootschappen een vorm hebben die voorkomt in bijlage II van Richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017 haalt de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen, na ontvangst, via het Europese systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemde richtlijn, van de mededelingen van de registers van de lidstaten van de nieuwe vennootschappen, de inschrijving in het Belgische rechtspersonenregister door van de gesplitste vennootschap, indien die vennootschap bij de splitsing ophoudt te bestaan.

De beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen maakt deze doorhaling bekend overeenkomstig artikel 2:14, 1^o, maakt deze over via het Europese systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemde richtlijn met het oog op de openbaarmaking aan het publiek en gaat over tot wijziging van de gegevens vermeldt in het Belgische rechtspersonenregister."

Art. 60. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:140 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:140. § 1. Indien één of meerdere van de nieuwe vennootschappen door het Belgische recht worden beheert, wordt de splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen van kracht op voorwaarde dat de nieuwe vennootschappen zijn opgericht overeenkomstig het op hen toepasselijke recht en ten vroegste op de datum waarop de instrumenterende notaris de voltooiing van de splitsing heeft vastgesteld op verzoek van de gesplitste vennootschap, op voorlegging van de attesteren en andere documenten die de verrichting en oprichting rechtvaardigen. Hier toe leveren de bevoegde buitenlandse instanties van de vennootschap of vennootschappen die onder een buitenlands recht vallen een attest af waaruit afdoende blijkt dat de aan de splitsing voorafgaande handelingen en formaliteiten, alsook de oprichting indien van toepassing, correct zijn verricht overeenkomstig het recht van toepassing op deze vennootschappen.

De akte van de instrumenterende notaris wordt neergelegd en bij uitreksel bekendgemaakt overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1^o.

Indien alle betrokken buitenlandse vennootschappen een vorm hebben die voorkomt in bijlage II van Richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017, de gesplitste

une société étrangère et au moins une des nouvelles sociétés est une société à responsabilité limitée, une société coopérative ou une société anonyme belge, le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises publie la notification, reçue via le système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée, de la prise d'effet de la scission transfrontalière par constitution de nouvelles sociétés conformément à l'article 2:14, 1°.

§ 2. Si seule la société scindée est régie par le droit belge, le droit applicable aux nouvelles sociétés détermine le moment où la scission prend effet. Toutefois, la scission par constitution de nouvelles sociétés ne prend effet que si le notaire instrumentant a délivré le certificat mentionné à l'article 12:138.

La radiation de l'immatriculation au registre belge des personnes morales ne peut avoir lieu au plus tôt qu'à la réception par les instances étrangères compétentes d'une preuve de la prise d'effet de la scission. L'organe d'administration de la société scindée publie cette radiation aux Annexes du *Moniteur belge*.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, si la société scindée est une société à responsabilité limitée, une société coopérative ou une société anonyme belge et que toutes les nouvelles sociétés ayant l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, la scission transfrontalière par constitution de nouvelles sociétés prend effet à la date à laquelle le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises a reçues toutes les communications visées à l'article 12:139, § 6, pour autant que l'acte visé à l'article 133 a été reçu et le certificat visé à l'article 138 délivré.

Le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises transmet la prise d'effet de la scission transfrontalière visée à l'alinéa 1^{er} via le système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 aux registres des États membres des nouvelles sociétés."

Art. 61. Dans le même chapitre 2, il est inséré un article 12:141 rédigé comme suit :

"Art. 12:141. § 1^{er}. Si une ou plusieurs des sociétés bénéficiaires sont régies par le droit belge, la scission transfrontalière par absorption prend effet à condition que les sociétés concernées aient pris des décisions concordantes conformément au droit qui leur est applicable et au plus tôt à la date à laquelle le notaire instrumentant aura constaté la réalisation de la scission à la requête des sociétés participant à la scission par absorption, sur présentation des certificats et autres documents justificatifs de l'opération. À cet effet, les instances étrangères compétentes de la ou des sociétés régies par un droit étranger délivrent un certificat attestant de façon incontestable l'accomplissement correct des actes et formalités préalables à la scission conformément au droit qui régit ces sociétés.

L'acte du notaire instrumentant est déposé et publié par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1°.

§ 2. Si seule la société scindée est régie par le droit belge, le droit qui régit les sociétés bénéficiaires détermine le moment où prend effet la scission transfrontalière par absorption. Toutefois, la scission transfrontalière par absorption ne prend effet que si les sociétés concernées ont pris des décisions concordantes et que le notaire instrumentant a délivré le certificat mentionné à l'article 12:135.

La radiation de l'immatriculation au registre belge des personnes morales ne peut avoir lieu au plus tôt qu'à la réception par les instances étrangères compétentes d'une preuve de la prise d'effet de la scission. L'organe d'administration de la société scindée publie cette radiation aux Annexes du *Moniteur belge*."

CHAPITRE 6. — Transformation

Section 1^{re}. — Transformation nationale

Art. 62. À l'article 14:8 du Code des sociétés et des associations, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le texte néerlandais du paragraphe 1^{er}, phrase introductory, le mot "beslist" est remplacé par le mot "besluit";

2° au paragraphe 1^{er}, 1°, les mots "ou parts" sont abrogés;

vennootschap een buitenlandse vennootschap is en minstens één van de nieuwe vennootschappen een Belgische besloten vennootschap, coöperatieve vennootschap of naamloze vennootschap is, maakt de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen de notificatie, ontvangen via het Europees systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemd richtlijn, dat de grensoverschrijdende splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen van kracht is geworden bekend overeenkomstig artikel 2:14, 1°.

§ 2. Indien enkel de gesplitste vennootschap door het Belgische recht wordt beheerst, bepaalt het recht van toepassing op de nieuwe vennootschappen wanneer de splitsing van kracht wordt. Niettemin wordt de splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen slechts van kracht op voorwaarde dat de instrumenterende notaris het in artikel 12:138 bedoelde attest heeft afgeleverd.

De doorhaling van de inschrijving in het Belgische rechtspersonenregister mag niet eerder plaatsvinden dan bij ontvangst van een bewijs door de bevoegde buitenlandse instanties dat de splitsing van kracht is geworden. Het bestuursorgaan van de gesplitste vennootschap maakt deze doorhaling bekend in de Bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 wordt, indien de gesplitste vennootschap een Belgische besloten vennootschap, coöperatieve vennootschap of naamloze vennootschap is en alle nieuwe vennootschappen een vorm hebben die voorkomt in bijlage II van Richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017, de grensoverschrijdende splitsing door oprichting van nieuwe vennootschappen van kracht op de datum waarop de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen alle mededelingen bedoeld in artikel 12:139, § 6, heeft ontvangen, voor zover de akte bedoeld in artikel 133 is verleden en het attest bedoeld in artikel 138 is afgegeven.

De beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen maakt het in het eerste lid bedoelde van kracht worden van de grensoverschrijdende splitsing over via het Europees systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017 aan de registers van de lidstaten van de nieuwe vennootschappen."

Art. 61. In hetzelfde hoofdstuk 2 wordt een artikel 12:141 ingevoegd, luidende:

"Art. 12:141. § 1. Indien één of meerdere van de verkrijgende vennootschappen door het Belgische recht worden beheerst, wordt de grensoverschrijdende splitsing door overneming van kracht op voorwaarde dat de betrokken vennootschappen daartoe overeenstemmende besluiten hebben genomen overeenkomstig het op hen toepasselijke recht en ten vroegste op de datum waarop de instrumenterende notaris de voltooiing van de splitsing heeft vastgesteld op verzoek van de vennootschappen die deelnemen aan de grensoverschrijdende splitsing door overneming, op voorlegging van de attesten en andere documenten die de verrichting rechtvaardigen. Hier toe leveren de bevoegde buitenlandse instanties van de vennootschap of vennootschappen die door een buitenlands recht worden beheerst een attest af waaruit afdoende blijkt dat de aan de splitsing voorafgaande handelingen en formaliteiten correct zijn verricht overeenkomstig het recht dat deze vennootschappen beheert.

De akte van de instrumenterende notaris wordt neergelegd en bij uittreksel bekendgemaakt overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°.

§ 2. Indien enkel de gesplitste vennootschap door het Belgische recht wordt beheerst, bepaalt het recht dat de verkrijgende vennootschappen beheerst wanneer de grensoverschrijdende splitsing door overneming van kracht wordt. Niettemin wordt de grensoverschrijdende splitsing door overneming slechts van kracht op voorwaarde dat de betrokken vennootschappen daartoe overeenstemmende besluiten hebben genomen en dat de instrumenterende notaris het in artikel 12:135 vermelde attest heeft afgeleverd.

De doorhaling van de inschrijving in het Belgische rechtspersonenregister mag niet eerder plaatsvinden dan bij ontvangst van een bewijs door de bevoegde buitenlandse instanties dat de splitsing van kracht is geworden. Het bestuursorgaan van de gesplitste vennootschap maakt deze doorhaling bekend in de Bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK 6. — Omzetting

Afdeling 1. — Nationale omzetting

Art. 62. In artikel 14:8 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, inleidende zin, wordt het woord "beslist" vervangen door het woord "besluit";

2° in de Franse tekst van paragraaf 1, 1°, worden de woorden "ou parts" opgeheven;

3° au paragraphe 1^{er}, 2^o, a), les mots "quatre cinquièmes" sont remplacés par les mots "trois quarts" et le a) est complété par les mots ", sans qu'il soit tenu compte des abstentions au numérateur ou au dénominateur";

4° au paragraphe 1^{er}, 2^o, le b) est abrogé.

5° au paragraphe 2, alinéa 2, la première phrase est complétée par les mots "dans ce vote";

6° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

"§ 3. Lorsque le quorum de présence visé au paragraphe 1^{er} n'est pas atteint, une deuxième assemblée peut être convoquée. Cette assemblée peut valablement délibérer et statuer sur la transformation avec les majorités visées au présent article, quel que soit le nombre d'actionnaires présents ou représentés.";

7° au paragraphe 4, phrase introductory, les mots "L'accord" sont remplacés par les mots "Par dérogation aux paragraphes 1^{er} à 3, l'accord".

Section 2. — Transformation transfrontalière

Art. 63. Dans la partie 4, livre 14, titre 1^{er}, chapitre 3, du même Code, l'intitulé de la section 1^{re} est remplacé par ce qui suit :

"Dispositions générales".

Art. 64. Dans la partie 4, livre 14, titre 1^{er}, chapitre 3, section 1^{re}, du même Code, il est inséré une sous-section 1^{re}, comportant les articles 14:15, 14:16 et 14:17, intitulée "Dispositions introducives".

Art. 65. À l'article 14:16 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot "statutaire" est abrogé;

2° l'article est complété par les mots ", et est soumise aux effets juridiques visés à l'article 14:17/1".

Art. 66. L'article 14:17 du même Code est remplacé par ce qui suit :

"Art. 14:17. Sont exclus de l'application du présent chapitre :

1° les sociétés publiques d'investissement à capital variable visées à l'article 15 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances;

2° les sociétés en liquidation;

3° les établissements de crédit soumis au livre II, titre VIII, de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

4° les sociétés soumises à une procédure d'insolvabilité."

Art. 67. Dans la partie 4, livre 14, titre 1^{er}, chapitre 3, section 1^{re}, du même Code, il est inséré une sous-section 2 intitulée "Effets juridiques de la transformation transfrontalière".

Art. 68. Dans la sous-section 2, insérée par l'article 67, il est inséré un article 14:17/1 rédigé comme suit :

"Art. 14:17/1. La transformation transfrontalière entraîne à partir de la date de la prise d'effet de la transformation transfrontalière les effets juridiques suivants :

1° les associés ou actionnaires demeurent associés ou actionnaires dans la société transformée, sauf s'ils ont démissionné conformément aux dispositions légales applicables;

2° l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société continue d'exister dans la société transformée."

Art. 69. Dans la partie 4, livre 14, titre 1^{er}, chapitre 3, section 1^{re}, du même Code, il est inséré une sous-section 3 intitulée "Nullité de la transformation transfrontalière".

Art. 70. Dans la sous-section 3, insérée par l'article 69, il est inséré un article 14:17/2 rédigé comme suit :

"Art. 14:17/2. La nullité d'une transformation transfrontalière ayant pris effet conformément aux dispositions légales applicables ne peut être prononcée."

Art. 71. L'article 14:18 du même Code est remplacé par ce qui suit :

"Art. 14:18. L'organe d'administration établit le projet de transformation transfrontalière par acte authentique ou par acte sous signature privée."

3° in paragraaf 1, 2^o, a) worden de woorden "vier vijfde" vervangen door de woorden "drie vierde", en wordt de bepaling onder a) aangevuld met de woorden ", waarbij de onthoudingen in de teller noch in de noemer worden meegekend";

4° in paragraaf 1, 2^o, wordt de bepaling onder b) opgeheven;

5° in de Franse tekst van paragraaf 2, tweede lid, wordt de eerstezin aangevuld met de woorden "dans ce vote";

6° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

"§ 3. Indien het in paragraaf 1 bedoelde aanwezigheidsquorum niet wordt behaald, kan een tweede vergadering worden bijeengeroepen, die geldig kan beraadslagen en besluiten over de omzetting met de meerderheden bedoeld in dit artikel, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders.";

7° in paragraaf 4, inleidende zin, wordt het woord "De" vervangen door de woorden "In afwijking van de paragrafen 1 tot 3 is de" en wordt het woord "is" opgeheven.

Afdeling 2. — Grensoverschrijdende omzetting

Art. 63. In deel 4, boek 14, titel 1, hoofdstuk 3, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van afdeling 1 vervangen als volgt:

"Algemene bepalingen".

Art. 64. In deel 4, boek 14, titel 1, hoofdstuk 3, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 1 ingevoegd die de artikelen 14:15, 14:16 en 14:17 bevat, luidende "Inleidende bepalingen".

Art. 65. In artikel 14:16 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "statutaire" wordt opgeheven;

2° het artikel wordt aangevuld met de woorden ", waarbij zij de rechtsgevolgen vermeld in artikel 14:17/1 ondergaat".

Art. 66. Artikel 14:17 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 14:17. Zijn uitgesloten van de toepassing van dit hoofdstuk:

1° de openbare beleggingsvennootschappen met veranderlijk kapitaal als bedoeld in artikel 15 van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen;

2° vennootschappen die in vereffening zijn;

3° kredietinstellingen die zijn onderworpen aan boek II, titel VIII van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen;

4° vennootschappen die zijn onderworpen aan een insolventieprocedure."

Art. 67. In deel 4, boek 14, titel 1, hoofdstuk 3, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, luidende "Rechtsgevolgen van grensoverschrijdende omzetting".

Art. 68. In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 67, wordt een artikel 14:17/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 14:17/1. De grensoverschrijdende omzetting heeft met ingang van de datum van het van kracht worden van de grensoverschrijdende omzetting de volgende rechtsgevolgen:

1° de vennooten of aandeelhouders blijven vennoten of aandeelhouders in de omgezette vennootschap, tenzij zij zijn uitgetreden overeenkomstig de toepasselijke wettelijke bepalingen;

2° het gehele vermogen van de vennootschap, zowel de rechten als de verplichtingen, bestaan voort in de omgezette vennootschap."

Art. 69. In deel 4, boek 14, titel 1, hoofdstuk 3, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, luidende "Nietigheid van de grensoverschrijdende omzetting".

Art. 70. In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 69, wordt een artikel 14:17/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 14:17/2. Een overeenkomstig de toepasselijke wettelijke bepalingen van kracht geworden grensoverschrijdende omzetting kan niet worden nietig verklaard."

Art. 71. Artikel 14:18 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 14:18. Het bestuursorgaan stelt bij authentieke of bij onderhandse akte het voorstel tot grensoverschrijdende omzetting op.

Ce projet mentionne au moins :

1° la forme légale, la dénomination, l'objet et le siège de la société avant la transformation transfrontalière;

2° la forme légale, la dénomination, l'objet et le siège de la société après la transformation transfrontalière;

3° une adresse électronique de la société à laquelle toute communication faite par les associés ou actionnaires, titulaires de parts bénéficiaires, créanciers et travailleurs est réputée être intervenue valablement;

4° le nom, la résidence et une adresse électronique du notaire qui délivrera le certificat visé à l'article 14:26 et devant lequel l'acte de transformation transfrontalière sera passée;

5° l'acte constitutif de la société dans l'État de destination, si le droit de cet État l'exige, ainsi que les statuts de la société après la transformation transfrontalière si ceux-ci figurent dans un acte séparé;

6° le calendrier indicatif proposé pour la transformation transfrontalière;

7° les droits attribués par la société après la transformation transfrontalière aux associés ou aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions, ou les mesures proposées à leur égard;

8° les garanties offertes par la société aux créanciers, telles que des cautionnements ou des gages, après la transformation transfrontalière;

9° les avantages particuliers attribués aux experts qui examinent le projet de transformation transfrontalière, ainsi qu'aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle de la société;

10° si la société a reçu des mesures d'incitation ou des subventions éventuelles dans les cinq années précédant la transformation transfrontalière;

11° une description précise de la soulté en espèces attribuée aux titulaires d'actions et de parts bénéficiaires, conformément à l'article 14:25/1;

12° les effets probables de la transformation transfrontalière sur l'emploi;

13° le cas échéant, des informations sur les procédures selon lesquelles sont fixées, conformément à la convention collective de travail n° 94 du 29 avril 2008, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 94/1 du 20 décembre 2022, les modalités relatives à l'implication des travailleurs dans la définition de leurs droits de participation dans la société transformée."

Art. 72. Dans la partie 4, livre 14, titre 1^{er}, chapitre 3, section 2, sous-section 1^{re}, du même Code, il est inséré un article 14:18/1 rédigé comme suit :

"Art. 14:18/1. § 1^{er}. Les documents suivants sont déposés et publiés dans leur intégralité au greffe du tribunal de l'entreprise du siège de la société conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1° :

1° le projet de transformation visé à l'article 14:18;

2° un avis aux titulaires d'actions et de parts bénéficiaires, aux créanciers et aux représentants des travailleurs de la société ou, en l'absence de tels représentants, aux travailleurs eux-mêmes, selon lequel ils peuvent formuler auprès de la société des observations sur le projet de transformation transfrontalière au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale.

Le dépôt a lieu au plus tard trois mois avant la décision de transformation transfrontalière visée à l'article 14:23.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, une société peut mettre à disposition sans frais les documents visés au paragraphe 1^{er} sur le site internet de la société durant une période ininterrompue d'au moins trois mois avant la date de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de transformation et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, au plus tard trois mois avant la décision de transformation transfrontalière mentionnée à l'article 14:23, les mentions suivantes au moins sont déposées et publiées par extrait conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1° :

Dit voorstel vermeldt ten minste:

1° de rechtsvorm, de naam, het voorwerp en de zetel van de vennootschap vóór grensoverschrijdende omzetting;

2° de rechtsvorm, de naam, het voorwerp en de zetel van de vennootschap na grensoverschrijdende omzetting;

3° een e-mailadres van de vennootschap waarop elke communicatie door de vennoten of aandeelhouders, houders van winstbewijzen, schuldeisers en werknemers wordt geacht geldig te zijn gebeurd;

4° de naam, de standplaats en een e-mailadres van de notaris die het in artikel 14:26 bedoelde attest zal afleveren en voor wie de grensoverschrijdende omzettingsakte zal worden verleend;

5° de oprichtingsakte van de vennootschap in de staat van bestemming, indien het recht van die staat dit vereist, en de statuten van de vennootschap na grensoverschrijdende omzetting indien die in een afzonderlijke akte zijn opgenomen;

6° het voorgestelde indicatieve tijdschema voor de grensoverschrijdende omzetting;

7° de rechten die de vennootschap na grensoverschrijdende omzetting zal toecken aan de vennoten of aandeelhouders met bijzondere rechten en aan de houders van andere effecten dan aandelen, of de jegens hen voorgestelde maatregelen;

8° de waarborgen, zoals garanties of pandrechten, die de vennootschap na grensoverschrijdende omzetting aan de schuldeisers zal bieden;

9° de bijzondere voordelen die worden toegekend aan de deskundigen die het voorstel voor een grensoverschrijdende omzetting onderzoeken evenals aan de leden van de bestuurs-, leidinggevende, toezichtthoudende of controlerende organen van de vennootschap;

10° of de vennootschap in de laatste vijf jaar voorafgaand aan de grensoverschrijdende omzetting eventuele stimulansen of subsidies heeft ontvangen;

11° een nadere omschrijving van de aangeboden geldelijke vergoeding voor houders van aandelen en winstbewijzen in overeenstemming met artikel 14:25/1;

12° de waarschijnlijke gevolgen van de grensoverschrijdende omzetting voor de werkgelegenheid;

13° in voorkomend geval, informatie over de procedures volgens welke, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94/1 van 20 december 2022, regelingen worden vastgesteld met betrekking tot de wijze waarop de werknemers bij de vaststelling van hun medezeggenschapsrechten in de omgezette vennootschap worden betrokken."

Art. 72. In deel 4, boek 14, titel 1, hoofdstuk 3, afdeling 2, onderafdeling 1, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 14:18/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 14:18/1. § 1. Op de griffie van de ondernemingsrechtbank van de zetel van de vennootschap worden de volgende stukken neergelegd en bekendgemaakt in hun geheel overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°:

1° het omzettingsvoorstel als bedoeld in artikel 14:18;

2° een kennisgeving aan de houders van aandelen en winstbewijzen, de schuldeisers en de vertegenwoordigers van de werknemers van de vennootschap of, indien er geen zulke vertegenwoordigers zijn, aan de werknemers zelf, dat zij uiterlijk vijf werkdagen vóór de datum van de algemene vergadering bij de vennootschap opmerkingen kunnen indienen betreffende het voorstel voor de grensoverschrijdende omzetting.

De neerlegging gebeurt uiterlijk drie maanden vóór het besluit tot grensoverschrijdende omzetting vermeld in artikel 14:23.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan een vennootschap de in paragraaf 1 bedoelde stukken, gedurende een ononderbroken periode van minstens drie maanden vóór de datum van de algemene vergadering die over het omzettingsvoorstel moet besluiten en die niet eerder eindigt dan bij de sluiting van die vergadering, kosteloos op de vennootschapswebsite beschikbaar stellen.

In het geval bedoeld in het eerste lid, worden uiterlijk drie maanden vóór het besluit tot grensoverschrijdende omzetting bedoeld in artikel 14:23 ten minste onderstaande gegevens neergelegd en bekendgemaakt bij uittreksel overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1°:

1° la forme légale, la dénomination, l'objet et le siège de la société avant la transformation transfrontalière, ainsi que la forme légale, la dénomination, l'objet et le siège après la transformation transfrontalière;

2° le registre des personnes morales, suivi de la mention du tribunal du siège de la société, et le numéro d'entreprise;

3° une indication des dispositions qui ont été prises en ce qui concerne l'exercice des droits des créanciers, des travailleurs, des associés ou des actionnaires et des porteurs de titres autres que des actions;

4° un lien hypertexte vers le site internet de la société où le projet de transformation transfrontalière, l'avis visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, le rapport visé à l'article 14:21 et des informations complètes concernant les dispositions visées dans le 3^o sont disponibles en ligne et sans frais.

§ 3. Lorsqu'une société à responsabilité limitée, une société coopérative ou une société anonyme belge se transforme en une société ayant l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises transmet, en vue d'une mise à disposition du public et après qu'ils sont rendus disponibles à partir du dossier visé à l'article 2:7, les données et documents tels que mentionnés dans les tableaux 6.1.1. a) et 6.1.1. b) du règlement d'exécution 2021/1042/UE de la Commission du 18 juin 2021 fixant les modalités d'application de la directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil établissant les spécifications techniques et les procédures nécessaires au système d'interconnexion des registres et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2020/2244 de la Commission, au système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée."

Art. 73. À l'article 14:19 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot "deux" est remplacé par le mot "trois", les mots "qui ne tirent aucune satisfaction des garanties offertes à l'article 14:18, 7^o," sont insérés entre les mots "envers la société" et les mots "ont, nonobstant", et le mot "supplémentaire" est inséré entre les mots "une sûreté" et les mots "ou toute autre garantie";

2° à l'alinéa 5, les mots "ou jouira" sont insérés entre les mots "dont jouit" et les mots "le créancier";

3° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Si la sûreté imposée par le président n'est pas fournie dans le délai qu'il a fixé, la créance devient immédiatement exigible.

La sûreté ou toute autre garantie visée à l'alinéa 1^{er} est conditionnée par la prise d'effet de la transformation transfrontalière conformément à la juridiction vers laquelle la société transfère son siège."

Art. 74. L'article 14:20 du même Code est remplacé par ce qui suit :

"Art. 14:20. L'organe d'administration établit un rapport écrit et circonstancié à l'intention des titulaires d'actions et de parts bénéficiaires et des travailleurs qui explique et justifie les aspects juridiques et économiques de la transformation transfrontalière et qui explique les implications de la transformation transfrontalière pour les travailleurs. Le rapport expose notamment les implications de la transformation transfrontalière en ce qui concerne les activités futures de la société.

La société peut intégrer les éléments visés aux alinéas 3 et 5 dans un seul rapport ou dans un rapport distinct à destination respectivement des titulaires d'actions et de parts bénéficiaires et des travailleurs contenant la section pertinente.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} mentionne pour les titulaires d'actions et de parts bénéficiaires :

1° un état résumant la situation active et passive de la société, arrêté à une date ne remontant pas à plus de quatre mois avant l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de transformation transfrontalière;

2° la soultre en espèces visée à l'article 14:25/1 et la ou les méthodes suivies pour la détermination de celle-ci, ainsi que l'importance relative qui est donnée à ces méthodes, l'évaluation à laquelle chaque méthode parvient et les difficultés éventuellement rencontrées;

1° de rechtsvorm, de naam, het voorwerp en de zetel van de vennootschap vóór de grensoverschrijdende omzetting, en de rechtsvorm, de naam, het voorwerp en de zetel na de grensoverschrijdende omzetting;

2° het rechtspersonenregister, gevolgd door de vermelding van de rechtbank van de zetel van de vennootschap, en het ondernemingsnummer;

3° een vermelding van de regels die voor de uitoefening van de rechten van de schuldeisers, de werknemers, de vennoten of aandeelhouders en de houders van andere effecten dan aandelen zijn getroffen;

4° een hyperlink naar de vennootschapswebsite waar het voorstel voor de grensoverschrijdende omzetting, de in paragraaf 1, eerste lid, 2^o, bedoelde kennisgeving, het verslag bedoeld in artikel 14:21, en volledige informatie over de in de bepaling onder 3^o bedoelde regelingen online en kosteloos verkrijgbaar zijn.

§ 3. Wanneer een Belgische besloten vennootschap, coöperatieve vennootschap of naamloze vennootschap zich omzet in een vorm zoals genoemd in bijlage II bij richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017, maakt de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen de gegevens en stukken zoals vermeld in de tabellen 6.1.1. a) en 6.1.1. b) van Uitvoeringsverordening 2021/1042/EU van de Commissie van 18 juni 2021 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Richtlijn (EU) 2017/1132 van het Europees Parlement en de Raad met betrekking tot technische specificaties en procedures voor het systeem van gekoppelde registers en tot intrekking van Uitvoeringsverordening (EU) 2020/2244 van de Commissie, met het oog op de terbeschikkingstelling ervan aan het publiek en nadat deze beschikbaar zijn gesteld vanuit het in artikel 2:7 bedoelde dossier, over aan het Europees systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemde richtlijn."

Art. 73. In artikel 14:19 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "twee" vervangen door het woord "drie", worden de woorden "die geen genoegen nemen met de in artikel 14:18, 7^o, geboden waarborgen" ingevoegd tussen de woorden "de schuldeisers" en de woorden "jegens de vennootschap", en wordt het woord "bijkomende" ingevoegd tussen het woord "een" en het woord "zekerheid";

2° in het vijfde lid worden de woorden "of zal beschikken" ingevoegd tussen de woorden "waarover de schuldeiser beschikt" en de woorden "of op de solvabiliteit";

3° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende:

"Indien de door de voorzitter opgelegde zekerheid niet binnen de door hem bepaalde termijn is gesteld, wordt de schuldvordering onverwijd opeisbaar.

De in het eerste lid bedoelde zekerheid of enige andere waarborg is afhankelijk van het van kracht worden van de grensoverschrijdende omzetting overeenkomstig de jurisdictie waarheen de vennootschap haar zetel verplaatst."

Art. 74. Artikel 14:20 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 14:20. Het bestuursorgaan stelt een omstandig schriftelijk verslag op bestemd voor de houders van aandelen en winstbewijzen en de werknemers waarin de juridische en economische aspecten van de grensoverschrijdende omzetting worden toegelicht en verantwoord en waarin de gevolgen van de grensoverschrijdende omzetting voor de werknemers worden toegelicht. In het verslag wordt met name toelichting gegeven over de gevolgen van de grensoverschrijdende omzetting voor de toekomstige activiteiten van de vennootschap.

De vennootschap kan de in het derde en het vijfde lid bedoelde gegevens opnemen in één verslag, dan wel in een afzonderlijk verslag voor respectievelijk de houders van aandelen en winstbewijzen, en de werknemers met het relevante deel.

Het in het eerste lid bedoelde verslag vermeldt voor de houders van aandelen en winstbewijzen:

1° een staat van activa en passiva die niet meer dan vier maanden vóór de algemene vergadering die over het voorstel tot grensoverschrijdende omzetting moet besluiten is afgesloten;

2° de geldelijke vergoeding zoals bedoeld in artikel 14:25/1 en de voor de vaststelling van die geldelijke vergoeding gebruikte methode of methoden, alsook het betrekkelijk gewicht dat aan deze methoden wordt gehecht, de waardering waartoe elke methode komt en de moeilijkheden die zich eventueel hebben voorgedaan;

3° l'opportunité de la transformation transfrontalière, les conditions et les conséquences de la transformation transfrontalière pour les titulaires d'actions et de parts bénéficiaires;

4° les droits et voies de recours dont disposent les titulaires d'actions et de parts bénéficiaires conformément à l'article 14:25/1.

L'alinéa 3 n'est pas d'application si tous les titulaires d'actions et de parts bénéficiaires en ont décidé ainsi. Les sociétés dont toutes les actions sont réunies entre les mains d'une personne ne doivent pas appliquer l'alinéa 3.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} mentionne pour les travailleurs :

1° les implications de la transformation transfrontalière en ce qui concerne les relations de travail et, le cas échéant, toutes les mesures à prendre pour préserver ces relations;

2° les changements significatifs dans les conditions d'emploi applicables ou dans les lieux d'implantation de la société;

3° la manière dont les facteurs énoncés aux 1° et 2° ont un effet sur des filiales de la société.

L'alinéa 5 n'est pas d'application si tous les travailleurs de la société et, le cas échéant, de ses filiales font partie de l'organe d'administration.

Au plus tard six semaines avant la date de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de transformation, le rapport visé à l'alinéa 1^{er} ou, le cas échéant, à l'alinéa 5, est mis à la disposition des représentants des travailleurs ou, lorsqu'il n'y a pas de représentants, des travailleurs eux-mêmes, au moins sous forme électronique.

Si les organisations de travailleurs représentées au sein du conseil d'entreprise, à défaut de conseil d'entreprise, de la délégation syndicale, à défaut de conseil d'entreprise et de délégation syndicale, au sein du comité pour la prévention et la protection au travail, ou, lorsqu'il n'y a pas de représentants, les travailleurs eux-mêmes formulent un avis dans le cadre de l'information prévue à l'article 11 de la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972 et qu'il parvient à l'organe d'administration à temps, cet avis est joint au rapport mentionné à l'alinéa 1^{er} ou, le cas échéant, à l'alinéa 5. L'organe d'administration fournit aux organisations précitées ou aux travailleurs eux-mêmes une réponse motivée concernant cet avis avant l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de transformation."

Art. 75. L'article 14:21 du même Code est remplacé par ce qui suit :

"Art. 14:21. § 1^{er}. Le commissaire ou, lorsqu'il n'y a pas de commissaire, un réviseur d'entreprises ou un expert-comptable certifié désigné par l'organe d'administration ou, dans les sociétés en nom collectif ou les sociétés en commandite, par l'assemblée générale, rédige un rapport sur le projet de transformation transfrontalière et fait rapport sur l'état visé à l'article 14:20, alinéa 3, 1^o, et indique notamment si l'actif net est surévalué.

Le commissaire ou le réviseur d'entreprises ou l'expert-comptable certifié désigné doit notamment déclarer si, à son avis, la soulté en espèces visée à l'article 14:18, 11^o, est ou non pertinent et raisonnable. Pour l'évaluation de cette soulté en espèces, il est tenu compte de l'éventuel prix de marché de ces actions ou parts dans la société avant l'annonce du projet de transformation ou de la valeur de la société, à l'exception des effets de la transformation proposée, comme défini suivant les modes d'évaluation généralement reconnus.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} doit au moins :

1° indiquer les méthodes suivies pour la détermination de la soulté en espèces proposée;

2° indiquer si ces méthodes sont appropriées et mentionner l'évaluation à laquelle chacune de ces méthodes conduit, un avis étant donné sur l'importance relative donnée à ces méthodes dans la détermination de la valeur retenue;

3° indiquer, le cas échéant, les difficultés particulières d'évaluation.

Le commissaire, le réviseur d'entreprises ou l'expert-comptable certifié désigné peuvent obtenir de la société que leur soient fournies toutes les informations qui leur paraissent nécessaires pour la rédaction du rapport visé dans le présent article.

§ 2. Le rapport visé au paragraphe 1^{er} n'est pas requis si tous les titulaires d'actions et de parts bénéficiaires en ont ainsi décidé.

3° de wenselijkheid van de grensoverschrijdende omzetting, haar voorwaarden en de gevolgen van de grensoverschrijdende omzetting voor de houders van aandelen en winstbewijzen;

4° de rechten en de rechtsmiddelen die beschikbaar zijn voor de houders van aandelen en winstbewijzen in overeenstemming met artikel 14:25/1.

Het derde lid is niet van toepassing indien alle houders van aandelen en winstbewijzen hiermee hebben ingestemd. Vennootschappen waarvan alle aandelen in één hand zijn verenigd moeten het derde lid niet toepassen.

Het in het eerste lid bedoelde verslag vermeldt voor de werknemers:

1° de gevolgen van de grensoverschrijdende omzetting voor de arbeidsrelaties en, in voorkomend geval, alle maatregelen om die relaties vrijwaren;

2° materiële wijzigingen van de toepasselijke arbeidsvooraarden of van de vestigingsplaatsen van de vennootschap;

3° de wijze waarop de in het 1° en 2° bedoelde factoren van invloed zijn op dochtervennootschappen van de vennootschap.

Het vijfde lid is niet van toepassing indien alle werknemers van de vennootschap en, in voorkomend geval, haar dochtervennootschappen tot het bestuursorgaan behoren.

Uiterlijk zes weken vóór de datum van de algemene vergadering die over het grensoverschrijdende omzettingsvoorstel moet besluiten wordt het in het eerste lid of, in voorkomend geval, het vijfde lid bedoelde verslag minstens in elektronische vorm ter beschikking gesteld van de vertegenwoordigers van de werknemers of, indien er geen vertegenwoordigers zijn, van de werknemers zelf.

Indien de organisaties ter vertegenwoordiging van de werknemers in de schoot van de ondernemingsraad, indien er geen ondernemingsraad is, van de vakbondsafvaardiging, en als er geen ondernemingsraad of vakbondsafvaardiging is, van het comité voor preventie en bescherming op het werk, of, indien er geen zulke vertegenwoordigers zijn, de werknemers zelf, tijdig aan het bestuursorgaan een advies formuleren in het kader van de informatie voorgeschreven door artikel 11 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 9 maart 1972, wordt dit advies aan het in het eerste lid of, in voorkomend geval, het vijfde lid bedoelde verslag gehecht. Het bestuursorgaan verstrekkt de voorname organisaties of de werknemers zelf vóór de algemene vergadering die over het omzettingsvoorstel moet besluiten een gemotiveerd antwoord over dit advies."

Art. 75. Artikel 14:21 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 14:21. § 1. De commissaris of, als er geen commissaris is, een door het bestuursorgaan of, bij een vennootschap onder firma of een commanditaire vennootschap, door de algemene vergadering aangewezen bedrijfsrevisor of gecertificeerd accountant, stelt een schriftelijk verslag over het voorstel tot grensoverschrijdende omzetting op en brengt over de in artikel 14:20, derde lid, 1^o, bedoelde staat verslag uit en vermeldt inzonderheid of het nettoactief is overgegaardeerd.

De commissaris of de aangewezen bedrijfsrevisor of de gecertificeerd accountant moet in het bijzonder verklaren of de geldelijke vergoeding zoals bedoeld in artikel 14:18, 11^o, naar zijn mening al dan niet relevant en redelijk is, waarbij voor de beoordeling van die geldelijke vergoeding rekening wordt gehouden met de eventuele marktprijs van die aandelen in de vennootschap vóór de aankondiging van het omzettingsvoorstel, of met de waarde van de vennootschap, exclusief de gevolgen van de voorgestelde omzetting, zoals bepaald volgens algemeen aanvaarde waarderingsmethoden.

Het in het eerste lid bedoelde verslag geeft ten minste aan:

1° volgens welke methoden de voorgestelde geldelijke vergoeding is vastgesteld;

2° of deze methoden passend zijn en tot welke waardering elke gebruikte methode leidt; tevens moet een oordeel worden gegeven over het betrekkelijke gewicht dat bij de vaststelling van de in aanmerking genomen waarde aan deze methoden is gehecht;

3° in voorkomend geval, de bijzondere moeilijkheden bij de waardering.

De commissaris, de aangewezen bedrijfsrevisor of gecertificeerd accountant kunnen van de vennootschap alle informatie bekomen die zij nodig achten voor de opmaak van het in dit artikel bedoelde verslag.

§ 2. Indien alle houders van aandelen en winstbewijzen hiermee hebben ingestemd, is het verslag waarvan sprake in paragraaf 1 niet vereist.

Les sociétés dont toutes les actions sont réunies entre les mains d'une personne ne doivent pas appliquer le présent article."

Art. 76. L'article 14:22 du même Code est remplacé par ce qui suit :

"Art. 14:22. § 1^{er}. L'ordre du jour de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de transformation annonce le projet de transformation et les rapports prévus aux articles 14:20 et 14:21 ainsi que la possibilité réservée aux titulaires d'actions et de parts bénéficiaires d'obtenir lesdits documents sans frais.

Une copie du projet de transformation et des rapports visés aux articles 14:20 et 14:21 en est communiquée aux titulaires d'actions et de parts bénéficiaires nominatives six semaines au moins avant l'assemblée générale qui se prononce sur la transformation, conformément à l'article 2:32.

Sauf dans les sociétés cotées, une copie des documents précités est également transmise sans délai aux personnes qui ont accompli les formalités requises par les statuts pour être admises à l'assemblée.

Toutefois, s'il s'agit d'une société coopérative, le projet et les rapports visés à l'alinéa 1^{er} ne doivent pas être communiqués aux titulaires d'actions et de parts bénéficiaires conformément aux alinéas 2 et 3.

Dans ce cas, tout titulaire d'actions et de parts bénéficiaires a le droit de prendre connaissance desdits documents au siège de la société conformément au paragraphe 2, au plus tard six semaines avant la date de l'assemblée générale, et d'en obtenir copie conformément au paragraphe 3, dans le même délai.

§ 2. Tout actionnaire ou titulaire de parts bénéficiaires a en outre le droit, à partir de la publication du projet de transformation conformément à l'article 14:18, de prendre connaissance au siège de la société des documents visés au paragraphe 1^{er}, dès qu'ils sont disponibles.

§ 3. Tout titulaire d'actions ou de parts bénéficiaires peut obtenir sans frais et sur simple demande une copie intégrale ou, s'il le désire, partielle, des documents visés au paragraphe 1^{er}, à l'exception de ceux qui lui ont été transmis conformément au paragraphe 1^{er}.

Le droit visé à l'alinéa 1^{er} d'obtenir sans frais une copie du projet de transformation transfrontalière et de l'état visé à l'article 14:20, alinéa 3, 1^o, appartient également aux créanciers qui disposent d'un droit d'opposition sur la base de l'article 14:19.

§ 4. Si une société met sans frais à disposition sur son site internet les documents visés au paragraphe 1^{er} pendant une période ininterrompue de six semaines commençant avant la date de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de transformation et ne s'achevant pas avant la fin de cette assemblée, elle ne doit pas mettre à disposition les documents visés au paragraphe 1^{er} à son siège.

Le paragraphe 3 n'est pas d'application si le site internet de la société offre la possibilité aux associés, aux actionnaires, aux titulaires de parts bénéficiaires et aux créanciers disposant d'un droit d'opposition sur la base de l'article 14:19, pendant toute la période visée au paragraphe 1^{er}, de télécharger et d'imprimer les documents visés au paragraphe 1^{er}, les rapports visés aux articles 14:20 en 14:21 étant cependant inaccessibles aux créanciers, mais le document visé à l'article 14:20, alinéa 3, 1^o, étant inclus. Dans ce cas, les informations restent sur le site internet de la société et peuvent être téléchargées et imprimées jusqu'à au moins un mois après la date de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de transformation."

Art. 77. À l'article 14:24 du même Code, modifié par la loi du 28 avril 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le texte néerlandais du paragraphe 1^{er}, phrase introductory, le mot "beslist" est remplacé par le mot "besluit";

2° au paragraphe 1^{er}, 1^o, les mots "non seulement" sont insérés entre les mots "doivent représenter" et les mots "la moitié", les mots "ou parts" sont abrogés, et le 1^o est complété par les mots "mais également la moitié du nombre de parts bénéficiaires s'il en existe";

3° au paragraphe 1^{er}, 2^o, a), le mot "transfrontalière" est inséré entre les mots "une proposition de transformation" et les mots "n'est acceptée", et les mots "quatre cinquièmes des voix" sont remplacés par les mots "trois quarts des voix, sans qu'il soit tenu compte des abstentions au numérateur ou au dénominateur";

4° au paragraphe 1^{er}, 2^o, b) est abrogé;

Vennootschappen waarvan alle aandelen in één hand zijn verenigd moeten dit artikel niet toepassen."

Art. 76. Artikel 14:22 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 14:22. § 1. De agenda van de algemene vergadering die over het omzettingsvoorstel moet besluiten vermeldt het omzettingsvoorstel en de verslagen bedoeld in de artikelen 14:20 en 14:21, evenals de mogelijkheid voor de houders van aandelen en winstbewijzen om de genoemde stukken kosteloos te verkrijgen.

Aan de houders van aandelen en winstbewijzen op naam wordt uiterlijk zes weken vóór de algemene vergadering die zich over de omzetting uitspreekt, een kopie van het omzettingsvoorstel en de verslagen bedoeld in de artikelen 14:20 en 14:21 meegeleid overeenkomstig artikel 2:32.

Behalve bij de genoemde vennootschappen, wordt ook onverwijd een kopie van voormelde stukken gezonden aan diegenen die de statutair voorgeschreven formaliteiten hebben vervuld om tot de vergadering te worden toegelaten.

Wanneer het evenwel gaat om een coöperatieve vennootschap, moeten het voorstel en de verslagen bedoeld in het eerste lid, niet aan de houders van aandelen en winstbewijzen worden meegeleid overeenkomstig het tweede en het derde lid.

In dat geval heeft iedere houder van aandelen en winstbewijzen overeenkomstig paragraaf 2 het recht om uiterlijk zes weken vóór de algemene vergadering op de zetel van de vennootschap van voornoemde stukken kennis te nemen en kan hij overeenkomstig paragraaf 3 binnen dezelfde termijn een kopie ervan verkrijgen.

§ 2. Iedere houder van aandelen of winstbewijzen heeft tevens het recht vanaf de bekendmaking van het omzettingsvoorstel overeenkomstig artikel 14:18 op de zetel van de vennootschap kennis te nemen van de in de eerste paragraaf bedoelde stukken, van zodra zij beschikbaar zijn.

§ 3. Iedere houder van aandelen of winstbewijzen kan op zijn verzoek kosteloos een volledige of desgewenst gedeeltelijke kopie van de in de eerste paragraaf bedoelde stukken verkrijgen, met uitzondering van diegene die hem overeenkomstig paragraaf 1 zijn toegezonden.

Het in het eerste lid bedoelde recht om kosteloos een kopie van het grensoverschrijdend omzettingsvoorstel en de in artikel 14:20, derde lid, 1^o, bedoelde staat te verkrijgen komt eveneens toe aan schuldeisers die op grond van artikel 14:19 over een verzetrecht beschikken.

§ 4. Wanneer een vennootschap de in paragraaf 1 bedoelde stukken, gedurende een ononderbroken periode van zes weken vóór de datum van de algemene vergadering die over het omzettingsvoorstel moet besluiten en die niet eerder eindigt dan bij de sluiting van die vergadering, kosteloos op de vennootschapswebsite beschikbaar stelt, moet zij de in paragraaf 1 bedoelde stukken niet op haar zetel beschikbaar stellen.

Wanneer de vennootschapswebsite aan de vennoten of aandeelhouders, houders van winstbewijzen en schuldeisers die op grond van artikel 14:19 over een verzetrecht beschikken gedurende de gehele in het eerste lid bedoelde periode de mogelijkheid biedt de in paragraaf 1 bedoelde stukken, doch wat betreft de schuldeisers met uitsluiting van de in de artikelen 14:20 en 14:21 bedoelde verslagen maar met inbegrip van de in artikel 14:20, derde lid, 1^o, bedoelde staat, te downloaden en af te drukken, is paragraaf 3 niet van toepassing. In dit geval blijft de informatie ten minste tot één maand na de datum van de algemene vergadering die over het omzettingsvoorstel moet besluiten op de vennootschapswebsite staan en kan ze worden gedownload en afdrukken."

Art. 77. In artikel 14:24 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 april 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, inleidende zin, wordt het woord "beslist" vervangen door het woord "besluit";

2° in paragraaf 1, 1^o, worden de woorden "niet alleen" ingevoegd tussen de woorden "vertegenwoordigen moeten" en de woorden "ten minste", wordt in de Franse tekst de woorden "ou parts" opgeheven", en wordt de bepaling onder 1^o aangevuld met de woorden "maar ook de helft van het aantal winstbewijzen, indien er zulke effecten zijn";

3° in paragraaf 1, 2^o, a) wordt het woord "grensoverschrijdende" ingevoegd tussen de woorden "een voorstel tot", en de woorden "omzetting is" en worden de woorden "vier vijfde van de stemmen heeft verkregen" vervangen door de woorden "drie vierde van de stemmen heeft verkregen, waarbij de onthoudingen in de teller noch in de noemer worden meegerekend";

4° in paragraaf 1, 2^o, wordt de bepaling onder b) opgeheven;

5° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Nonobstant toute disposition statutaire contraire, les parts bénéficiaires donneront droit à une voix par titre dans ce vote. Elles ne pourront se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de celui attribué à l'ensemble des actions, ni être comptés dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises par les actions. Si les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, la réduction s'opérera proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.”;

6° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot “transfrontalière” est inséré entre les mots “la transformation” et les mots “entraîne la modification”;

7° au paragraphe 2, l'alinéa 2 est abrogé;

8° au paragraphe 3, les mots “des associés ou actionnaires” sont remplacés par les mots “d'actions ou de parts bénéficiaires”;

9° au paragraphe 4, phrase introductory, le mot “au” est remplacé par le mot “aux”, et dans le texte néerlandais le mot “de” est inséré entre les mots “In afwijking van” et les mots “paragrafen 1 tot 3”;

10° au paragraphe 4, le 3° est abrogé;

11° l'article est complété par le paragraphe 5 rédigé comme suit :

“§ 5. L'assemblée générale peut se réservé le droit de subordonner l'exécution de la transformation transfrontalière à la condition qu'elle entérine expressément les modalités décidées pour la participation des travailleurs dans la société après la transformation transfrontalière.”

Art. 78. Dans l'article 14:25 du même Code, les mots “décision de” sont insérés entre le mot “La” et les mots “transformation transfrontalière”, les mots “, à peine de nullité,” sont abrogés, et les mots “, le cas échéant” sont insérés entre les mots “L'acte authentique reproduit” et les mots “les conclusions”.

Art. 79. Dans la partie 4, livre 14, titre 1^{er}, chapitre 3, section 2, sous-section 2, du même Code, il est inséré un article 14:25/1 rédigé comme suit :

“Art. 14:25/1. Chaque titulaire d'actions ou de parts bénéficiaires ayant voté contre la transformation transfrontalière à l'assemblée générale et l'ayant communiqué comme tel à la société préalablement au vote, le cas échéant à l'adresse électronique mentionnée dans le projet de transformation ou à l'adresse électronique visée à l'article 2:31, a le droit de démissionner de la société si et dans la mesure où il exerce ce droit à l'assemblée générale qui décide de procéder à la transformation transfrontalière.

La démission donne droit au remboursement du titre à une valeur équivalente à la valeur du titre mentionnée dans le projet de transformation visé à l'article 14:18, 11°.

Le paiement de cette part de retrait ne peut être effectué qu'après que la société a donné satisfaction aux créanciers ayant fait valoir leurs droits dans le délai de trois mois visé à l'article 14:19, à moins qu'une décision judiciaire exécutoire n'ait rejeté leurs prétentions à obtenir une garantie, mais ne peut intervenir au-delà de deux mois après la date à laquelle la transformation transfrontalière prend effet conformément à la juridiction vers laquelle la société transfère son siège.

Les articles 5:142, 5:143, 6:115, 6:116 et 7:212 ne sont pas applicables.

Les articles 5:145, 5:154, 6:120 et 7:215 ne sont pas non plus applicables.

Un titulaire d'actions ou de parts bénéficiaires ayant voté contre la transformation transfrontalière à l'assemblée générale de la manière prévue à l'alinéa 1^{er} et qui n'est pas satisfait de la soulte en espèces offerte à l'article 14:18, 11°, peut porter la contestation devant le président du tribunal de l'entreprise du siège de la société qui se transforme, siégeant en référé, dans le mois suivant la date de l'assemblée générale qui se prononce sur la transformation transfrontalière. Cette contestation ne dispense pas la société de payer la soulte en espèces offerte, visée à l'article 14:18, 11°, dans les limites fixées à l'alinéa 3.

Les parts ou actions de l'associé ou actionnaire démissionnaire sont détruites au moment où la transformation transfrontalière prend effet conformément au droit de la juridiction vers laquelle la société transfère son siège.”

5° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De winstbewijzen geven bij deze stemming recht op één stem per effect, niettegenstaande andersluidende statutaire bepaling. In het geheel kunnen aan die effecten niet meer stemmen worden toegekend dan de helft van het aantal dat is toegekend aan de gezamenlijke aandelen; bij de stemming kunnen zij niet worden aangerekend voor meer dan twee derde van het aantal stemmen uitgebracht door de aandelen. Worden de aan de beperking onderworpen stemmen in verschillende zin uitgebracht, dan wordt de vermindering evenredig toegepast; gedeelten van stemmen worden verwaarloosd.”;

6° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord “grensoverschrijdende” ingevoegd tussen de woorden “bestaan en de” en het woord “omzetting”;

7° in paragraaf 2 wordt het tweede lid opgeheven;

8° in paragraaf 3 worden de woorden “vennoten of aandeelhouders” vervangen door de woorden “aandelen of winstbewijzen”;

9° in paragraaf 4 wordt het woord “de” ingevoegd tussen de woorden “In afwijking van” en de woorden “paragrafen 1 tot 3” en in de Franse tekst van paragraaf 4, inleidende zin, wordt het woord “au” vervangen door het woord “aux”;

10° in paragraaf 4 wordt de bepaling onder 3° opgeheven;

11° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:

“§ 5. De algemene vergadering kan zich het recht voorbehouden de uitvoering van de grensoverschrijdende omzetting afhankelijk te stellen van haar uitdrukkelijke bekrachtiging van de regelingen die met betrekking tot de medezeggenschap van de werknemers in de vennootschap na de grensoverschrijdende omzetting zijn vastgesteld.”

Art. 78. In artikel 14:25 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “De grensoverschrijdende” vervangen door de woorden “Het besluit tot grensoverschrijdende”, worden de woorden “, op straffe van nietigheid,” opgeheven, en worden de woorden “, in voorkomend geval,” ingevoegd tussen de woorden “In de authentieke akte wordt” en de woorden “de conclusie”.

Art. 79. In deel 4, boek 14, titel 1, hoofdstuk 3, afdeling 2, onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 14:25/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 14:25/1. Elke houder van aandelen of winstbewijzen die op de algemene vergadering tegen de grensoverschrijdende omzetting heeft gestemd en dit voorafgaand aan de stemming als zodanig aan de vennootschap kenbaar heeft gemaakt, in voorkomend geval op het in het omzettingsvoorstel vermelde e-mailadres of op het in artikel 2:31 bedoelde e-mailadres, heeft het recht om uit de vennootschap te treden indien en in de mate waarin hij van dat recht gebruikmaakt op de algemene vergadering die tot de grensoverschrijdende omzetting besluit.

De uittreding geeft recht op terugbetaling van het effect aan een waarde die gelijk is aan de waarde van het effect zoals vermeld in het omzettingsvoorstel als bedoeld in artikel 14:18, 11°.

De uitbetaling van dit scheidingsaandeel kan pas geschieden nadat de vennootschap is tegemoet gekomen aan de schuldeisers die binnen de in artikel 14:19 bedoelde termijn van drie maanden hun rechten hebben doen gelden, tenzij hun aanspraak om een zekerheid te verkrijgen bij een uitvoerbare rechterlijke beslissing is afgewezen, maar mag niet later plaatsvinden dan twee maanden nadat de grensoverschrijdende omzetting van kracht wordt overeenkomstig de jurisdictie waarheen de vennootschap haar zetel verplaatst.

De artikelen 5:142, 5:143, 6:115, 6:116 en 7:212 zijn niet van toepassing.

Evenmin zijn de artikelen 5:145, 5:154, 6:120 en 7:215 van toepassing.

Een houder van aandelen of winstbewijzen die op de algemene vergadering tegen de grensoverschrijdende omzetting heeft gestemd op de wijze zoals voorzien in het eerste lid en die geen genoegen neemt met de in artikel 14:18, 11°, geboden geldelijke vergoeding, kan het geschil binnen één maand vanaf de datum van de algemene vergadering die tot de grensoverschrijdende omzetting besluit voorleggen aan de voorzitter van de ondernemingsrechtsbank van de zetel van de zich omzettende vennootschap, zitting houdend in kort geding. Dit geschil ontslaat de vennootschap niet de door haar geboden geldelijke vergoeding als bedoeld in artikel 14:18, 11°, uit te betalen binnen de door het derde lid gestelde grenzen.

De aandelen van de uittredende vennoot of aandeelhouder worden vernietigd op het moment waarop de grensoverschrijdende omzetting van kracht wordt overeenkomstig het recht van de jurisdictie waarheen de vennootschap haar zetel verplaatst.”

Art. 80. L'article 14:26 du même Code est remplacé par ce qui suit :

“Art. 14:26. Le notaire visé à l'article 14:25 doit vérifier et attester l'existence et la légalité, tant interne qu'externe, des actes et formalités incomptant à la société. À cette fin, il délivre sans délai et au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de réception des documents et informations visés à l'alinéa 2, un certificat attestant de façon incontestable l'accomplissement correct des actes et formalités préalables à la transformation transfrontalière.

Lors de l'introduction de la demande de certificat préalable à la transformation transfrontalière auprès du notaire visé à l'alinéa 1^{er}, la société joint les documents suivants, pour autant que ces documents n'aient pas été transmis antérieurement au notaire :

1^o le projet de transformation transfrontalière;

2^o le cas échéant, le rapport et l'avis joint visé à l'article 14:20, ainsi que le rapport visé à l'article 14:21, § 1^{er};

3^o toutes les remarques introduites conformément à l'article 14:18/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o;

4^o des informations relatives à l'approbation visée à l'article 14:23 par l'assemblée générale;

5^o des informations relatives au nombre de travailleurs au moment de l'établissement du projet de transformation transfrontalière;

6^o des informations sur l'existence de filiales et leur situation géographique;

7^o un certificat établi par l'administration du Service Public Fédéral Finances en charge de la perception et du recouvrement des créances fiscales et non fiscales dont il ressort si des sommes sont dues par la société au titre des créances fiscales et non fiscales dont la perception et le recouvrement sont assurés par cette administration, un certificat établi par les organismes percepteurs de cotisations précisant si des cotisations de sécurité sociale, majorations de cotisations et intérêts de retard sont dus par la société, et un certificat établi par les organismes percepteurs de cotisations précisant si des créances visées à l'article 16bis de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants sont dues par la société; ces certificats sont délivrés dans un délai de trente jours à dater de l'introduction de la demande et ne peuvent pas dater de plus de trente jours lors de leur transfert au notaire. Le Roi peut déterminer les modalités auxquelles ce certificat doit répondre.

Cette demande peut être introduite par courrier ordinaire ou par e-mail.

Le notaire visé à l'alinéa 1^{er} vérifie :

1^o si le projet de transformation transfrontalière contient des informations sur les procédures selon lesquelles, conformément à la convention collective de travail n° 94 du 29 avril 2008, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 94/1 du 20 décembre 2022, les modalités relatives à la participation des travailleurs sont fixées et sur les options possibles pour ces modalités;

2^o les documents visés à l'alinéa 2;

3^o le cas échéant, la mention par la société du fait que la procédure visée dans la convention collective de travail n° 94 du 29 avril 2008, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 94/1 du 20 décembre 2022, a été engagée.

Si le notaire constate que les actes et formalités préalables à la transformation transfrontalière n'ont pas été accomplis ou que les créanciers exigeant en justice une sûreté supplémentaire ou toute autre garantie conformément à l'article 14:19 n'ont pas obtenu satisfaction, à moins qu'une décision judiciaire exécutoire n'ait rejeté leurs prétentions, il ne délivre pas le certificat préalable à la transformation et informe la société des raisons de sa décision. Dans ce cas, le notaire peut accorder un délai de régularisation qui ne peut pas dépasser deux mois.

Si le notaire constate qu'une transformation transfrontalière a été réalisée à des fins abusives ou frauduleuses menant ou visant à se soustraire au droit de l'Union ou au droit national ou à le contourner, ou à des fins criminelles, il ne délivre pas le certificat préalable à la transformation. Lors de l'appréciation, le notaire doit prendre en compte l'ensemble des faits et circonstances pertinents dont il a pris connaissance – comme des facteurs indicatifs, s'ils présentent un intérêt et ne sont pas pris isolément – dans le cadre du contrôle visé à l'alinéa 1^{er}, notamment par la consultation des autorités publiques visées à l'alinéa 2, 7^o.

Art. 80. Artikel 14:26 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. 14:26. De in artikel 14:25 bedoelde notaris moet na onderzoek het bestaan en zowel de interne als de externe wettigheid bevestigen van de rechtshandelingen en formaliteiten waartoe de vennootschap is gehouden. Hiertoe geeft hij onverwijld en uiterlijk binnen de twee maanden na de datum van ontvangst van de documenten en informatie bedoeld in het tweede lid een attest af waaruit afdoende blijkt dat de aan het besluit tot grensoverschrijdende omzetting voorafgaande handelingen en formaliteiten correct zijn vervuld.

Bij de aanvraag van het aan de grensoverschrijdende omzetting voorafgaande attest door de vennootschap bij de in het eerste lid bedoelde notaris worden volgende documenten gevoegd, voor zover deze documenten niet eerder aan de notaris werden overgemaakt:

1^o het voorstel voor de grensoverschrijdende omzetting;

2^o in voorkomend geval, het verslag en het aangehechte advies bedoeld in artikel 14:20, alsmede het verslag bedoeld in artikel 14:21, § 1;

3^o alle overeenkomstig artikel 14:18/1, § 1, eerste lid, 2^o, ingediende opmerkingen;

4^o informatie over de in artikel 14:23 bedoelde goedkeuring door de algemene vergadering;

5^o informatie over het aantal werknemers ten tijde van het opstellen van het voorstel voor de grensoverschrijdende omzetting;

6^o informatie over het bestaan van dochtervennootschappen en hun respectieve geografische ligging;

7^o een certificaat opgemaakt door de administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën belast met de inning en de invordering van fiscale en niet-fiscale schuldborderingen waaruit blijkt of er door de vennootschap sommen verschuldigd zijn uit hoofde van fiscale en niet-fiscale schuldborderingen waarvan de inning en de invordering door deze administratie worden verzekerd, een certificaat opgemaakt door de inningsinstellingen van sociale zekerheidsbijdragen waaruit blijkt of er door de vennootschap nog sociale zekerheidsbijdragen, bijdrageopslagen en verwijlinstresten verschuldigd zijn, en een certificaat opgemaakt door de inningsinstelling van de bijdragen waaruit blijkt of er door de vennootschap schuldborderingen zoals bedoeld in artikel 16bis van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut van de zelfstandige verschuldigd zijn; deze certificaten worden uitgereikt binnen een termijn van dertig dagen na de indiening van aanvraag en mogen bij het overmaken aan de notaris niet ouder zijn dan dertig dagen. De Koning kan de modaliteiten bepalen waaraan dit certificaat moet voldoen.

Deze aanvraag kan per gewone post of per e-mail geschieden.

De in het eerste lid bedoelde notaris gaat over tot de controle:

1^o of het voorstel voor de grensoverschrijdende omzetting informatie bevat over de procedures volgens dewelke, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94/1 van 20 december 2022, regelingen inzake werknemersmedezeggenschap worden vastgesteld en over de mogelijke opties voor deze regelingen;

2^o van de in het tweede lid bedoelde documenten;

3^o in voorkomend geval, van een vermelding door de vennootschap dat de in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94/1 van 20 december 2022 bedoelde procedure van start is gegaan.

Indien de notaris vaststelt dat de aan de grensoverschrijdende omzetting voorafgaande handelingen en formaliteiten niet zijn vervuld, of dat de schuldeisers die overeenkomstig artikel 14:19 een bijkomende zekerheid of enige andere waarborg in rechte vorderen geen voldoening hebben gekregen, tenzij hun aanspraken bij een uitvoerbare rechterlijke beslissing zijn afgewezen, dan geeft hij het aan de omzetting voorafgaande attest niet af en stelt hij de vennootschap in kennis van de redenen voor zijn besluit. In dat geval kan de notaris een regularisatietermijn toekennen die maximaal twee maanden kan bedragen.

Indien de notaris vaststelt dat een grensoverschrijdende omzetting is opgezet voor onrechtmatige of frauduleuze doeleinden die leiden tot of gericht zijn op ontdrukking of omzeiling van Unie- of nationaal recht, of voor criminale doeleinden, dan geeft hij het aan de omzetting voorafgaande attest niet af. Bij de beoordeling moet de notaris alle relevante feiten en omstandigheden in aanmerking nemen, zoals indicatieve factoren, indien van belang en niet op zichzelf beschouwd, waarvan hij in het kader van het in het eerste lid bedoelde toezicht, onder meer door raadpleging van de in het tweede lid, 7^o, bedoelde overheidsinstanties, kennis heeft genomen.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} peut être prolongé de deux mois maximum afin que le notaire puisse prendre en considération les informations complémentaires ou effectuer des recherches complémentaires.

Si le notaire estime qu'en raison de la complexité de la procédure transfrontalière, le certificat ne peut être délivré dans les délais mentionnés aux alinéas 1^{er} et 7, il informe la société des raisons du retard avant l'expiration de ces délais.

En vue du contrôle visé à l'alinéa 1^{er}, le notaire peut demander à la société et à toute autorité publique pertinente les informations nécessaires et également faire appel à un expert indépendant.

Le certificat visé à l'alinéa 1^{er} est déposé et publié conformément aux articles 2:8 et 2:14, 1^o.

Lorsqu'une société à responsabilité limitée, une société coopérative ou une société anonyme belge se transforme en une société ayant l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises transmet le certificat visé à l'alinéa 1^{er} de même que les données y liées, mentionnées dans le règlement d'exécution 2021/1042/UE de la Commission du 18 juin 2021 fixant les modalités d'application de la directive (UE) 2017/1132 du Parlement européen et du Conseil établissant les spécifications techniques et les procédures nécessaires au système d'interconnexion des registres et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2020/2244 de la Commission, via le système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée et après qu'ils sont rendus disponibles à partir du dossier visé à l'article 2:7, au registre de l'État membre de destination et en vue d'une mise à disposition du public."

Art. 81. L'article 14:27 du même Code est remplacé par ce qui suit :

"Art. 14:27. La transformation peut seulement être inscrite dans le registre belge des personnes morales après réception de la notification par le registre étranger que la transformation a pris effet. Le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises publie cette notification conformément à l'article 2:14, 1^o, et procède à la modification des données mentionnées dans le registre belge des personnes morales.

En l'absence de la notification par le registre étranger visée à l'alinéa 1^{er}, l'organe d'administration de la société publie la prise d'effet de la transformation conformément à l'article 2:14, 1^o, déposant ainsi la preuve de l'immatriculation au registre pertinent du pays dans lequel la société a transféré son siège."

Art. 82. À l'article 14:28 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le mot "La" est remplacé par les mots "Le notaire constate la réalisation de la", et les mots "est constatée dans un acte authentique, sur présentation par la société qui se transforme de pièces attestant que celle-ci a respecté les prescriptions étrangères applicables en la matière" sont remplacés par les mots "dans un acte authentique après s'être assuré, le cas échéant, que les modalités relatives à la participation des travailleurs ont été fixées formellement conformément à la convention collective de travail n°94 du 29 avril 2008, telle que modifiée par la convention collective de travail n°94/1 du 20 décembre 2022";

2^o trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

"À cette fin, la société présente au notaire visé à l'alinéa 1^{er} une copie du projet de transformation transfrontalière approuvé par l'organe compétent ainsi que des pièces attestant qu'elle a respecté les prescriptions étrangères applicables en la matière.

S'agissant de la société qui se transforme ayant l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, le notaire consulte le certificat préalable à la transformation transfrontalière qu'il accepte comme preuve concluante de ce que les prescriptions étrangères applicables ont été respectées.

Le certificat est transmis par le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises à un système de banque de données électronique qui fait partie du dossier de la personne morale et géré par la Fédération royale du notariat belge, après réception via le système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée.";

De in het eerste lid bedoelde termijn kan met twee maanden worden verlengd opdat de notaris rekening kan houden met aanvullende informatie of om aanvullende onderzoeksactiviteiten te verrichten.

Indien de notaris oordeelt dat het attest niet kan worden aangeleverd vanwege de complexiteit van de grensoverschrijdende procedure binnen de in het eerste en zevende lid vermelde termijnen, stelt hij de vennootschap voor het verstrijken van die termijnen in kennis van de redenen voor de vertraging.

Met het oog op het in het eerste lid bedoelde toezicht kan de notaris van de vennootschap en iedere relevante overheidsinstantie de nodige informatie opvragen, alsook een beroep doen op een onafhankelijke deskundige.

Het in het eerste lid bedoelde attest wordt neergelegd en bekendgemaakt overeenkomstig de artikelen 2:8 en 2:14, 1^o.

Wanneer een Belgische besloten vennootschap, coöperatieve vennootschap of naamloze vennootschap zich omzet in een vorm zoals genoemd in bijlage II bij richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017, maakt de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen het in het eerste lid bedoelde attest en de hieraan gekoppelde gegevens, vermeld in Uitvoeringsverordening 2021/1042/EU van de Commissie van 18 juni 2021 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Richtlijn (EU) 2017/1132 van het Europees Parlement en de Raad met betrekking tot technische specificaties en procedures voor het systeem van gekoppelde registers en tot intrekking van Uitvoeringsverordening (EU) 2020/2244 van de Commissie, via het Europees systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemde richtlijn en nadat deze beschikbaar zijn gesteld vanuit het in artikel 2:7 bedoelde dossier, over aan het register van de lidstaat van bestemming en met het oog op de terbeschikkingstelling ervan aan het publiek."

Art. 81. Artikel 14:27 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 14:27. De omzetting kan pas worden ingeschreven in het Belgische rechtspersonenregister na ontvangst van de notificatie door het buitenlandse register dat de omzetting van kracht is geworden. De beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen maakt deze notificatie bekend overeenkomstig artikel 2:14, 1^o, en gaat over tot wijziging van de gegevens vermeldt in het Belgische rechtspersonenregister.

Bij het ontbreken van de in het eerste lid bedoelde notificatie door het buitenlandse register, maakt het bestuursorgaan van de vennootschap het van kracht worden van de omzetting bekend overeenkomstig artikel 2:14, 1^o, waarbij hij het bewijs van inschrijving in het relevante register van het land waarheen de vennootschap haar zetel heeft verplaatst, neerlegt."

Art. 82. In artikel 14:28 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het eerste lid worden de woorden "notaris stelt de voltooiing van de" ingevoegd tussen het woord "De" en de woorden "grensoverschrijdende omzetting", worden de woorden "wordt in een authentieke akte vastgesteld, op voorlegging van stukken door de zich omzettende vennootschap waaruit blijkt dat deze de desbetreffende toepasselijke buitenlandse voorschriften heeft nageleefd" vervangen door de woorden "vast in een authentieke akte nadat hij er zich, in voorkomend geval, van vergewist dat de regelingen voor de medezeggenschap van de werknemers formeel zijn vastgesteld overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94 van 29 april 2008, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 94/1 van 20 december 2022";

2^o tussen het eerste en het tweede lid worden drie leden ingevoegd, luidende:

"Daartoe legt de vennootschap een kopie van het voorstel voor de grensoverschrijdende omzetting dat door het bevoegde orgaan is goedgekeurd, alsook stukken waaruit blijkt dat deze de desbetreffende toepasselijke buitenlandse voorschriften heeft nageleefd voor aan de in het eerste lid bedoelde notaris.

Voor de zich omzettende vennootschap met een vorm zoals genoemd in bijlage II van richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017, raadpleegt de notaris het aan de grensoverschrijdende omzetting voorafgaande attest dat hij als afdoend bewijs aanvaardt dat de toepasselijke buitenlandse voorschriften zijn nageleefd.

Het attest wordt door de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen overgemaakt aan een elektronisch databanksysteem dat deel uitmaakt van het dossier van de rechtspersoon en dat wordt beheerd door de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat, na ontvangst via het Europees systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van voornoemde richtlijn.";

3° à l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 4, les mots "par extrait sont insérés entre les mots "et publiés" et les mots "simultanément conformément", et la phrase "L'acte de transformation transfrontalière est publié en entier; les statuts le sont par extrait." est abrogée.

Art. 83. L'article 14:29 du même Code est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

"Lorsqu'une société ayant l'une des formes figurant à l'annexe II de la directive 2017/1132/EU du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 se transforme en une société à responsabilité limitée, une société coopérative ou une société anonyme belge, le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises transmet la prise d'effet de la transformation transfrontalière au registre de l'État membre de départ via le système européen d'interconnexion des registres visé à l'article 22 de la directive précitée."

CHAPITRE 7. — Terminologie

Art. 84. Dans tous les articles du Code des sociétés et des associations, les mots "expert-comptable externe" et "experts-comptables externes" sont chaque fois remplacés respectivement par "expert-comptable certifié" et "experts-comptables certifiés".

CHAPITRE 8. — Droit international privé

Art. 85. À l'article 109 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé, modifié par la loi du 23 mars 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° la deuxième phrase, insérée par la loi du 23 mars 2019, et rédigée comme suit : "Nonobstant toute clause contraire, les juges belges sont toutefois toujours compétents pour connaître de demandes portant sur la responsabilité des administrateurs de la personne morale, telle que visée à l'article 2:56, alinéa 1^{er}, du Code des sociétés et des associations, envers d'autres personnes que la personne morale ou ses associés ou actionnaires ou membres, pour des comportements dans le cadre de l'exercice de la fonction d'administration, si l'établissement principal de la personne morale se situe en Belgique, tandis que le siège statutaire de la personne morale est établi dans un État situé en dehors de l'Union européenne et que la personne morale n'a qu'un lien formel avec cet État." est abrogée;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Nonobstant toute clause contraire, les juges belges sont toutefois toujours compétents pour connaître :

1° de demandes portant sur la responsabilité des administrateurs de la personne morale, telle que visée à l'article 2:56, alinéa 1^{er}, du Code des sociétés et des associations, envers d'autres personnes que la personne morale ou ses associés ou actionnaires ou membres, pour des comportements dans le cadre de l'exercice de la fonction d'administration, si l'établissement principal de la personne morale se situe en Belgique, tandis que le siège statutaire de la personne morale est établi dans un État situé en dehors de l'Union européenne et que la personne morale n'a qu'un lien formel avec cet État;

2° de demandes portant sur la responsabilité des administrateurs de la personne morale visés à l'article 2:56, alinéa 1^{er}, du Code des sociétés et des associations, pour des décisions, actes ou comportements dans le cadre de l'exercice de la fonction d'administration antérieurs à la date à laquelle la fusion, la scission ou la transformation transfrontalière a pris effet conformément aux dispositions applicables;

3° de demandes de titulaires de créances existant au moment de la publication du projet de fusion, de scission ou de transformation aux Annexes du *Moniteur belge* dans les deux ans qui suivent la date à laquelle la fusion, la scission ou la transformation transfrontalière a pris effet conformément aux dispositions applicables;

4° de demandes introduites par des personnes qui ont démissionné de la société sur la base des articles 12:116/1, 12:137 et 14:25/1, relatives à l'ampleur et au paiement de leur part de retrait."

Art. 86. À l'article 113 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'intitulé de cet article est complété par les mots "et scission";

2° dans l'article, les mots "et la scission" sont insérés entre les mots "La fusion" et les mots "de personnes morales", et l'article est complété par les mots "ou la scission".

3° in het tweede lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden "bij uitreksel" ingevoegd tussen de woorden "neergelegd en" en de woorden "bekendgemaakt overeenkomstig", en wordt de zin "De akte van grensoverschrijdende omzetting wordt bekendgemaakt in haar geheel; de statuten worden bij uitreksel bekendgemaakt." opgeheven.

Art. 83. Artikel 14:29 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Indien een vennootschap met een vorm zoals genoemd in bijlage II van richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017 zich omvormt in een Belgische besloten vennootschap, coöperatieve vennootschap of naamloze vennootschap, maakt de beheerdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen het van kracht worden van de grensoverschrijdende omzetting via het Europese systeem van gekoppelde registers als bedoeld in artikel 22 van richtlijn 2017/1132/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2017 aangaande bepaalde aspecten van het vennootschapsrecht over aan het register van de lidstaat van vertrek."

HOOFDSTUK 7. — Terminologie

Art. 84. In alle artikelen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen worden de woorden "externe accountant" en "externe accountants" telkens respectievelijk vervangen door de woorden "gecertificeerd accountant" en "gecertificeerde accountants".

HOOFDSTUK 8. — Internationaal privaatrecht

Art. 85. In artikel 109 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht, gewijzigd bij de wet van 23 maart 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de tweede zin, ingevoegd bij de wet van 23 maart 2019, en luidende: "De Belgische rechters zijn, niettegenstaande andersluidend beding, evenwel steeds bevoegd kennis te nemen van vorderingen die de aansprakelijkheid van de bestuurders van de rechtspersoon als bedoeld in artikel 2:56, eerste lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen tegenover anderen dan de rechtspersoon of zijn vennoten of aandeelhouders of leden betreffen, voor gedragingen in het kader van de uitoefening van de bestuursfunctie, indien de voornaamste vestiging van de rechtspersoon zich in België bevindt, terwijl de statutaire zetel van de rechtspersoon zich in een staat buiten de Europese Unie bevindt en de rechtspersoon slechts een formele band met die staat heeft." wordt opgeheven;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De Belgische rechters zijn, niettegenstaande andersluidend beding, evenwel steeds bevoegd kennis te nemen:

1° van vorderingen die de aansprakelijkheid van de bestuurders van de rechtspersoon als bedoeld in artikel 2:56, eerste lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen tegenover anderen dan de rechtspersoon of zijn vennoten of aandeelhouders of leden betreffen, voor gedragingen in het kader van de uitoefening van de bestuursfunctie, indien de voornaamste vestiging van de rechtspersoon zich in België bevindt, terwijl de statutaire zetel van de rechtspersoon zich in een staat buiten de Europese Unie bevindt en de rechtspersoon slechts een formele band met die staat heeft;

2° voor vorderingen die de aansprakelijkheid van de bestuurders van de rechtspersoon als bedoeld in artikel 2:56, eerste lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen betreffen, voor beslissingen, daden en gedragingen in het kader van de uitoefening van de bestuursfunctie begaan vóór de datum waarop de grensoverschrijdende fusie, splitsing of omzetting van kracht is geworden overeenkomstig de toepasselijke bepalingen;

3° van vorderingen van houders van op het tijdstip van de bekendmaking van het fusie-, splitsings- of omzettingsvoorstel in de Bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* bestaande schuldvorderingen binnen twee jaar na de datum waarop de grensoverschrijdende fusie, splitsing of omzetting van kracht is geworden overeenkomstig de toepasselijke bepalingen;

4° van vorderingen ingesteld door personen die op grond van artikel 12:116/1, artikel 12:137 en artikel 14:25/1 uit de vennootschap zijn uitgetreden betreffende de omvang van hun scheidingsaandeel evenals de uitbetaling ervan."

Art. 86. In artikel 113 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het opschrift van dit artikel wordt aangevuld met de woorden "en splitsing";

2° in het artikel worden de woorden "en splitsing" ingevoegd tussen de woorden "De fusie" en de woorden "van rechtspersonen", en worden de woorden "of splitsing" ingevoegd tussen de woorden "voor de fusie" en de woorden "op die rechtspersonen".

CHAPITRE 9. — *Droit judiciaire*

Art. 87. Dans l'article 588, 17°, du Code judiciaire, remplacé par la loi de 23 mars 2019, les mots "et de l'article 12:128, § 2," sont insérés entre les mots "de l'article 12:114, § 2," et les mots "du Code des sociétés et des associations".

CHAPITRE 10. — *Entrée en vigueur et disposition transitoire*

Art. 88. La présente loi entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

1° des articles 12:112, § 3, 12:117, alinéa 11, 12:118, alinéa 4, 12:119, § 1^{er}, alinéa 2, 12:125, § 3, 14:18/1, § 3, 12:138, alinéa 11, 12:139, § 2, alinéa 4, § 5 et § 6, 14:26, alinéa 11, 14:28, alinéa 4, et 14:29, alinéa 2, du Code des sociétés et des associations, qui entrent en vigueur le 30 juin 2023;

2° l'alinéa 2, 7°, des articles 12:117, 12:138 et 14:26, qui entre en vigueur à la date fixée par le Roi et au plus tard le 15 décembre 2023.

Art. 89. La présente loi est applicable aux fusions nationales, aux scissions nationales, aux transformations nationales, aux transformations transfrontalières, aux fusions transfrontalières et aux scissions transfrontalières dont le projet sera déposé au greffe du tribunal de l'entreprise dix jours après la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de L'Économie et du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre des Indépendants,
D. CLARINVAL

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre de la Justice,
V. VANQUICKENBORNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)

Documents : 55 3219

Compte rendu intégral : 27 avril 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/201957]

7 MAI 2023. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 24 novembre 2022, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, relative à l'octroi d'une prime annuelle d'attractivité pour certaines fonctions (Secteur Handicap - Région wallonne) (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone;

HOOFDSTUK 9. — *Gerechtelijk recht*

Art. 87. In artikel 588, 17°, van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de wet van 23 maart 2019, worden de woorden "en van artikel 12:128, § 2," ingevoegd tussen de woorden "artikel 12:114, § 2," en de woorden "van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen".

HOOFDSTUK 10. — *Inwerkingtreding en overgangsregeling*

Art. 88. Deze wet treedt in werking tien dagen na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van:

1° de artikelen 12:112, § 3, 12:117, elfde lid, 12:118, vierde lid, 12:119, § 1, tweede lid, 12:125, § 3, 14:18/1, § 3, 12:138, elfde lid, 12:139, § 2, vierde lid, § 5 en § 6, 14:26, elfde lid, 14:28, vierde lid, en 14:29, tweede lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, die in werking treden op 30 juni 2023;

2° het tweede lid, 7°, van de artikelen 12:117, 12:138 en 14:26, dat in werking treedt op de datum bepaald door de Koning en uiterlijk op 15 december 2023.

Art. 89. Deze wet is van toepassing op nationale fusies, nationale splitsingen, nationale omzettingen, grensoverschrijdende omzettingen, grensoverschrijdende fusies en grensoverschrijdende splitsingen waarvan het voorstel wordt neergelegd ter griffie van de ondernemingsrechtbank tien dagen na bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Werk,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Zelfstandigen,
D. CLARINVAL

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Justitie,
V. VANQUICKENBORNE

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)

Stukken: 55 3219

Integraal Verslag: 27 april 2023

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/201957]

7 MEI 2023. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 november 2022, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, betreffende de toekenning van een jaarlijkse aanmoedigingspremie voor bepaalde functies (Gehandicaptensector - Waalse Gewest) (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap;